

هذا من الاجل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 14804 - 8 F.

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

En libérant M. Abraham Serfaty

Rabat veut améliorer ses relations avec Paris

Vérité royale

VÉRITÉ royale, vérité d'un jour? Le 20 juillet, à écouter Hassan II lors d'un entretien avec des journalistes français, Abraham Serfaty était un fils indigne de bénéficier de sa grâce aussi longtemps qu'il n'aurait pas reconnu la marocanité du Sahara occidental. Le 13 septembre, à l'ère l'arabité circonstanciée du ministre de l'Intérieur, le fondateur du mouvement marxiste Hani Amam s'est transformé, par la magie de juristes bien choisis, en un ressortissant brésilien que l'on libère de prison, où il vient de passer dix-sept ans, pour l'envoyer rêver sous d'autres cieux à des lendemains qui chantent.

Question de quant-à-soi royal : Hassan II a une suite honore de sa voir-déclarer une décision par qui que ce soit. Il aime prendre de revers ses adversaires politiques, créer la surprise par quelque initiative inattendue. Il mesure, quand il le faut, la nécessité d'aller de l'avant.

EN obligeant publiquement Abraham Serfaty à la vérité, le roi du Maroc a libéralement comploté un pacte de bon usage qui l'engageait à une logique absurde, mais, au moins, les positions de ce digne sur le devenir du Sahara occidental n'étaient en rien modifiées, en 1977, sa condamnation à la détention perpétuelle. Il lui fallait donc, au plus vite, se sortir de ce mauvais pas, se débarrasser d'un prisonnier encombrant qui était devenu une sorte de nouveau Mardel.

Un habillage juridique qui ne trompe personne a donc permis au souverain chérifien de retourner sur ses pieds, et lui a ainsi évité de s'engager à lui-même un désaveu trop cruel. Ce n'est pas la population marocaine, trop occupée à résoudre les mille et une difficultés de la vie quotidienne, et, au demeurant, bien suffisamment informée de cette affaire, qui y trouverait prétexte à se passer ou à s'indigner.

HASSAN II n'a jamais voulu reconnaître que la leçon de démocratie donnée par M. Mitterrand en juin 1990 au sommet africain de la Baie valet aussi pour son régime parlementaire. Et ce n'est pas son opposition qui pourrait être en mesure aujourd'hui de peser sur ses décisions. Les enjeux et les pressions économiques et politiques sont tels que le souverain chérifien, à l'heure où il engage un pari risqué au Sahara occidental, se doit, avec plus ou moins de bonne grâce, de s'engager, comme tout le monde, sur le chemin d'une certaine libéralisation.

En regard à se méfier le cas d'Abraham Serfaty, en faveur duquel la France avait fait auprès de lui d'incessantes démarches, Hassan II a voulu apaiser les querelles de famille qui n'en finissent pas, sous toutes sortes de prétextes, d'agiter les relations entre Paris et Rabat. La libération d'un prisonnier, libéré même d'un gros calibre, ne fait pas le printemps. Mais peut-être l'annoncé-t-elle?

Il ne faut pas oublier que le Maroc compte encore plusieurs centaines de prisonniers politiques dont les conditions de détention inspirent de vives inquiétudes.

M0146 - 0916 0 - 6,00 F.



Alors que les combats se poursuivent en Croatie

Le premier ministre yougoslave redoute l'« instauration d'une dictature »

De violents combats se poursuivaient, samedi matin 14 septembre, autour d'Osijek, la deuxième ville de Croatie. Selon Radio Zagreb, trente-trois personnes auraient été blessées dans les affrontements avec les autonomistes serbes soutenus par des unités de l'armée fédérale.

Lord Carrington est attendu lundi, à Belgrade, où il doit rencontrer les dirigeants

serbe et croate, M. Stobadan Milosevic et M. Franjo Tudjman.

A Belgrade, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a dressé un constat d'échec total de son gouvernement. Les membres slovènes et croates ayant décidé de s'en retirer, il a mis en garde les Républiques contre le chaos et l'« instauration d'une dictature ».



La mise en garde de M. Markovic
Kostanica tombée, les Serbes ont presque atteint la mer
Impasse à la conférence de paix de La Haye

par FLORENCE HARTMANN
par YVES HELLER
page 3

Relance à l'américaine

En abaissant une nouvelle fois les taux d'intérêt les Etats-Unis veulent favoriser la reprise

La réduction d'un demi-point du taux de l'escompte aux Etats-Unis décidée vendredi 13 septembre par la Réserve fédérale (Fed) prolonge le mouvement de baisse des taux d'intérêt qui s'est accéléré outre-Atlantique à partir d'octobre 1990. Elle renforce les chances de voir le prix de l'argent baisser dans le monde entier, sauf en Allemagne où les besoins de capitaux liés de la restructuration poussent momentanément les taux à la hausse. La détente des taux d'intérêt peut accélérer la reprise de l'activité dans l'ensemble des pays industrialisés et à terme faire baisser le chômage.

C'est en juillet de l'année dernière que M. Greenspan, le méthodique président de la Réserve fédérale américaine, avait commencé à parler de baisse des taux. Il l'avait fait parce qu'à l'époque la croissance économique qui s'était déjà beaucoup ralentie depuis le printemps 1989 avait brusquement donné des signes de fléchissement.

Fléchissement inquiétant car l'économie américaine était passée d'un taux record d'expansion de 4,5 % en 1988, à un taux de 2,5 % en 1989 et qu'au deuxième trimestre 1990 la croissance s'était presque effondrée, attei-

gnant tout juste 0,4 % en rythme annuel. A partir d'octobre 1990, M. Greenspan avait donc accéléré la baisse du taux de l'argent à court terme, baisse timidement amorcée au printemps 1989 : le taux du marché monétaire - celui des Fed funds - qui était alors à 9,75 % passait à 8 % durant l'automne 1990 et se retrouvait à 5,50 % au mois d'août de cette année. La décision qui vient d'être prise va ramener le taux des Fed funds qui est celui auquel se refinancent les banques entre elles à 5,25 %.

ALAIN VERNHOLES
Lire la suite page 17

Transfusion sanguine : des responsables gouvernementaux mis en cause

L'affaire de la contamination des hémodies par le virus du sida prend de nouvelles dimensions. Un document encore inédit - une note de la direction générale de la santé adressée le 10 mai 1985 au cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé - dont nous publions de larges extraits, montre que les responsables gouvernementaux étaient à cette date parfaitement informés de l'urgence qu'il y avait à mettre en œuvre un dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang et à ne prescrire que des produits sanguins chauffés aux hémodies.

La publication de ce nouveau document survient alors que l'Association française des

hémodies, rompant avec la politique qui était la sienne depuis plusieurs années, décide de se joindre aux diverses procédures pénales actuellement en cours et réclame des « indemnités immédiates » pour les victimes.

Désormais, dans l'attente des décisions judiciaires, il est vraisemblable que le Parlement aura rapidement à se prononcer sur un dispositif législatif de solidarité permettant l'indemnisation des personnes contaminées par l'intermédiaire de produits sanguins.

Lire nos informations et l'article de JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI page 8

Et la Mostra s'en va

Le Lion d'or du Festival de Venise au film de Nikita Mikhalkhof, « Ugra »

S'achevant sur la projection de la Tentation de Venus, la lyrique métaphore européenne d'Istvan Szabo (le Monde du 5 septembre), la quarante-huitième Mostra du cinéma quitte le Lido pour sa soirée de clôture, et investit Venise. Sur la place Saint-Marc, on a posé un énorme lion d'or en carton-pâte. C'est la télévision qui officie.

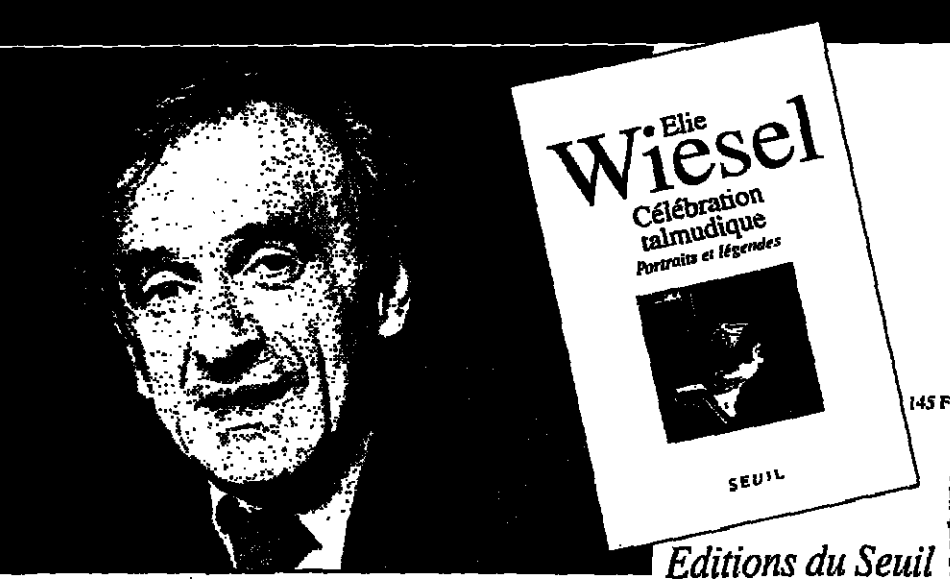
Ce n'est que justice, après tout. Tout au long de ce Festival aussi riche en bonheurs qu'en déceptions, elle s'est taillé la part... du lion. Jean-Luc Godard, anticipant comme toujours sur l'air du temps, et poussant la logique des choses jusqu'à se mettre en compétition avec un

film d'une heure tourné pour la télé, n'allait-il pas se retrouver au palmarès? Et Oshima et Boorman ont donné eux aussi de magnifiques « petites formes », écrites pour le petit écran.

Un des derniers films présentés a été le Mur du silence, de Marco Risi (lire page 10), enquête-vérité sur la tragédie inexpliquée du DC 9 d'Itavia, abattu en juin 1980 entre Bologne et Palerme. Le cinéma italien rançonne avec sa veine politique, mais le cœur y est-il?

DANIELE HEYMANN
Lire page 10 nos informations et l'article de NICOLE ZAND ainsi que le palmarès page 20

ELIE WIESEL



Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Arabie, 5 DM ; Tunisie, 750 m ; Argentine, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FR ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 1000 P ; Chine, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléfax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société d'Édition du Monde

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupont, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-42-72-72

Télécopieur : 634 128 F

Téléfax : 261.311 F

de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA

Impression : J. M. Guesbroux

4852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les abonnements et

index du Monde au (1) 40-65-25-25

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

DATES

Il y a cent quatre-vingt-dix ans

Alexandre I^{er} annexe la Géorgie

UN jour de mai 1802, une foule bigarrée se presse dans la résidence du commandant en chef des armées russes du Caucase. Princes en *koulajia*, l'habit de velours aux couleurs vives bordé de fourrure, entourés de leurs vassaux en *ichokhas* éblouissantes bardées de larges cartouchières, arborent de magnifiques *kinjals*, ces longs poignards caucasiens. Au centre, on distingue un fort groupe d'ecclésiastiques aux barbes majestueuses, tandis que les *makhalakas*, les bourgeois de la ville, se tiennent respectueusement en retrait. Tous sont graves et attentifs.

Ils ont été invités dans cette grande bâtisse de Tbilissi, la capitale du royaume de Kartli et de Kakheti (Géorgie centrale et orientale), par le maître des lieux, le général-lieutenant Knorring, afin d'y prendre connaissance du Manifeste qu'Alexandre I^{er}, tsar de toutes les Russies, a signé le 12 septembre 1801. Encerclés par des soldats russes l'arme au pied, qui ont pris position aussitôt après leur arrivée, ils apprennent ainsi, avec huit mois de retard, l'annexion de leur royaume à la Russie et la création de quatre régions administratives, les « expéditions », qui seront bientôt transformées en districts.

Pour le général Knorring, l'un de ces nombreux officiers d'origine prussienne au service de l'empire russe, il ne s'agit pas d'un geste de courtoisie destiné à assurer la compréhension des élites locales. Aussitôt terminée la lecture du Manifeste, l'« administrateur en chef » désigné par l'empereur exige des notables réunis qu'ils prêtent, sous la pression des armes, serment d'allégeance et de fidélité au tsar. Les quelques récalcitrants, qui s'insurgent contre la violation des traités signés par les deux États dix-neuf ans plus tôt, sont alors arrêtés. Mais la majorité a avant tout retenu avec satisfaction les engagements pris par l'empereur : « Chacun restera nanti des avantages de son état ; jouira de la liberté du culte et de l'inviolabilité de sa propriété. Tous les impôts de votre terre seront affectés à votre profit. » Seule une poignée semble avoir réalisé la portée de l'acte qui a sonné le glas de l'une des plus vieilles royautés d'Orient. Dans cette société profondément archaïque, marquée par une tradition féodale ancestrale, la noblesse est toujours soumise aux lois de la vassalité. Après des siècles de domination étrangère – depuis l'invasion mongole, au début du treizième siècle – les rois de Géorgie paient tribut à leurs puissants voisins. Le pays a assimilé naturellement la « protection » accordée en 1783 par l'empereur de Russie à un contrat vassalique (vassalité).

« Traité d'amitié »

Le drapeau impérial va désormais flotter sur Tiflis jusqu'en 1917, relayé en 1921 par le drapeau rouge des bolcheviks. La cité, que le voyageur français Jean Chardin avait décrite à la fin du dix-septième siècle comme l'une des « plus belles de Perse », n'est plus qu'une bourgade de quelques milliers d'habitants, capitale fantomatique d'un pays en miettes. Les terres géorgiennes sont exsangues ; au début du dix-neuvième siècle, on y compte moins de sept cent mille habitants.

Le 11 septembre 1795, Tbilissi est tombée aux mains des troupes persanes d'Agha Muhammad Khan, fondateur de la dynastie des Qadjars. La ville est alors systématiquement livrée au pillage, à l'incendie et à la destruction. Les symboles du pouvoir royal sont rasés, tandis que la population subit violences et déportations. Ce n'est qu'à la mi-octobre qu'il est enfin donné ordre aux troupes russes de marcher sur la Perse. L'armée impériale pénètre en Géorgie quelques mois plus tard, pour s'en retirer au cours de l'été 1797. Le traité d'amitié conclu le 24 juillet 1783 entre l'impératrice Catherine II et le roi Irakli II, qui place Tbilissi sous la tutelle directe de Saint-Pétersbourg, n'aura été d'aucune utilité à la Géorgie. Les « deux bataillons complets avec quatre canons » destinés à protéger le royaume ont été brutalement rappelés en Russie dès 1787.

Irakli II s'éteint le 11 janvier 1798, âgé de quatre-vingts ans. Ce monarque doué d'une grande intelligence politique, ouvert aux idées nouvelles – les Lumières ont droit

de cité à sa cour, – a tenté de renouer avec la tradition des plus glorieux de ses ancêtres : tirant partie du déclin de la puissance turque – la Perse traverse une longue période de léthargie, – il veut faire de son royaume le centre d'un vaste État caucasien, ébauche d'un petit empire à vocation régionale. Pour ce faire, l'alliance russe lui est indispensable. Le grand voisin du Nord est en effet la seule puissance chrétienne présente dans la région. Depuis le seizième siècle, la Russie poursuit son

Lorsque le successeur du roi de Kartli et de Kakheti, Georges XII, sollicite, en accord avec les termes du traité de 1783, son investiture par le tsar Paul I^{er}, elle ne lui est accordée qu'au printemps de l'année suivante. De santé fragile, le jeune souverain meurt le 28 décembre 1800, non sans avoir tenté d'arrimer plus solidement son royaume à l'empire afin d'exorciser le danger d'une nouvelle invasion. Le 18 décembre, Paul I^{er} a semblé accéder au désir du roi en signant un manifeste annonçant l'en-



Alexandre I^{er}.
Il va doter l'Empire d'une stratégie
de conquête de la Transcaucasie.

Un prince géorgien vers 1820.



JEAN LOUP CHARMET

avance vers un Sud dont l'horizon va rapidement s'élargir au détriment du Bosphore.

Partageant la même foi que la Géorgie, la religion orthodoxe, elle, est devenue, en particulier depuis le dix-septième siècle, non seulement le sanctuaire de tous ceux qui, rois et princes, fuient les envahisseurs musulmans, mais aussi une passerelle fragile vers une Europe fascinante et lointaine. Le traité de 1783 avait été arraché par les Géorgiens à l'issue de « négociations longues et désagréables », pour reprendre l'expression du grand historien géorgien Ivane Dzvakhishvili (1876-1940). Sa mise en œuvre sera laborieuse et problématique : malgré les appels répétés venus d'une Géorgie inquiète du réveil de la Perse, à Saint-Pétersbourg, on ne prête qu'une attention distraite à ce petit allié exigeant et lointain.

voit de troupes en Géorgie. En fait, c'est d'une annexion qu'il s'agit, évoquée ouvertement dans ce texte dont s'inspirera le manifeste du 12 septembre 1801.

Tandis qu'à Tbilissi les deux prétendants au trône, qui s'affrontaient déjà du vivant du roi, s'efforcent à faire triompher leur cause en mobilisant les partisans, à Saint-Pétersbourg, Alexandre I^{er} monte sur le trône à la suite de l'assassinat de Paul I^{er}. Il met un terme à la politique brouillonne et imprévisible de son père. L'empire peut enfin se doter d'une stratégie de conquête de la Transcaucasie. La Géorgie, qui a longtemps exercé une suzeraineté de fait sur la région, en est la pièce maîtresse. Point de passage obligé de tous ceux qui veulent s'installer durablement au Caucase, elle est, forte d'une noblesse pléthorique familière

du métier des armes, l'élément indispensable sans lequel toute conquête resterait aléatoire et fragile.

En quelques années, l'empire établit progressivement son contrôle sur toutes les terres géorgiennes : le royaume d'Iméretie, les principautés de Mingrelie, d'Abkhazie et de Gourie (Géorgie occidentale), jusque là indépendantes, se placent sous la protection de la Russie. En 1810, la royauté imérétienne est supprimée d'un trait de plume, ce qui provoque une insurrection populaire écrasée après deux mois de violents combats. Le 30 juin 1811, l'autocéphalie de l'Eglise géorgienne, indépendante depuis le cinquième siècle, est abolie. La population, qui avait cru voir dans la présence russe une garantie de paix et de prospérité, est désemparée. La Géorgie est devenue une place d'armes, avant-poste d'une Russie engagée dans des guerres interminables avec la Perse et l'Empire ottoman.

Pressuré par l'impitoyable obligation de nourrir les troupes stationnées sur son sol, le pays est livré aux cohortes de fonctionnaires véreux chargés d'imposer l'ordre russe. Mal intégrée, la Géorgie n'est qu'une marche « sauvage » de l'empire. « Sibérie chaude » où l'on déporte des milliers de vieux-croyants. Dans l'aristocratie, la révolte gronde. On prépare activement un soulèvement général contre l'occupant. Mais l'échec de la conjuration, en décembre 1832, marque une rupture : la Géorgie devra désormais s'accommoder de la présence russe. Alors que les armées du tsar font face à la révolte des musulmans du nord du Caucase et du Daghestan, le pouvoir tsariste, de son côté, doit ménager la Géorgie. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, elle s'intègre rapidement à l'ensemble russe.

Insurrection populaire

Nombreux dans l'armée, très présents dans l'administration, les Géorgiens commencent à jouer un rôle non négligeable dans l'empire. Capitale administrative du Caucase, Tiflis est devenue une métropole régionale active et cosmopolite où cohabitent Arméniens et Géorgiens, Russes et Azéris. Dans un empire où la contestation se fait de plus en plus vigoureuse, la Géorgie est devenue un haut lieu du mouvement révolutionnaire. Mais, le 26 mai 1918, c'est une Chambre largement dominée par des sociaux-démocrates qui rétablit l'indépendance perdue en 1801. Pendant trois ans, la République démocratique tente désespérément de s'intégrer à une Europe ravagée par l'idée même de décolonisation, fût-ce aux dépens des bolcheviks. En février 1921, l'armée rouge met fin à une expérience qui, aux frontières du monde soviétique, privilégiait l'aventure démocratique. Pour Moscou, il s'agit de s'assurer du contrôle des richesses minérales de la région (pétrole de Bakou, manganèse de Tchiatoura).

Tout au long des années 20, la Géorgie résiste à la bolchévisation. En 1924, une insurrection populaire est écrasée au prix de plusieurs milliers de morts. La terreur stalinienne s'abat sur une République qui sort du cauchemar orphelin de ses élites intellectuelles et dépossédée de sa mémoire historique.

Ce petit peuple dont est issu le tyran choisit alors le repli sur soi au sein d'une Union dont il saura, fort d'une pratique ancestrale des empires, utiliser toutes les ressources et les failles. Tenu à la peur de l'existence, il tente de trouver dans un passé mythifié et fondateur les clés d'un présent sur lequel plane l'ombre d'un nationalisme réducteur et exclusif. L'irruption de la perestroïka brouille les cartes dans une République qui croyait être allée au-delà du possible brejnevien. Le 9 avril 1989, l'histoire s'emballe après le massacre perpétré à Tbilissi par les troupes du ministère de l'Intérieur. En octobre 1990, les communistes sont chassés du pouvoir par une coalition nationaliste. Le 9 avril 1991, cent quatre-vingt-dix ans après l'annexion, le Soviet suprême de la République de Géorgie a solennellement rétabli l'indépendance.

Dans un environnement géopolitique totalement bouleversé par l'effondrement de l'Union, l'ancrage démocratique est d'autant moins assuré qu'il est menacé par la dérive autoritaire du président, Z. Gamsakhourdia.

CHARLES URJEWICZ

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

GÉRARD
LONGUET
PRÉSIDENT DU PARTI RÉPUBLICAIN

animé par
Henri MARQUE

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct sur
RTL

فكرنا من الأصل

ÉTRANGER

• Le Monde • Dimanche 15 - Lundi 16 septembre 1991 3

191 5

YUGOSLAVIE : alors que les ministres croates s'appêtent à quitter son gouvernement

M. Markovic met en garde contre l'instauration d'une dictature

M. Ante Markovic, le premier ministre yougoslave, a pour la première fois reconnu que son gouvernement avait échoué sur tous les fronts et qu'il avait perdu toute légitimité dans la Fédération. Il a proposé un remaniement de son cabinet et s'est fixé quelques tâches précises, pour éviter le chaos économique et social. Alors que les ministres croates s'appêtent à quitter son gouvernement, il met en garde contre l'instauration d'une dictature.

BELGRADE

de notre correspondant

En place depuis mai 1989, M. Markovic a admis, lors d'une conférence de presse, vendredi 13 septembre à Belgrade, l'impu-

sance de son gouvernement face à la crise actuelle. En dépit de ses efforts, il n'a pas été en mesure de stopper la guerre, qui, désormais, s'est accrue comme un cancer et qui a déjà coûté entre 18 et 20 milliards de dollars à la caisse fédérale. Privé depuis plus d'un an du soutien politique des Républiques, puis de l'aide financière étrangère, bécote en raison de la dégradation de la situation, le gouvernement fédéral n'est pas non plus parvenu à mettre en œuvre son programme de réformes économiques et à assurer le fonctionnement normal du système.

M. Markovic estime avoir tout fait pour mettre un terme à la guerre en préconisant le dialogue entre les protagonistes puis en faisant appel à la médiation européenne et enfin en cosignant l'accord de cessez-le-feu du 1^{er} septembre et la déclaration liminaire de la confé-

rence de paix de La Haye. Mais, critiqué de toutes parts, le cabinet Markovic avait reçu son coup de grâce, le 25 juin, lorsque les deux Républiques du Nord-Ouest - la Slovaquie et la Croatie - avaient proclamé leur indépendance. La Slovaquie avait presque immédiatement retiré ses représentants de toutes les institutions fédérales, et M. Markovic perdait notamment son bras droit, le vice-premier ministre, M. Zivko Pregl. La Croatie, plus prudente, a attendu, mais l'extension de la guerre sur son territoire a conduit les ministres croates à agir de même. Le gouvernement Markovic perd ainsi de jour en jour son caractère « yougoslave ».

Judi 12 septembre, les ministres du développement et des finances, MM. Marendic et Zekan, et le ministre adjoint de l'agriculture et des transports et communications,

M. Seda Pavlici - croates - ont démissionné. Vendredi, le ministre de l'information de Croatie, M. Branko Salaj, a appelé les fonctionnaires et les officiers croates à quitter les organes fédéraux. Le message s'adressait notamment aux ministres fédéraux de la défense, le général Kadijevic, des affaires étrangères, M. Budimir Loncar... ainsi qu'au premier ministre, croate également, M. Ante Markovic.

Le Parlement fédéral ne fonctionne plus

Énumérant ses dernières - et vaines - initiatives visant à rétablir le dialogue, le chef du gouvernement propose le renouveau de son gouvernement et demande aux Républiques de confirmer leur soutien aux ministres en exercice de désigner chacune un ou deux candidats à ces

fonctions. Selon M. Markovic, le nouveau cabinet pourrait être formé dans les prochains jours, mais les autorités serbes ont répondu froidement à son appel. Le gouvernement yougoslave, de son côté, refuse de participer aux débats sur la question tant que la guerre se poursuit en Croatie.

M. Markovic a défini les quatre objectifs fondamentaux de son nouveau gouvernement provisoire « de crise ». Ce cabinet devra d'abord « reconstruire » les compétences qui théoriquement lui reviennent et que les Républiques se sont appropriées. Ensuite, il devra poursuivre ses efforts pour mettre fin à la guerre, en demandant parallèlement l'intervention de diverses instances internationales. Il devra tenter d'obtenir à nouveau l'aide financière qui lui avait été à plusieurs reprises accordée. Enfin, il s'efforcera, une fois la

paix rétablie, d'assurer le fonctionnement du système pendant une période de « transition », pour redresser l'économie et éviter le chaos économique et social avant la fin des négociations politiques sur l'avenir de la Yougoslavie.

L'échec de ce remaniement ministériel ou de tout autre gouvernement légitime « conduirait le pays à l'anarchie totale, qui pourrait aboutir à une guerre civile totale ou à l'instauration d'une dictature », a déclaré M. Markovic. Il a admis enfin que si les Républiques s'opposaient aux changements qu'il propose, le premier ministre perdrait tout crédit. Problème supplémentaire : s'il décidait de se retirer, il ne saurait à qui remettre sa démission puisque, pour la première fois, a-t-il dit, le Parlement fédéral ne fonctionne plus.

FLORENCE HARTMANN

La guerre civile en Croatie

Alors que Kostanica est tombée les Serbes ont presque atteint la mer

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Du fond de la mer, on voit le tracé d'un chemin qui s'enfonce dans la mer. C'est le chemin de la mort, dit-on. Le regard défile le long de la route, il semble que le ciel se déchire. Les maisons, les champs, qu'il fixe des yeux une dernière fois. Il vient comme d'autres familles également entassées dans de longues remorques, d'évacuer Dubica, petite localité croate située à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb et prise, vendredi 13 septembre, sous le feu des mortiers et chars serbes.

La nuit précédente, Kostanica, autre localité comprise entre 20 kilomètres en l'air de Zagreb - qui forme la frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine - est tombée après un long siège qui avait fait dire à certains, ici, que ce serait le « fort Alamo » croate. Plus prosaïquement, le ministre croate de l'intérieur, M. Ivan Vekic, a reconnu, vendredi : « Kostanica était très importante pour nous ».

Après Kostanica, Dubica, puis Jasenovac ? Les irréguliers serbes et l'armée continuent à gagner du terrain dans la région - à forte minorité serbe - et pourraient bientôt faire la jonction avec leur zone d'occupation, couvrant un peu plus à l'est l'autoroute Belgrade-Zagreb et menant vers le nord, à proximité de la frontière hongroise. Ils sont d'autre part presque parvenus à la mer, tenant notamment sous leur contrôle le principal accès routier au port de Zadar. S'ils poursuivent leur avance, comme ils en ont apparemment l'intention, la Croatie sera très bientôt coupée en trois parties.

Le manque d'armes

Tranchant avec certaines déclarations optimistes de ces derniers mois sur une hypothétique « contre-offensive », le ministre croate de la défense, M. Luka Bebić, n'a pas caché, tout en la minimisant, la gravité de la situation. « Ces derniers jours, nos forces se sont trouvées dans une position plutôt diffi-

cile », a-t-il admis, ce qui est un euphémisme quand on voit la régularité avec laquelle les autonomistes serbes et l'armée continuent de grignoter la Croatie. M. Bebić a beau parler de « problèmes transitoires » et assurer que des que les autorités de Zagreb recevront des armes elles « libéreront » les zones occupées, le déséquilibre des forces à toutes les échelles, en l'état actuel des choses, les Croates pourraient rétablir la situation.

A moins qu'ils ne découvrent soudain une source d'approvisionnement en armes qui leur permettrait d'élargir le recrutement des combattants. « Des que nous aurons des armes, nous appellerons tous les Croates à combattre », a déclaré le ministre de la défense, sans toutefois se montrer assuré de trouver de l'armement en quantité suffisante. Selon les chiffres de Zagreb, soixante mille combattants croates (policiers, gardes nationaux et réserves) doivent faire face à quelque cent cinquante mille Serbes.

Menace sur Sisak

Selon toute probabilité, les Serbes vont pousser leur avantage et accroître encore la pression en vue de l'échec du 7 octobre, date à laquelle Zagreb doit confirmer la déclaration d'indépendance de la République croate du 25 juin dernier. Si les Serbes parviennent à leurs fins d'ici là, ils auront confirmé ce que certains, à Belgrade, disent ouvertement depuis un long moment, à savoir que si la Croatie doit quitter la Fédération yougoslave, elle le fera « complètement nue », amputée en fait d'une très grande partie de son territoire et hachée de façon qu'elle soit le moins viable possible.

Pour le moment, la principale menace, qui ne peut qu'inquiéter fortement Zagreb, est celle qui pèse sur la ville de Sisak - à une soixantaine de kilomètres au sud-est de la capitale croate. Irréguliers serbes et militaires ne sont plus qu'à une douzaine de kilomètres au sud-est de ce centre industriel très important, qui compte notamment

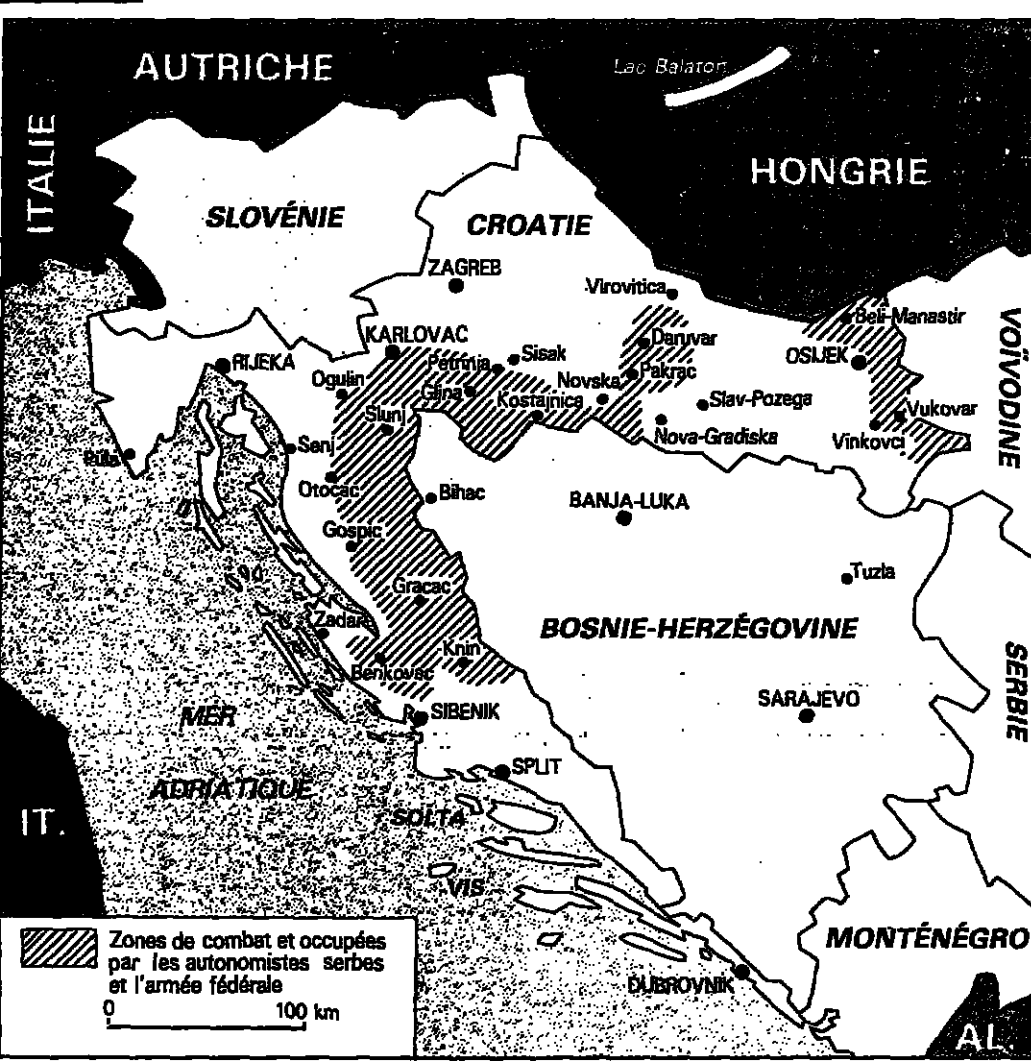
une aciérie et une raffinerie, prises toutes deux régulièrement pour cibles. Jeudi encore, des obus se sont abattus sur ces installations. Malgré tout, selon des officiels croates, la raffinerie tournerait encore à 80 % de sa capacité. En outre, une vanne de l'oléoduc évacuant le pétrole de Sisak vers la Serbie, qui avait été endommagée par un bombardement, a été réparée. Mais, pour l'instant, la politique adoptée est de répondre d'abord aux besoins de la Croatie avant de servir le reste du pays.

Sur le terrain, la nervosité de certains combattants alterne avec une sorte de résignation chez d'autres qui ont parfois du mal à comprendre les instructions qu'ils reçoivent de Zagreb. Comme ce professeur d'allemand appelé pour commander un détachement de réservistes en deuxième ligne, à quelques kilomètres de Dubica, auquel l'ordre a été réitéré, jeudi, de ne pas ouvrir le feu en premier mais seulement si son unité est attaquée. Or, précédant le gros des forces serbes, les francs-tireurs ont l'habitude de prendre les routes sans leur tirer entre les premières et deuxième lignes croates, gênant considérablement les mouvements.

Au rythme auquel les Serbes avancent en Croatie, la grande question ici est : jusqu'où entendront-ils pousser leur avantage et quand les Croates pourront-ils récupérer - s'ils y arrivent jamais - les territoires que M. Bebić a, encore vendredi, promis de libérer un jour ?

YVES HELLER

La Bulgarie reconnaît l'État de Macédoine. - La Bulgarie a décidé, vendredi 13 septembre, de reconnaître l'État de Macédoine, a annoncé le président de la commission parlementaire de politique étrangère, M. Filip Ichepkov. Les Macédoïens s'étaient prononcés par référendum, dimanche 8 septembre, en faveur de l'indépendance de leur République. Le président bulgare, M. Jelio Jeleu, doit faire, dimanche 15 septembre, une déclaration à la télévision sur la situation en Yougoslavie. - (AFP)



Impasse à la conférence de paix de La Haye

La première réunion de travail de la conférence de paix sur la Yougoslavie, s'est terminée, vendredi 13 septembre, à La Haye sans résultat. Le ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Separovic, a clairement menacé ses collègues des cinq autres Républiques yougoslaves de se retirer si la conférence ne se transformait pas rapidement en véritable conférence de paix. Un groupe de travail avait été créé pour réfléchir à l'avenir constitutionnel de la Yougoslavie. Cette initiative a été rejetée catégoriquement par la délégation croate : « nous voulons une conférence de paix, pas une autre conférence sur la Yougoslavie », a

déclaré M. Separovic. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a estimé qu'un retrait de la Croatie « n'empêcherait pas lord Carrington (qui préside la conférence) de mener à bien sa mission ». Le chef de la diplomatie néerlandaise a aussi suggéré d'étendre à la Bosnie-Herzégovine (où les tensions entre Serbes, musulmans et Croates s'accroissent) le mandat des observateurs européens.

Lord Carrington a également annoncé son intention de se rendre, lundi 16 septembre, en Yougoslavie pour y rencontrer « ensemble » les présidents serbe, M. Slobodan Milo-

sevic, et croate, M. Franjo Tudjman. Le ministre serbe des affaires étrangères, M. Jovinovici, a présenté une proposition concernant les Serbes de Croatie. Il souhaite qu'un référendum soit organisé au sein de cette communauté, qui aurait à choisir entre le rattachement à une Croatie indépendante ou la « loyauté » à l'égard de la Yougoslavie dans le cadre d'une « entité séparée », qui ne serait pas rattachée à la Serbie. Le ministre serbe s'est par ailleurs déclaré hostile à toute présence militaire étrangère en Yougoslavie, rejetant de la sorte l'idée française d'envoyer des casques bleus sur le terrain. - (AFP)

DIPLOMATIE

Le premier ministre espagnol à l'Élysée

M. Gonzalez partage les vues de M. Mitterrand sur l'avenir de la Communauté

Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui était reçu à dîner à l'Élysée, vendredi 13 septembre s'est dit en accord total avec le chef de l'État français sur le fait qu'une Europe à deux vitesses, serait « une erreur », et y a beaucoup de mécanismes communautaires qui permettent d'éviter cette idée d'Europe à deux vitesses », a ajouté le président du gouvernement espagnol, en prononçant « des procédés de dérogation temporaire », n'excluant pas les pays qui ne seront pas prêts pour la troisième phase de l'union économique et monétaire en 1997-1998.

La présidence néerlandaise de la Communauté a proposé que six des douze membres de la CEE - Allemagne, France, Danemark et les trois pays du Benelux (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) - forment une union économique et monétaire en 1997. M. Mitterrand avait déclaré mercredi, lors de sa conférence de presse, qu'il comprenait « les soucis hollandais », mais qu'il ne les partageait pas et préférait « que les Douze marchent de la même manière ».

M. Felipe Gonzalez devait avoir samedi un entretien avec le président de la commission européenne, M. Jacques Delors, avant de regagner Madrid.

BELGIQUE

La peine de mort bientôt abolie

BRUXELLES

de notre correspondant

Le gouvernement belge a adopté, vendredi 13 septembre, un projet de loi visant à l'abolition de la peine de mort dans le royaume. Ce texte devrait être voté sans difficulté à la session d'automne du Parlement. Toujours prévue par le Code pénal et parfois prononcée par les tribunaux, la peine de mort est systématiquement commuée en détention à perpétuité depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale, les dernières exécutions ayant été celles de collaborateurs. Néanmoins, l'existence légale du châtiment suprême a encore quelques conséquences. Pour les condamnés, c'est une marque totale d'infamie, avec perte complète des droits civils et publication de la sentence sur la Grand-Place de Bruxelles et le lieu de leur crime. Pour la justice, c'est, parfois, une source de complications, certains pays refusant d'extrader un criminel vers la Belgique parce qu'il y risque théoriquement sa tête. Ce fut l'attitude de l'Italie et du Brésil dans des affaires récentes.

Pour des députés abolitionnistes, l'ombre du bourreau était une tache sur l'image du royaume, qui avait signé le protocole de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme mais sans la ratifier. Ils ont donc insisté sur des considérations non pénétrées, des magistrats déploieraient les effets pervers d'une sanction jamais appliquée : par le jeu des réductions de peine, certains condamnés à mort retrouvaient la liberté avant des hommes moins lourdement frappés par les cours d'assises au moment du jugement. L'abolition devant avoir pour conséquence l'instauration d'une peine de sûreté incompressible, la hiérarchie réelle des peines ne sera plus faussée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

17 plats cuisinés pour les gourmets

Au Rayon Frais

HONORE JANIN

Un traiteur vous attend à la maison

EUROPE

Les entretiens de M. Pierre Joxe en URSS

Le maréchal Chapochnikov affirme que Moscou exerce «un contrôle total» sur ses armes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le maréchal Evgueni Chapochnikov, le nouveau ministre soviétique de la défense, est un homme jovial. Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, il a le sourire facile et le sens de l'humour. «Patron» de l'aviation soviétique, il a joué un rôle non négligeable dans l'échec du coup d'Etat du 19 août en interdisant à tout appareil - avions comme hélicoptères - de décoller pendant le putsch (le Monde du 13 septembre). Il en a été amplement récompensé par sa promotion en lieu et place du général Iazov, un des huit comploteurs.

Cela n'empêche pas le nouveau ministre de la défense de nourrir un certain nombre d'ambitions, dont celle de devenir, au nom de la démocratisation en marche, le premier ministre soviétique civil de la défense. C'est en tout cas ce qu'il a affirmé dans une déclaration faite vendredi soir 13 septembre au journal le Monde et à l'AFP. «C'est exact, nous a-t-il déclaré, j'ai bien dit que le ministre de la défense de la nouvelle Union devrait être un civil. La question n'est pas de ma compétence, mais je suis prêt à changer de tenue s'il faut un civil. Ce n'est pas une boutade et vous m'avez bien compris».

Vendredi soir, le maréchal Chapochnikov avait revêtu son uniforme. Il était invité à l'ambassade de France à Moscou par M. Pierre Joxe qui terminait son séjour dans la capitale soviétique avant de se rendre à Novossibirsk et à Tachkent. Mais la veille, le maréchal avait reçu le ministre français de la défense dans sa datcha aux environs de Moscou. Habillé en civil, un détail vestimentaire qui n'est pas passé inaperçu.

Même si la soirée fut infiniment moins animée que celle de l'ambassade de France, on retrouva à la même table, entre M. Joxe et le maréchal Chapochnikov, le nouveau chef du KGB, M. Bakatine, éminent grise du régime qui est en train de prendre forme. M. Alexandre Iakovlev et le conseiller militaire du président russe Boris Eltsine, le général Kobets, celui-là même qui demandait, lors du putsch, le privilège d'exécuter le maréchal Iazov, des qu'il serait condamné à mort.

Le maréchal Chapochnikov a beau être direct et multiplier les éloges de la démocratie, il n'arrive pas à comprendre les inquiétudes des Occidentaux quant aux armes nucléaires, qu'il ne voit que comme des outils. «L'outil en question», dit-il, «est la proposition de M. Mitterrand de réunir les quatre puissances nucléaires intéressées par la situation en Europe (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS), il affirme avec une patience proche de l'agacement que Moscou a un «contrôle total» sur ses armes. «Ma parole devrait suffire», ajoute-t-il.

avec une irritation composée. Conscient cependant que ce n'est pas exactement le cas, il concède qu'il va réfléchir avec les plus hautes autorités d'URSS sur ce que «nous n'avons pas fait et sur les moyens de perfectionner le système».

Il refuse cependant de dire combien de temps risquent de durer ces institutions transitoires dont vient de se doter la nouvelle Union et évite de préciser quels devraient être exactement les effectifs d'une armée modernisée. C'est à peine s'il avance le chiffre de trois millions pour la phase transitoire sans qu'on sache s'il reconnaît par là les évaluations occidentales selon lesquelles l'armée russe compterait encore plus de quatre millions d'hommes. Il est extrêmement prudent sur les structures militaires de l'Union de demain.

Sa seule certitude c'est que les Républiques baltes n'en feront pas partie. Mais elles devront, a-t-il affirmé à M. Joxe, payer pour se débarrasser des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire comme les Allemands, c'est-à-dire financer la construction en Russie de logements destinés à accueillir les unités en retraite.

JACQUES AMALRIC

Les Etats-Unis écartent l'idée française d'une réunion à quatre sur l'armement nucléaire

L'Union soviétique a accepté vendredi 13 septembre une proposition américaine de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée, rapporte l'agence Tass. L'agence précise que le secrétaire d'Etat, M. James Baker a proposé l'ouverture de telles négociations lors d'une rencontre avec le général Vladimir Lobov, chef d'état-major de l'armée soviétique. Vladimir Lobov a apporté son soutien à cette proposition.

M. James Baker a aussi rencontré le ministre soviétique de la défense, M. Evgueni Chapochnikov, avant de s'envoler vendredi soir pour Saint-Petersbourg. «Je suis profondément satisfait des résultats de mes entretiens», a-t-il déclaré, selon Tass.

D'autre part, à Washington, un porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a écarté l'idée avancée par M. Mitterrand de réunir d'urgence les quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS) pour se concerter sur l'avenir de ces armements après les récents événements en URSS. «C'est une question préoccupante, mais nous estimons qu'elle doit être traitée au sein de l'OTAN», a-t-il dit. Un sommet de l'Alliance atlantique doit avoir lieu début novembre à Rome. (AFP, Reuters).

Selon la télévision soviétique

400 000 personnes auraient été contaminées lors de la catastrophe nucléaire de Tchéliabinsk en 1957

Plus de trente ans après l'explosion survenue dans le complexe industriel de fabrication d'armes nucléaires de Tchéliabinsk (Oural), le 29 septembre 1957, la télévision soviétique a révélé que 400 000 personnes avaient alors été contaminées. Selon un reportage diffusé jeudi 12 septembre, le taux de radioactivité libéré par l'explosion aurait atteint 1,2 milliard de curies - soit des doses de radiations bien supérieures à celles enregistrées, en 1986, lors de la catastrophe de Tchernobyl (50 millions de curies). L'un des membres de la commission d'enquête effectuée sur Tchéliabinsk a affirmé que 935 cas de maladies liées à une irradiation avaient été recensés à la suite de l'explosion, et que

le nombre de leucémies parmi la population de la région avait augmenté de 40 %.

En juin 1989, l'agence Tass avait pour la première fois admis qu'un accident s'était produit en 1957 dans la région de Kychym, une petite bourgade située à une vingtaine de kilomètres du complexe de Tchéliabinsk. Elle affirmait alors que la radioactivité libérée n'avait pas dépassé 2 millions de curies. Ainsi que l'avaient reconnu l'année dernière les autorités soviétiques (le Monde du 26 septembre 1990), la zone interdite y couvre encore 19 000 hectares, et la radioactivité atteint en certains points 4 000 curies par kilomètre carré. (AP)

□ Vers un renforcement de la coopération entre l'URSS et les pays du Golfe. - L'émissaire soviétique M. Evgueni Primakov a plaidé vendredi 13 septembre pour le renforcement de la coopération économique entre son pays et les monarchies pétrolières du Golfe, lors d'un entretien avec le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), M. Abdallah Bishara, à Djeddah, en Arabie saoudite. Selon des sources diplomatiques arabes dans le Golfe, l'URSS s'apprêterait à demander une aide aux pays pétro-

liers du Golfe pour faire face à ses difficultés économiques. (AFP)

□ BULGARIE : élection présidentielle avant le 13 janvier. - Le Parlement bulgare a décidé, jeudi 12 septembre, que la nouvelle élection présidentielle aurait lieu avant le 13 janvier 1992, soit dans un délai de trois mois après les élections législatives, fixées en principe au 13 octobre prochain. L'actuel président, M. Jelio Jeleu, un philosophe dissident unanimement respecté, paraît être, pour le moment, sans concurrent sérieux. (AFP)

SUEDE : les élections législatives du 15 septembre

Une coalition de centre droit pourrait mettre fin à neuf ans de gouvernement social-démocrate

Les élections générales, qui se tiennent dimanche 15 septembre, s'annoncent mal pour les sociaux-démocrates de M. Ingvar Carlsson. Le parti qui gouverna la Suède, seul ou en coalition de 1932 à 1976, et qui était revenu au pouvoir, après une parenthèse «bourgeoise» de six ans, doit faire face à une situation économique et sociale inhabituellement difficile et à un phénomène de rejet de la classe politique et des syndicats, surtout perceptible parmi les jeunes. Pour la première fois en Suède, un parti franchement populiste anti-impôts, la Nouvelle Démocratie, vient troubler le jeu des grandes formations traditionnelles.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les sociaux-démocrates ont certes réussi à renverser la tendance très négative du printemps, mais, avec 35,9 % des intentions de vote, ils restent à plus de sept points de leur score de 1988. A une semaine du scrutin, les sondages de l'institut SIFO donnaient 41,1 % des voix au bloc socialiste (sociaux-démocrates et anciens communistes du Parti de la gauche) et 49,4 % au bloc «bourgeois» (conservateurs, libéraux, centristes et chrétiens-démocrates) auquel s'ajoute la Nouvelle Démocratie (ND), mouvement populiste de droite, créé en février dernier, qui, avec les 6 % dont il est actuellement crédité, devrait faire son entrée au Parlement. Quant aux Verts, ils ne sont pas du tout assurés de rester dans l'assemblée où ils avaient porté, il y a trois ans, la vague écologiste et la mort des phoques.

M. Ingvar Carlsson, le premier ministre, s'est efforcé durant la campagne de convaincre les électeurs - surtout les quelque 13 % d'indécis - que le plein emploi, une économie nationale solide, une entrée dans la CEE, la foi dans l'avenir et de vieux jours dorés sont des fruits qu'ils ne récoltent qu'en votant pour «un gouvernement fort» - autrement dit pour la social-démocratie. Et de brandir le spectre des six années de l'intermède bourgeois (1976-1982) pour démontrer que la droite est aujourd'hui aussi divisée qu'elle l'était alors et qu'une autre expérience de ce genre ne pourra se solder que par une nouvelle catastrophe.

La droite ne présente pas, c'est vrai, une plate-forme parfaitement homogène, mais on ne peut la re-

dre responsable de la situation problématique de la Suède d'aujourd'hui : un chômage de 3,1 % (faible pour d'autres pays, mais préoccupant pour la social-démocratie, championne du plein emploi), pas d'amorce de reprise ni de la productivité, ni des investissements, ni de la croissance, et une TVA de 25 % sur tous les produits, biens et services qui détruit porte-monnaie, moral et morale électorale.

Sortir de l'arène

La formidable machine social-démocrate est essouffée et a du mal à s'adapter aux réalités. Toutefois, l'entreprise a commencé avec, notamment, la mise en place de «la réforme fiscale du siècle» décidée à l'automne 1989 et appuyée par les libéraux, un début de dégraissage de l'énorme secteur public - dont les dépenses représentent 60 % du PNB - une révision de l'assurance maladie, une croix provisoire sur les promesses de 1988 (sixième semaine de

congrès, et extension de l'assurance parentale).

Autant de mesures plus libérales que social-démocrates pour sortir de l'ornière et encourager les indécis à voter en Suède et pas seulement dans l'espace communautaire. Sauver l'économie nationale est le véritable enjeu de ces élections.

M. Carl Bildt, le leader conservateur - et futur premier ministre, peut-être - et le chef du Parti libéral, M. Bengt Westerberg, ont présenté leur programme en avril dernier : «Nouveau départ pour la Suède». Leurs orientations sont nettement antisocialistes : «Promotion d'une économie de marché forte, accroissement de la concurrence, stimulation plus active de l'épargne individuelle et de la propriété», assorties d'une réduction de la pression fiscale totale, de la taxe patronale, de la TVA, de modifications de la couverture sociale - un peu trop généreuse, et indirectement génératrice d'absentéisme, - abolition prévue des allocations logement, privatisations, aussi bien dans l'industrie que dans les services et la santé publique, secteur qui illustre la sclérose du système.

M. Olof Johansson, le leader du Parti du centre (ex-agriculteur), n'a pas signé le manifeste parce qu'il n'y a pas été invité. Ses vœux sur les réformes économiques et sociales, la politique énergétique, les relations entre la Suède et la CEE ne concordent pas toujours avec celles de ses partenaires conservateurs et libéraux.

Le centre, bien que non socialiste, apparaît aujourd'hui comme l'élément le plus hésitant de la «coalition du irrefle à quatre feuilles», ce que ne manque pas d'exploiter le Parti social-démocrate. Quant aux chrétiens-démocrates, ils vont sans doute faire leur entrée au Riksdag où ils n'avaient eu qu'un strapontin de 1985 à 1988 à côté des centristes. Ils adhèrent pleinement au programme économique de MM. Bildt et Westerberg, et se contentent, pour se profiler, d'insister sur la restauration des valeurs morales et familiales.

Menteur et malappris

Sur la défensive, les sociaux-démocrates tentent de lézarder le front «bourgeois». Le patron de la centrale syndicale (LO), M. Stig Malm, fait de l'agitation sur les chantiers en affirmant, par exemple, que la droite, si elle revient au pouvoir, va liquider les fonds de retraite... Les «bourgeois» contre-attaquent en dénonçant les intentions du gouvernement de «socialiser» l'économie. Dans les débats télévisés, on se traite réciproquement de menteur et de malappris.

Si le Parti social-démocrate s'est «décoloré» et fait des promesses libérales pour ne pas perdre davantage de voix, les partis de centre-droite ne sont pas non plus prêts à démanteler l'ensemble de ce système social auquel les Suédois restent attachés. Ils leur proposent en revanche davantage de liberté de choix. L'individualisme gagne du terrain en Scandinavie. Les solutions «collectives», l'adhésion à un parti ou à un syndicat ne séduisent plus beaucoup et cette désaffection se manifeste surtout chez les jeunes.

Les discours politiques habituels, ce qui a expliqué le succès immédiat de l'«antipolitisme» des leaders de la Nouvelle Démocratie et la remontée spectaculaire des chrétiens-démocrates, qui devraient obtenir plus de 4 % des suffrages, sentent la représentation parlementaire. L'électorat se morcelle et fait des infidélités aux grands partis qui ont dominé la vie politique de ce pays depuis plus de cinquante ans.

FRANÇOISE NIÉTO

Le comte et le producteur de disques

STOCKHOLM

de notre correspondant

Sur les affiches électorales social-démocrates signées Jacques Séguéla, les visages du premier ministre, M. Ingvar Carlsson, de son argenter et de son jeune ministre du travail, M. Bengt Westerberg, ont été chassés par l'art du publicitaire. Ils l'ont été d'ailleurs par des plaisantins qui ont barbouillé leurs nez au spray rouge. Le leader libéral, M. Bengt Westerberg, a subi le même traitement.

Pourtant, les «clowns» officiels de cette campagne électorale ont été les deux animateurs de la Nouvelle Démocratie, qui a fait une entrée tapageuse sur la scène politique suédoise en février dernier : le comte Jan Wachtmeister, industriel facétieux, à la tête d'un groupe qui a basé en toute modestie The Empire, et son associé en politique, d'extraction plus modeste, M. Bert Karlsson, producteur de disques et propriétaire de parcs d'attraction dans le sud du pays.

Avec le langage «peuple» qui est le leur, «ians» et «Bert» ont déclaré la guerre à la social-démocratie, à la bureaucratie, à la pression fiscale, à l'aide tradi-

tionnelle au développement du tiers-monde, à l'immigration sous sa forme actuelle, aux monopoles, au collectivisme, à la grisaille politique, à l'enlaidissement contractuel... «Nous voulons tout changer en Suède ou presque. Nous ne sommes pas des politiciens, mais pour changer quelque chose, il faut entrer en politique», dit le comte, qui a démontré son dégoût pour la bureaucratie en brûlant sur la voie publique, avec une centaine de ses amis, les formulaires du dernier recensement de la population.

«Bert», pour sa part, s'était fait piteusement prier au cours d'un débat télévisé par un journaliste un peu trop précis. Il avait alors démissionné du parti pour boudier dans son coin... avant de le réintégrer quelques jours plus tard. La classe politique établie ricane de ces pantonnades, mais l'audience de la Nouvelle Démocratie (plus de 5 % des voix selon les sondages), surprenante dans un pays comme la Suède, est un indicateur du cynisme croissant de l'électorat à l'égard de la politique des politiciens.

F. N.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la prise d'otages de Nakoura

Le rapport du commandant de la FINUL met indirectement en cause les Israéliens

L'incident intervenu dans la nuit du vendredi 13 septembre entre la FINUL et des éléments armés, au sud du Liban, et au cours duquel un «casque bleu» suédois a été tué, (le Monde du 14 septembre) s'est terminé tragiquement en raison de l'absence de la direction de la mer» où croissent des bateaux israéliens, indique le rapport du secrétaire général, soumis vendredi au Conseil de sécurité.

Le rapport de l'ONU explique que trois hommes armés ont débarqué, tôt vendredi, d'un canot pneumatique près du quartier général de la FINUL à Nakoura. Arrêtés peu après, les trois hommes ont été conduits à Beyrouth et remis aux autorités libanaises. Au même moment, poursuit le rapport, un deuxième groupe de trois hommes armés a pris en otages quatre soldats français et huit soldats suédois, en train de faire du sport et les a rassemblés dans un bâtiment vide près de la frontière israélienne.

Avertis de cet incident, la FINUL a signalé aux forces israéliennes que des «casques bleus» se trouvaient retenus dans la région et leur a demandé de ne pas ouvrir le feu. Des officiers français, poursuit le rapport, «ont immédiatement entamé des négociations avec les

hommes armés en vue de leur faire relâcher leurs otages et de les amener à se rendre à la FINUL».

Pendant ces discussions, des forces de l'ALS (armée de Liban-Sud, créée et financée par Israël) ont pris position autour du bâtiment dans lequel étaient retenus les otages. «A 8 h 33 locales, le bâtiment a été soumis à des tirs d'armes automatiques venant de la direction de la mer et, peu après, de toutes les directions», ajoute le rapport. Les blessés victimes de ces tirs n'ont pu être évacués qu'une heure plus tard, selon le document (les deux blessés français sont l'adjoint Meizanne et le brigadier-chef Condette). Puis, les forces de l'ALS ont pénétré dans le bâtiment pour s'emparer des deux Palestiniens et du corps du troisième «en dépit des efforts que les soldats de la FINUL ont fait pour les en empêcher».

Mise en cause par l'ALS qui a affirmé que ces prisonniers appartenaient au Fath, l'OLP a affirmé que «ni la centrale palestinienne, ni les formations qui en sont membres n'entretenaient de lien avec ce commando». Selon une source palestinienne à Beyrouth, ce dernier appartenait à un groupe intégriste dissident du Fath. (AFP)

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

La santé «incroyable» de M. Bush

Quatre mois et demi après avoir souffert de troubles cardiaques, M. George Bush a été jugé par ses médecins vendredi 13 septembre dans un état de santé «incroyable», ce qui rend le dernier obstacle à sa candidature à sa propre succession en novembre 1992. «Je me sens bien à 100 %», a déclaré M. Bush, qui est âgé de soixante-sept ans, après avoir subi une série d'examen cardiaques à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland). Les médecins de M. Bush ont indiqué que les tests étaient «totalement normaux», que ses fonctions cardiaques étaient parfaites et que les chances d'une réapparition des troubles cardiaques étaient «très faibles».

Le 4 mai dernier, le président

américain avait dû être hospitalisé après avoir souffert de fibrillations des oreillettes du cœur dans sa résidence de week-end de Camp David (Maryland). Les médecins avaient diagnostiqué la maladie de Graves, une surproduction de la glande thyroïde, dont souffrait également son épouse Barbara.

La glande thyroïde a été détruite par un médicament composé d'iode radioactif et M. Bush doit prendre pour le reste de ses jours un médicament compensateur. Mais il a pu cesser deux traitements, l'un pour la régulation du rythme cardiaque, l'autre visant à prévenir la formation de caillots, tout en continuant de prendre de l'aspirine pour éviter tout risque d'attaque. (AFP)

□ Un Noir candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle. - M. Douglas Wilder, gouverneur de la Virginie, a annoncé, vendredi 13 septembre, sa candidature à l'investiture démocrate à l'élection présidentielle de novembre 1992. M. Wilder a été le premier gouverneur noir des Etats-

Unis, mais il refuse de limiter ses ambitions à celle d'un porte-parole de sa communauté pour jouer à fond la carte multiraciale. Petit-fils d'esclave, il avait réussi en novembre 1989 à se faire élire gouverneur de la Virginie, un ancien Etat de la Confédération qui compte moins de 20 % de Noirs. (AFP)

هكذا من الأصل

AFRIQUE

MAROC : l'expulsion de M. Abraham Serfaty

L'opposant marocain Abraham Serfaty, expulsé vers la France, dans la matinée du vendredi 13 septembre, est arrivé vers 15 h 45 à l'aéroport d'Orly, à bord d'un appareil de Royal Air Maroc. « Nous nous réjouissons de la libération d'un homme qui était détenu depuis dix-sept ans », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, soulignant qu'il s'agissait d'une « décision souveraine des autorités marocaines ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a laissé entendre que la France pourrait accorder l'asile politique à M. Serfaty, si celui-ci en faisait la demande.

M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé, ven-

dredi, que « le roi du Maroc [lui] avait fait part, en décembre, à Rabat, de son intention de mettre fin dans l'année à la détention » de M. Serfaty. « Il m'avait indiqué qu'il ne voulait pas prendre cette décision sous la pression et m'avait demandé de garder le secret sur son projet. Je me réjouis qu'il ait tenu parole », a ajouté l'ancien président de la République.

Le Parti socialiste se « réjouit vivement » de la libération de M. Serfaty, « en faveur de laquelle il était intervenu encore récemment ». M. Roland Carraz, ancien ministre, député socialiste de la Côte-d'Or, rappelle, « qu'il reste dans les prisons marocaines ce qu'on appelle les morts-vivants »

de Tazmamart ». M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, députée (PS) de l'Essonne, considère que la libération de M. Serfaty est « due surtout à la persévérance de deux femmes, sa compagne et la présidente de la Fondation France-Libertés, M^{me} Danielle Mitterrand ». Pour M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, « c'est la plus belle victoire des combattants de la cause des droits de l'homme depuis la libération de M. Nelson Mandela ».

Pour la Ligue des droits de l'homme, cette libération, « résultat du combat courageux » de M. Serfaty « et de tous ceux qui ont contribué à faire connaître la vérité sur le régime d'Hassan

II », ne doit pas « faire oublier que d'autres prisonniers continuent de subir dans des conditions inacceptables un emprisonnement totalement illégitime ». Selon l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), « 785 détenus politiques marocains » restent sous les verrous, tandis que quelque « 800 civils se réclamant du Front Polisario » sont actuellement « séquestrés dans différents bagnes, dont le plus connu est celui de Kalaat M'Gouna ».

Enfin, à Alger, le Front Polisario a salué « la ténacité et l'endurance » de M. Serfaty, « qui a payé (...) le difficile et lourd tribut de son soutien au droit à l'autodétermination ».

« Je maintiens toutes mes opinions »

déclare l'opposant au régime chérifien

Jamais, sans doute, l'appartement de l'avenue de Choisy, dans le 13^e arrondissement de Paris, n'avait connu comme vendredi 13 septembre un tel brouillement de joies, de fleurs et de champagne. Depuis 17 h 30, c'est un flot continu, une cohue d'embrassades : les membres de la famille, les amis, les voisins précèdent sans impatience dans le petit salon, où un colosse à cheveux gris, vêtu d'un vieux jean délavé et d'un sweat-shirt un peu crasseux, vient de faire son entrée.

Il marche en boitant, embrasse la pièce d'un regard calme. Les photographes et les caméramans, agglutinés autour de lui, ne semblent pas l'embarrasser. Pas plus que les sonneries du téléphone, auquel sa femme, Christine, répond sans se lasser. Assis dans un fauteuil, sa béquille posée à ses pieds, Abraham Serfaty, célèbre, ce vendredi 13 septembre, après dix-sept années de détention au Maroc, sa première soirée d'homme libre.

Quand il a été convoqué - « à 9 h 20 du matin », précise-t-il - dans le bureau du directeur de la prison de Kenitra, il ne se doutait de rien. Tout au plus, pensait-il, voulait-on lui parler de cette grève de la faim qu'il avait mené d'estimer, le 1^{er} octobre, pour dénoncer l'interdiction faite en juillet à son épouse française de lui rendre visite. « Quand je suis arrivé dans le bureau, raconte-t-il, deux de mes avocats étaient là : ils m'ont dit : « Vous êtes libres. Je suis retourné au quartier A pour saluer mes camarades et, à 9 h 30, j'étais dehors ». Le plus ancien prisonnier politique marocain ignore encore que ce « dehors » est celui de Paris.

Ce n'est qu'un peu plus tard, lorsque la voiture, qui semblait devoir les conduire à Rabat, a bifurqué pour

prendre la route de l'aéroport, que M. Serfaty et ses avocats ont compris qu'il y avait quelque chose. En fait de libération, le prisonnier de Kenitra allait être expulsé, comme un vulgaire immigré clandestin.

Une « comédie illégale »

Selon le ministère de l'Intérieur, en effet, M. Serfaty, en se faisant passer pour marocain, se serait conduit comme « un véritable imposteur », puisqu'il est en réalité, « citoyen brésilien ». Une allégation que l'intéressé dément avec vigueur : « Mon passeport est marocain », assure-t-il, précisant qu'il a refusé de signer le procès-verbal d'expulsion, comme le lui avaient demandé les autorités, avant de le faire monter dans l'avion à destination de la France.

« Cette remise en cause de ma nationalité marocaine est un mensonge, forgé par les autorités coloniales françaises, en décembre 1952, et que le gouvernement marocain reprend aujourd'hui à son compte », estime M. Serfaty. Comme le plupart des juifs établis au Maroc, les ancêtres sépharades de M. Serfaty avaient dû fuir l'Espagne en 1492, avant de s'installer à Tanger : le « mensonge » fait ainsi offense à cinq siècles d'histoire.

Selon M. Serfaty, la question de sa nationalité a été « définitivement tranchée, en février 1956, par le premier ministre de la justice du Maroc indépendant, qui avait adressé une lettre à la présidence du conseil marocain, établissant sa nationalité marocaine ». Fort de ces arguments, M. Serfaty a décidé de présenter un recours en justice contre cette mesure d'expulsion, qu'il qualifie de « comé-

die » et considère comme « illégale ».

En attendant de pouvoir retourner au Maroc, comme il dit le souhaiter, le fondateur du mouvement marxiste clandestin Ila al Amam, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, entend bien continuer à faire de la politique - « dans les limites de la légalité française », précise-t-il. « Je maintiens toutes mes opinions », souligne-t-il.

C'est en termes très modérés, cependant, qu'il évoque la question du référendum proposé par les Nations unies. « Je me réjouis de voir reconnu le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui », explique-t-il prudemment. Pas question, en tout cas, de voter ouvertement - comme Hassan II lui a reproché de le faire - la marocanité du Sahara. « J'espère que le programme de l'ONU sera mené à terme et que je m'en remettrai, dans ce cadre, à la volonté du peuple sahraoui », ajoute M. Serfaty.

Kenitra prison « vitrine »

Selon lui, si Rabat a été « contraint d'accepter le projet de référendum », c'est à cause des « contradictions entre le peuple et le régime, et non pas entre les forces politiques légitimes et le régime ». Ce régime, que M. Serfaty juge « à bout de course », serait désormais obligé de « lâcher du lest, afin de pouvoir préserver ses structures répressives et politiques ». Ces concessions « au compte-gouttes » - qu'il s'agisse du feu vert de principe au référendum ou de l'élargissement de prisonniers politiques - ne doivent pas faire illusion : « Il n'y aura pas d'état de droit et de démocratie au Maroc tant qu'une rupture avec le système existant », prévient M. Serfaty.

Dénouant le maintien en détention de ses trois compagnons du procès de Casablanca, en 1977, il admet volontiers que ceux-ci bénéficient de conditions matérielles « relativement bonnes depuis le début des années 80 ». Mais ce qui est vrai pour les détenus du quartier A (parloirs directs, libre circulation dans le quartier jour et nuit, possibilité d'accès à la radio et aux journaux) est loin d'être la règle ailleurs.

« La prison de Kenitra, c'est la vitrine de l'administration pénitentiaire », résume l'ancien détenu, qui estime à « plusieurs centaines » le nombre des prisonniers politiques - dont ceux du bagne de Tazmamart, « aussi horrible qu'Auschwitz ». Quant aux prisonniers de droit commun, plongés dans « un enfer indescriptible », le film *Midnight express* (qui décrivait les prisons turques) n'a fait, dit-il, que « donner une petite idée de leur sort ».

Lui-même ne se plaint pas. Certes, la séquelle de police, qui est à l'origine de son boîtement « s'est aggravée avec l'emprisonnement », mais, dans l'ensemble, assure-t-il, « ma santé est plutôt bonne ». Ce dont il dit avoir le plus souffert, durant ces dix dernières années de détention, ne concerne pas, d'ailleurs, les soins médicaux, la nourriture ou la rareté des livres. « Ce qui m'a marqué le plus, ce sont les enfants autour de soi, on est comme privé de vie ». Le colosse de Kenitra a un vague à l'âme de grand-père. « C'est tout un autre monde », dit-il en souriant. Je vais devoir apprendre.

CATHERINE SIMON

Les rapports franco-marocains

1986

• Décembre : M. Abraham Serfaty, condamné à la détention à perpétuité en 1977, obtient l'autorisation de se marier en prison, grâce à une démarche de M^{me} Danielle Mitterrand.

1987

• 14 avril : Hassan II explique, sur les ondes d'Europe 1, qu'il a repoussé les interventions de M^{me} Mitterrand en faveur des détenus politiques, en particulier des détenus de la prison de Kenitra.

• 30 avril : La famille du général Oufkir, en détention depuis quinze ans, sollicite la clémence du roi, avec l'appui de son avocat, M^{me} Georges Kleiman et de la Ligue des droits de l'homme.

1988

• 24 janvier : Plusieurs pays européens, dont la France, protestent contre la répression des manifestations du 20 janvier.

• 28 janvier : Un groupe d'intellectuels français lance un appel en faveur des détenus politiques.

• 3 août : Hassan II assure, dans un entretien accordé au *Monde*, que « l'amitié des hommes politiques français et des responsables marocains n'est pas conjoncturelle ».

1989

• 28 avril : En présence de M^{me} Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, M^{me} Kleiman réunit une conférence de presse sur le sort de la famille Oufkir qui a commencé une grève de la faim.

• 19 décembre : Hassan II confirme, lors de l'émission « l'heure de vérité », avoir demandé personnellement aux trois adolescents de Creil de ne plus porter le foulard islamique.

1990

• 22 juin : Le roi du Maroc assiste au sommet franco-africain de La Baule.

• Septembre : Le livre de Gilles Perrault *Notre ami le Roi* est publié aux éditions Gallimard.

1991

• 14 septembre : Les autorités marocaines annulent les manifestations de l'Année du Maroc, qui devaient avoir lieu en France.

• 2 novembre : Le premier ministre, M. Michel Rocard, souligne, dans un message à son homologue marocain, « le soul [de son gouvernement] de maintenir des relations d'étroite coopération entre la France et le Maroc ».

• 7 novembre : M^{me} Mitterrand reçoit, à Paris, la femme du secrétaire général du Front Polisario, après avoir annulé son voyage dans les camps de réfugiés sahraouis, près de l'indou, en Algérie.

• 13 novembre : Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rend en visite de « clarification », au Maroc, où l'on dénonce la « campagne de dénigrement du Maroc menée par les médias français ».

• 16 décembre : Selon des sources marocaines, trois Français, les frères Bourquart, seraient retenus au secret, au bagne de Tazmamart, depuis juillet 1973.

• 21 décembre : L'appel du gouvernement français au respect des droits de l'homme par les autorités marocaines après la répression de la grève générale du 14 décembre est dénoncé comme une ingérence par Rabat.

1991

• 4 mars : M^{me} Mitterrand se réjouit de la libération de la famille Oufkir.

• 4 avril : M. Dumas se rend au Maroc dans le cadre d'une tournée dans les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), après la guerre du Golfe.

• 12 juin : L'Etat du Maroc perd son procès contre Radio France internationale (RFI), France-Info et Antenne 2, qui avaient diffusé des entretiens avec M. Perrault.

• 20 juin : M. Diouri, réfugié politique marocain, est expulsé de France vers le Gabon.

• 24 juin : M. Mitterrand justifie, à Dunkerque, l'expulsion de M. Diouri, en lui reprochant un « manquement répété au devoir de réserve », imposé à tout réfugié politique.

• 10 juillet : Le tribunal administratif de Paris, jugeant qu'il n'y avait pas « urgence absolue » à expulser M. Diouri, accorde à celui-ci un sursis à exécution.

• 16 juillet : M. Diouri rentre en France.

• 20 juillet : Hassan II, dans un entretien accordé à TF1, juge qu'entre M. Mitterrand et lui-même « les choses vont comme elles doivent aller ». En matière d'immigration, il défend le système des quotas, se déclare hostile au droit de vote pour les travailleurs étrangers en France et à une politique d'intégration. Il indique que l'épouse de M. Serfaty, de nationalité française, est interdite de séjour au Maroc.

• 24 juillet : Les députés marocains mettent en garde « certains milieux politiques français » contre toute « ingérence » dans le processus devant conduire au référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

• 27 juillet : M. Roland Carraz, député socialiste de la Côte-d'Or demande à M^{me} Edith Cresson d'« invier officiellement » M. Serfaty en France.

• 26 août : A la suite d'opérations de l'armée marocaine au Sahara occidental, le comité de vigilance, créé à Paris et notamment animé par la Fondation France-Libertés que dirige M^{me} Mitterrand, demande que « la communauté internationale se porte au secours des populations civiles sahraouies, qui fuient devant l'avancée des troupes marocaines ».

• 3 septembre : Dans une lettre ouverte, M. Serfaty menace d'observer une grève de la faim à partir du 1^{er} octobre si son épouse n'est pas de nouveau autorisée à lui rendre visite au Maroc.

• 13 septembre : M. Serfaty est libéré de la prison de Kenitra et aussitôt expulsé vers la France, où il arrive, à bord d'un appareil de Royal Air Maroc, en début d'après-midi. Le ministère français des affaires étrangères exprime sa « satisfaction » et assure que la France est prête à accorder l'asile politique à M. Serfaty.

Rabat veut améliorer ses relations avec Paris

Suite de la première page

Le fait qu'il soit de confession juive et qu'il conteste la marocanité du Sahara occidental ne peut guère lui valoir la sympathie du plus grand nombre. Que les organisations humanitaires locales et les partis politiques d'opposition aient commencé à élever tout doucement la voix, ces derniers temps, pour obtenir l'élargissement des prisonniers d'opinion, ne change rien à l'affaire.

Les plus soulagés par la décision royale auront probablement été les membres de la très entrepreneuriale communauté juive, qui souffrait que l'un des siens soit ainsi montré du doigt et jeté au ban de la nation. Au point que des âmes peu bienveillantes en étaient venues à lui tenir rigueur du comportement de ce « drôle de citoyen ».

Au moment où son pays s'engage, à pas comptés, sur le chemin d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, Hassan II avait besoin de « décrier » la situation politique, comme le lui réclamait son opposition, afin de rassembler toutes les énergies autour de cette « cause sacrée ».

Pour l'essentiel, le geste d'Hassan II a été à usage externe. N'a-t-il pas été fait à la veille du

sommet qui doit réunir à Casablanca les chefs d'Etat des pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ? Et ne survient-il pas, surtout, deux semaines avant le voyage officiel du souverain chérifien aux Etats-Unis, où l'on se montre très sourcilieux en matière de respect des droits de l'homme, d'autant que le Maroc s'apprête à occuper, pour deux ans, un siège éminent au Conseil de sécurité de l'ONU ? Regarder ainsi quelque crédit hors des frontières du royaume, singulièrement en France : Hassan II en a ressenti la nécessité.

L'affaire Serfaty était devenue un des éléments clés du contentieux entre Paris et Rabat, depuis que la gauche au pouvoir en France avait pris à cœur le sort de ce détenu politique un peu hors du commun. Une fois libérés, fin février, la veuve et les enfants du général Mohamed Oufkir, M. Serfaty, « militant arabe-juif » comme il se définit lui-même, restent le prisonnier-vedette, mais aussi le plus ancien détenu du pays.

M^{me} Danielle Mitterrand avait obtenu, en 1986, qu'il puisse épouser en prison M^{me} Christine Daure. Cette Française, en 1972, à l'époque où elle enseignait l'histoire et la géographie au lycée de Casablanca, avait accepté de le cacher chez elle, puis avait décidé de faire route avec lui. Le droit de visite que lui valait sa qualité d'épouse lui fut retiré fin juillet, Hassan II jugeant, lors d'un entretien diffusé par TF 1, qu'elle avait « abusé et abusé de l'hospitalité » marocaine.

Il est vrai que M^{me} Serfaty avait fini par s'intéresser de près au sort des autres prisonniers politiques, notamment à celui des quelques trente « emmurés vivants » - parmi lesquels trois Français, les frères Bourquart - du bagne secret de Tazmamart. Son mari avait

annoncé son intention de déclencher une grève de la faim à partir du 1^{er} octobre si ce droit de visite n'était pas rétabli. Il y avait fort à craindre pour Hassan II qu'une nouvelle « campagne de dénigrement des médias français », comme on a l'habitude de dire ici, aurait accompagné son geste.

Que ce « Brésilien » n'ait pas été expulsé vers son pays d'origine mais vers la France n'est pas sans signification. Après le maëlström provoqué il y a un an dans les relations avec l'ancienne métropole par la parution, à Paris, du livre-broché de Gilles Perrault *Notre ami le Roi*, puis relancé, fin juin, par la malencontreuse expulsion de France de M. Abdelmoumen Diouri, un opposant marocain, Hassan II ne souhaitait peut-être pas soulever une nouvelle tempête politique.

Lente normalisation

M. Diouri avait même proposé, au retour de son exil gabonais, de signer avec la publication d'un pamphlet intitulé *A qui appartient le Maroc*, qui lui avait valu son bannissement, si tous les prisonniers politiques étaient libérés d'ici au 15 octobre. Le souverain chérifien n'est pas homme à passer un tel marché, à céder à pareil chantage. Mais l'on ne peut exclure que, de part et d'autre, on cherche aujourd'hui à calmer le jeu, à éviter ces crises à répétition qui ne profitent à personne.

Toujours est-il que la décision royale s'inscrit dans le cadre d'une très lente normalisation, notamment marquée, ces derniers mois, par la création de tribunaux administratifs, la réforme de la garde à vue, l'amélioration des conditions de détention et la libération, par petits paquets, de prisonniers politiques. La dernière grâce royale avait permis, le 14 août, l'élargissement de quarante opposants.

Mais le cas Serfaty paraissait insoluble depuis qu'Hassan II avait affirmé, sur TF 1, que « tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que le Sahara occidental est marocain, la grâce royale ne jouera pas pour lui ». Pour sortir d'une situation qu'il avait lui-même verrouillée, et

surtout pour sauver la face, il lui fallait trouver un subterfuge.

« Brésilien » à la faveur d'un examen récent et approfondi (sa) condition juridique, Abraham Serfaty, qui bénéficie pourtant de la nationalité marocaine depuis 1956, n'était, dès lors, plus redevenu de rien à l'égard d'un pays qui n'était pas le sien. Ainsi soustrait à l'obligation, imposée à tout autochtone, de reconnaître la marocanité du Sahara occidental, il n'était plus qu'un « ressortissant étranger », dont les activités subversives ont porté « gravement atteinte à l'ordre public ». Le tour était joué : rien ne s'opposait plus à une mesure de libération-expulsion.

Le détenu numéro 19 559 de la prison centrale de Kenitra, déjà embaillé à plusieurs reprises sous le protectorat français, avait été arrêté le 10 novembre 1974. Cofondateur d'Ila al Amam (En avant), un mouvement marxiste-léniniste clandestin, cet ancien ingénieur des mines avait, très tôt, pris des positions radicales sur le dossier du Sahara occidental. En 1988, Hassan II s'était publiquement désolé que ce « pauvre homme », « contrairement à ses coreligionnaires marocains », n'ait rien compris.

Condamné à la détention perpétuelle, le 15 février 1977, par la cour d'appel de Casablanca, pour « complot visant à renverser la monarchie » et « atteinte à la sûreté de l'Etat », Abraham Serfaty connaissait, au tout début de sa détention, la torture physique, puis fers de grèves de la faim pour obtenir l'autorisation de sa condition pénitentiaire et celle de ses compagnons de route.

Encore trois à quatre cents prisonniers politiques

En définitive, le pouvoir acceptera de faire quelques entorses au règlement en faveur de ces fortes têtes, comme s'il cherchait à se donner le beau rôle. C'est ainsi qu'Abraham Serfaty interviendra, derrière ses barreaux, des procès en diffamation contre deux ministres, l'un qui l'avait traité de « détenu privilégié » et l'autre de « sioniste ». Le *Mandela marocain* pouvait recevoir du courrier, lire la presse,

publier même des tribunes libres dans les colonnes de journaux français, notamment celles du *Monde*.

Tout en se félicitant du geste royal, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) évalue, comme beaucoup d'observateurs locaux, entre trois cents et quatre cents - non compris plusieurs centaines de « disparus » sahraouis - le nombre de prisonniers politiques. Nombre qui a grossi, après les émeutes de la misère, en décembre dernier, à Fes et dans plusieurs villes du royaume.

Toute critique de cette « comédie mise à part, il reste qu'un homme de conviction est sorti de prison, la tête haute, sans renier aucun de ses engagements politiques, appelant encore au renversement de l'ancien ordre des choses. « Quand la rouerie du monarque va dans le bon sens », s'interroge un observateur local, pourquoi faudrait-il donc faire la moue et boudier son plaisir ? »

JACQUES DE BARRIN

« Considérant que... »

L'arrêt du ministère marocain de l'Intérieur mettant en cause la nationalité marocaine d'Abraham Serfaty affirme notamment :

« Considérant que Serfaty Abraham a gravement, et à plusieurs reprises, porté atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat (...), que l'examen récent et approfondi de la condition juridique de Serfaty a fait apparaître qu'il ne peut à aucun titre se prévaloir de cette nationalité (...), qu'il a souscrit à plusieurs reprises des documents destinés à l'administration du protectorat en place avant 1958, attestant de sa nationalité brésilienne d'origine et actuelle (...) ». - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : cent vingt-cinq morts en une semaine. - Quatre personnes ont été tuées, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 septembre, dans les ghettos de Soweto et d'Alexandra, a annoncé la police. Cent vingt-cinq meurtres portent à cent vingt-cinq le nombre des victimes des violences interethniques, qui ont éclaté, il y a une semaine, dans les banlieues noires de Johannesburg. - (AFP)

POLITIQUE

La Fête de l'Humanité à La Courneuve

M. Abraham Serfaty en vedette attendue

Tous les dirigeants du PCF espéraient, depuis vendredi soir, que M. Abraham Serfaty pourrait venir participer, dimanche 15 septembre, à la Fête de l'Humanité, officiellement inaugurée, samedi, en fin de matinée, par M. Roland Leroy, directeur du quotidien communiste. Avant même l'annonce de sa libération, l'épouse de l'opposant marocain avait exprimé l'intention de venir au parc paysager de La Courneuve. La présence de son mari était donc très attendue par les militants communistes qui ont été sensibles aux remerciements que M. Abraham Serfaty leur a adressés, dès son arrivée à Orly, pour leur indéfectible soutien. Son intervention était d'autant plus souhaitée que ses premières déclarations publiques ont apporté de l'eau au moulin

des analyses que la direction du PCF tire des événements d'Union soviétique. « Cette libération constitue une invitation à dépasser l'opposition entre le pessimisme historique et l'optimisme révolutionnaire de commande, soulignait ainsi, samedi, l'éditorial de l'Humanité. Ce rayon de soleil est démonstratif des potentialités de la situation actuelle. »

Dans un entretien publié, le même jour, par Libération, le chef de file des communistes « refondateurs », M. Charles Fiterman, réaffirmait, pour sa part, sa volonté de ne pas rompre avec le PCF : « Partir ? Ce serait la plus facile, mais pour aller où dans les conditions actuelles ? D'une certaine manière je considère ce choix comme inefficace et immoral. Comme tous les autres

communistes, je suis héritier et copropriétaire d'un patrimoine, d'une culture. J'ai l'ambition de la faire fructifier et j'ai le sentiment de m'y employer honnêtement. Pourquoi est-ce moi qui devrais partir ? » M. Fiterman affirmait également, dans cet entretien, son refus de s'associer aux réactions critiques de certains anciens résistants communistes après la publication des nouvelles révélations sur le séjour de M. Georges Marchais en Allemagne sous l'Occupation : « Je désapprouve les attaques dont Georges Marchais est l'objet à propos de son passé », déclarait l'ancien ministre, avant d'ajouter : « Curieusement, ces attaques refont surface - sans jamais apporter de faits nouveaux - chaque fois que le débat politique se développe. Pourquoi ? »

« Révolution », le « changement » entre les lignes...

Malgré toutes ses bonnes intentions, l'hebdomadaire Révolution n'a pas trouvé, une seule fois, ces temps-ci, l'occasion de parler de Charles Fiterman. On a beau éplucher les coupures de presse publiées depuis le coup d'Etat à Moscou, le nom du chef de file des « refondateurs » n'apparaît nulle part. Révolution donne pourtant la parole à tout le monde. Michel Jobert, Claude Cheysson et Bernard-Henry Lévy ont été accueillis dans les colonnes, ainsi que « des évènements et des Prix Goncourt ». Si on en croit le rédacteur en chef, Jean-Paul Jouary, Révolution est même « l'hebdomadaire de France où l'on trouve la plus grande diversité d'interventions » (1). En quatre semaines, Révolution a abordé des sujets très divers : le « tremblement de terre » en URSS, « L'ivraie et le bon grain » dans la culture soviétique, « L'évolution sans socialisme » en Europe centrale (« un flot de contradictions »), El octo, société, le marché de la forme (« là aussi, les gros mangent les petits ») et la rentrée (« Une mère de famille donne son sentiment »). Mais pas le sujet Fiterman. Pas une ligne dans le compte-rendu des débats du dernier

comité central, pourtant titré « Le PCF dans la réalité française ». Un écho mesuré à travers des deux éditoriaux du directeur, Guy Hermer, par ailleurs député des Bouches-du-Rhône, qui fait pourtant partie lui aussi des contestataires. (« Enjeu vital » et « Un autre futur »). Et rien, bien sûr, dans celui, plus grinçant, de Jean-Paul Jouary (« Cadavre encombrant »).

Selon le rédacteur en chef, Charles Fiterman a eu le tort de ne pas se manifester. « Il ne nous a pas envoyé d'article. » De toute façon, à Révolution, « on fait les choses dans l'ordre. Une fois que l'Humanité a donné vingt-quatre pages sur le comité central, on ne peut rien faire de plus. »

Montée d'adrénaline

D'après les partisans d'un certain mouvement, ce rattachement à des origines plus complexes. « Pour le compte-rendu de nos divergences, la presse communiste n'a pas trouvé la formule, affirme le responsable de la rubrique « monde », Jacques Dimet. Il nous est plus facile de demander une prise de position à

Léonard ou même à Juquin qu'à Robert Montaudou, le maître contestataire d'Argenteuil. » Mais, ajoute-t-il, « les choses sont en train de changer. »

Le changement serait là, entre les lignes. Professeur de philosophie, Jean-Paul Jouary en fait une démonstration par l'absurde. « Si l'on avait pu, en changeant, cela aurait signifié que nous sommes comme on nous décrit souvent, schizophrènes et fermés. » Pour imposer un dossier de huit pages sur l'URSS (pour un magazine de soixante-quatre pages) et contrebalancer les articles de l'envoyé spécial à Moscou, le rédacteur en chef adjoint Gérard Streiff, a tout de même fait, semble-t-il, une petite montée d'adrénaline des contestataires. Le débat sur Cuba prévu par Révolution à la fête de l'Humanité a, d'autre part, été remplacé par une discussion à propos du « nouvel ordre international ». Ces conquêtes n'auraient pas été les mêmes, dit-il, si nous n'avions pas la formule, affirme le responsable de la rubrique « monde », Jacques Dimet. Il nous est plus facile de demander une prise de position à

dre du jour est pour l'instant celui de la formule du magazine. Le nouveau Révolution sortira fin octobre. Il sera « plus sérieux » dans l'analyse, « plus vif » dans le débat et « plus impertinent », dit Jean-Paul Jouary. Le changement était prévu, l'actualité y encourage. Chaque semaine fera l'objet d'un « débat contradictoire » avec des non-communistes et même, c'est promis, entre communistes. Le titre restera, tout le monde est d'accord. Et sans doute aussi la devise de couverture, attribuée à Georges Marchais : « Nous vivons le temps des révolutions. » La semaine prochaine, Michel Piccoli est attendu dans les colonnes. Toujours pas de « refondateurs », donc, à l'horizon de Révolution. Mais Charles Fiterman n'a pas à se plaindre. Il a régulièrement les honneurs de l'Humanité, sans commentaire.

C. L.

(1) Réalisé par sept journalistes permanents, Révolution a un tirage maximum de trente mille exemplaires. Il vit grâce à une subvention du parti, la publicité n'envahissant pas les pages.

« Bourges n'est pas Moscou »

BOURGES

de notre correspondant

Le maire de Bourges, M. Jacques Rimbault, député du Cher, fait-il partie des « normalisés » du PCF ? Alors que son parti connaît les difficultés que l'on sait, ce fantassin devenu capitaine réalise, en effet, à chaque élection, des scores de maréchal (1). Quelle est la part de l'habileté et celle de la sincérité lorsqu'il affirme qu'il est « conscient de ses limites » ? Sans doute y a-t-il un peu des deux. « Le hasard existe en politique, affirme-t-il en tout cas dans un entretien accordé le 7 septembre au Berry républicain. On ne peut nier le rôle des hommes dans l'Histoire. Mais, sans une grande équipe, une très large équipe qui bosse, nous n'aurions jamais obtenu à Bourges une telle réussite. Le hasard nous y a conduits, le travail nous y a maintenus. »

Bien dans sa peau de gestionnaire municipal, comme dans celle d'homme politique, M. Rimbault revendique aujourd'hui haut et fort son appartenance à un Parti communiste qu'il avait pris l'habitude de gouverner sur ses affiches électorales. Ferait-il donc de la provocation au moment où l'idéologie communiste est en voie de disparition ? « Nous avons ici une manière moderne et originale d'aborder les problèmes, explique-t-il. Jamais le PCF n'a été majori-

taire dans la municipalité de Bourges. Tout a été fait de compromis, de débats, d'accords. Depuis 1977, nous avons tous évolué. A notre arrivée, nous étions une liste d'union de la gauche. Nous sommes maintenant une liste unitaire pour Bourges. »

Membre du comité central depuis trente ans, le maire de Bourges reste, de toute façon, un inconditionnel de M. Georges Marchais, quitte à reconnaître d'un ton bon enfant : « Au comité central, on n'est pas encore apte à discuter avec des camarades ayant un autre avis : l'apprentissage de la démocratie est long, les progrès se font mais il faut de la patience. Bourges a deux mille cinq cents ans et nous venons de fêter le bicentenaire de notre révolution. »

Cet ancien ajusteur a des souvenirs qui le portent à la gratitude envers le PCF. Il n'oubliera jamais la chance que lui a donnée ce parti, qu'il a rejoint le jour de ses dix-huit ans. Il n'a guère d'états d'âme. « Gorbatchevien » de la première heure, M. Rimbault se laisse aller à quelques confidences : « Quand j'étais à Moscou, en 1962-1963, j'ai voulu participer à plusieurs reprises à une réunion locale du PCUS ; cela n'a jamais été possible ; la démocratie était déjà bafouée. Bien sûr que le communisme a échoué, le communisme rétrograde, le communisme de caserne, à la soviétique ou à la

bulgare. Mais ne mélangions pas tout. Bourges n'est pas Moscou. Le PCF n'a jamais été des libéraux fondamentalistes en France. Faut-il dénoncer ce qui se passait ? Peut-on bousculer l'Histoire ? »

« Nous avons été des précurseurs »

L'Histoire, M. Rimbault l'a pourtant bousculée, à sa manière, en s'engageant dans une ville qui n'est pas un communisme que sa cathédrale n'est romane ; et peut-être bien que s'il avait osé... « Bourges n'est pas un modèle, mais, ici, nous avons peut-être été des précurseurs, dit-il. Nous appliquons localement le contenu de cette politique nouvelle, démocratique et originale que certains souhaitent voir adoptée pour l'ensemble du PCF. Maintenant que la contestation est admise au sein même du bureau politique, je ne désespère pas. Je parle même sur un renouveau du PCF. Sans concurrent ni dauphin (les autres, en fait, ne marchent pas ; si quelqu'un doit prendre ma succession, c'est qu'il aura fait ses preuves), le maire de Bourges, qui vient de fêter ses soixante-deux ans, s'est d'ores et déjà porté candidat à sa propre succession en 1995. »

Dans le département, les sondages successifs, officiels ou officieux, lui confèrent sans ambiguïté le sceptre de la notoriété, qu'il par-

tage avec M. Jean-François Deniau, le président UDF du conseil général, et dans sa bonne ville le maire de Bourges fait d'ignorer la possibilité d'un « putsch » socialiste. Ne mène-t-il pas une politique de gauche ? Le PS local prendrait, selon lui, s'il s'y hasardait, les responsabilités de l'échec : « Si les socialistes veulent changer d'alliances, qu'ils le fassent. Mais la révolution en URSS ne devait pas faire oublier les problèmes en France. On ne peut quand même pas parler de capitalisme triomphant ! Quelle est la perspective dans ce pays ? N'est-on pas en train d'arranger le mort du communisme et la fin du socialisme ? Le PS devrait s'interroger. Nous, les communistes, nous disons qu'il est encore possible de faire une véritable politique de gauche ; c'est cela mon socialisme à la française. » Et M. Jacques Rimbault de conclure, à la façon d'un Jacques Cœur, son illustre ancêtre local : « Je suis Français, Berrichon et communiste... »

PATRICK MARTINAT

(1) M. Rimbault a été réélu député du Cher aux élections législatives de juin 1988, avec 59,82 % des suffrages, puis réélu maire de Bourges, en mars 1989, après que sa liste d'union de la gauche eut obtenu 54,11 % des suffrages.

A Saint-Denis-de-la-Réunion

Trois mille fonctionnaires manifestent contre les projets sociaux du gouvernement

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Près de trois mille personnes, essentiellement des fonctionnaires, ont manifesté, vendredi matin 13 septembre, dans les rues de Saint-Denis, à l'appel d'une coordination intersyndicale regroupant la CGTR, Force ouvrière et les syndicats de la fonction publique, pour protester contre l'intention du gouvernement de modifier le système de rémunération des agents du secteur public outre-mer et pour réclamer la mise en œuvre de l'égalité sociale

(même SMIC et mêmes prestations sociales qu'en métropole) avant 1995. Le mouvement a été peu suivi dans le secteur privé.

Le gouvernement, à la suite de la publication du rapport Ripert relatif à l'égalité sociale et au développement économique des DOM, envisage en effet de réviser le mode de rémunération des fonctionnaires exerçant outre-mer. Les agents du service public y bénéficieraient, en plus des salaires métropolitains, d'une indemnité dite « de vie chère » et d'un index de correction majorant leurs revenus salariaux de 53 % à 70 %.

A. D.

Répondant à la proposition de M. Mitterrand

M. Chirac se prononce pour la transparence sur le patrimoine des parlementaires

M. Jacques Chirac, président du RPR, a jugé « consternant », vendredi 13 septembre, que « le débat politique soit réduit à un duel entre Le Pen et Tapie » pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Cette réduction du débat politique est le résultat de dix ans de socialisme », a affirmé le maire de Paris, qui était interrogé sur Antenne 2. C'est consternant pour les habitants de cette région qu'il a été, pendant toutes ces dernières années, bien gérée par son président, M. Gaudin, et qui se trouve engagée dans un débat médiatique qui ne correspond en rien aux véritables pro-

blèmes et aux besoins de la région. Je souhaite que les habitants se souviennent que les combats de ce genre ne sont pas dans la tradition de la région. »

D'autre part, M. Chirac, s'est déclaré « favorable » à la proposition de M. François Mitterrand relative à l'opportunité de rendre transparent l'état des patrimoines et des fortunes éventuelles des parlementaires. « Mais attention de ne pas créer un climat qui pourrait devenir, on le connaît dans l'histoire, un climat de délation, un climat pervers, corrompu et qui serait pire que tout pour la démocratie », a affirmé le président du RPR.

Réunis à La Rochelle

Les députés du MRG sont divisés sur la création d'un groupe de centre gauche

Réunis jeudi 12 et vendredi 13 septembre à La Rochelle (Charente-Maritime), les députés radicaux de gauche ont débattu de l'opportunité de renoncer à leur qualité d'appartenance au groupe socialiste pour participer à la création d'un nouveau groupe à l'Assemblée nationale. Au terme de ces discussions qui doivent se poursuivre jusqu'au comité directeur du 21 septembre, il est apparu que les réticences et les réserves sont suffisamment fortes pour compromettre l'opération lancée par M. Emile Zuccarelli, président du MRG et M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, chef de file du mouvement France unie.

Les encouragements donnés, selon ses partisans, à cette initiative par M. François Mitterrand, M^{me} Edith Cresson ou encore M. Pierre Mauroy, ne sont pas

apparus décisifs. Les assurances (par exemple l'octroi de la présidence du groupe à M. Zuccarelli) n'ont pas convaincu de l'intérêt de concrétiser un rapprochement entre élus de gauche et élus au centre.

M. Zuccarelli s'est heurté aux préventions à son projet développées non seulement par MM. Cresson, Claude Gault (Hautes-Pyrénées) et Roger-Gérard Schwarzenberg (Val-de-Marne), mais encore par M. Alain Bonnet (Dordogne). Le président du MRG ne s'est trouvé qu'un solide soutien avec M. Jean-Pierre Defontaine (Pas-de-Calais) tandis que MM. Bernard Charlet (Lot) qui, absent, avait exposé par lettre sa position, Kamilo Gata (Wallis-et-Futuna) et Jean Rigal (Aveyron) ont mis en garde contre les risques de division du parti.

A. Ch.

M. Lalonde veut « ouvrir » vers la droite

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement et président de Génération-Écologie, a déclaré, jeudi 12 septembre, au cours de l'université d'été européenne de l'environnement, dans le Morbihan, que les écologistes peuvent envisager, selon lui, plusieurs types d'alliances. « Nous pourrions aller en direction des centristes et même de l'opposition, a-t-il dit. L'ouverture, il faudra bien la faire, car il faut se rendre compte que quand il y a l'extrême droite, les choses sont différentes. » Il a ajouté : « L'enjeu principal est le renouveau de la vie politique. Il faut réinventer un idéal, trouver d'autres projets et d'autres objectifs. Ce renouveau,

pour moi, c'est l'écologie. Il est important que ce soit le vert qui triomphe, et pas le brun. »

Interrogé sur Europe 1, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a expliqué, vendredi, que son parti ne désire pas passer des alliances qu'avec « des hommes de progrès », ce qui exclut, à ses yeux, « les hommes politiques [qui] ont décidé de se battre avec la droite ». Dans le Quotidien de Paris de samedi, M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, s'interroge sur la « cohérence » des propos de M. Lalonde, en reprochant à celui-ci d'être « un obtuse, car il brouille les rapports de force ».

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Antoine Waechter

A la suite de l'article que nous avons publié dans nos éditions du 8 septembre intitulé « Il est minuit, docteur Delors », dans lequel étaient évoqués « les penchants évidents de M. Waechter vers la droite de la droite », nous avons reçu de M. Waechter la lettre suivante :

« Jean-Marie Colombani tient à l'égard des Verts et de moi-même des propos outrageants... Certains commentateurs politiques, (...) véhiculent des rumeurs de conflit de commerce alimentaires par les adversaires, l'agacement face au nouveau venu et parfois la peur de l'inconnu. La divergence des commentaires devrait pourtant interpeller leurs auteurs. »

La solidarité planétaire des écologistes s'oppose radicalement au national-egoïsme de la droite extrême. Le refus de la violence, des analyses manichéistes et de l'anthropocentrisme exacerbé les éloignent fondamentalement de la gauche extrême.

La mise en accord de leurs actes avec leur adhésion aux principes élémentaires du respect de la personne humaine, leur conception éthique du jeu politique, refusant

le marchandage des voix et la compromission, suscitent dans une classe politique déshabituée par les affaires, des réactions féroces. Enfin, la remise en cause des postulats de l'industrialisme des ressources, du saint « technologique » qui fonde les logiques économiques et sociales des gouvernements d'hier et d'aujourd'hui, la condamnation des volontés de puissance et de domination placent les Verts en opposition radicale à la droite et à la gauche, si tant est que cette distinction ait encore un sens aujourd'hui. »

M. Waechter fait partie de ceux qui, tout en véhiculant des thèmes hostiles à la politique et à ses clivages traditionnels, font bel et bien de la politique et poursuivent eux-mêmes une carrière politique. A ce titre, il est - et le mouvement des Verts dont il est le premier responsable avec lui - soumis à l'exercice normal de l'analyse et de la critique par la presse.

De ce point de vue, ses positions en vue des élections électorales alimentant pour le moins un soupçon permanent de complaisance, de flatterie avec la droite de la droite, puisqu'il refuse le principe d'un « front républicain » contre l'extrême droite. En outre, l'affaire Bérin, de son « un responsable des Verts auteur d'un texte antisémite », montré, en avril dernier, que sous la direction de M. Waechter, ce mouvement n'est pas parti à la plus extrême extrémité contre de tels dérapages, le responsable en cause ayant été seulement « suspendu ». J.-M. C.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale



Le Monde INITIATIVES

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

Quatre mois après sa nomination à l'Hôtel Matignon

Mme Cresson réorganise son cabinet

Presque quatre mois, jour pour jour, après sa nomination comme premier ministre - elle a succédé à M. Michel Rocard le mercredi 15 mai - M^{me} Edith Cresson s'est décidée à sensiblement réorganiser l'équipe qui l'entoure à Matignon. Elle espère, ainsi, mettre fin aux dysfonctionnements de sa « maison » (le Monde des 18 et 19 juillet) qui sont au nombre des difficultés qu'elle rencontre pour imposer son autorité aux membres du gouvernement.

M^{me} Edith Cresson a des amis, mais elle n'a pas de fidèles. Le nouveau premier ministre peut s'appuyer sur des « réseaux » dans le milieu des affaires, mais elle ne dispose pas d'un entourage prêt à se dévouer pour elle. Avant sa nomination, le chef du gouvernement avait bien prévu, auprès du président de la République, la nécessité d'une politique différente de celle menée par M. Michel Rocard, mais elle n'avait pas préparé l'équipe qui pourrait l'aider à la mettre en œuvre. Arrivée à Matignon, elle n'était pratiquement accompagnée que de M. Abel Farnoux. Pour constituer son cabinet, il avait fallu piocher dans le vivier de hauts fonctionnaires toujours prêts à donner un coup d'accélérateur à leur carrière en venant travailler avec un premier ministre, mais qui ne sont pas forcément en phase avec ses méthodes de travail, ni en parfaite symbiose avec la tournure qu'il veut donner à son action. Cela ne l'avait guère aidé à surmonter les difficultés rencontrées dans les premières semaines de son gouvernement.

Les vacances politiques ont été mises à profit pour tenter de remédier à cette fâcheuse situation. Un « séminaire » réunissant tous les membres de son cabinet le 17 juillet n'ayant pas suffi à remettre les pendules à l'heure, une nouvelle réunion a eu lieu, vendredi 13 septembre, pour non

plus débattre, mais pour annoncer les mesures prises. En y prenant le premier la parole, M. Farnoux a clairement fait comprendre qu'il restait le principal des conseillers de M^{me} Cresson, malgré les difficultés de l'équipe à supporter les méthodes de travail de cet « électron libre ». Quant à M. Gérard Moine, le directeur du cabinet, il a, non moins clairement, fait comprendre à ses ouailles que nul n'était contraint de travailler à Matignon, que, donc, ceux qui acceptaient de le faire étaient là pour aider, quoi qu'il arrive, le premier ministre et non leurs administrations d'origine ou leurs « chefs d'œuvre » socialistes, et que l'heure n'était plus aux états d'âme, aux querelles personnelles ou de préséances, mais au dévouement et à la discipline.

L'arrivée de M. Yves Barbot

Le principe de cette réorganisation est simple : une douzaine de chefs de file ont été désignés, chacun disposant d'un secteur d'action bien précis et de la pleine autorité sur les conseillers dépendant d'eux. Ils seront les interlocuteurs privilégiés du premier ministre, les autres membres du cabinet étant ainsi privés de contacts directs avec le chef du gouvernement. L'ambiance de cette réunion a donc été froide, les bureaux de Matignon bruisant de rouspétances contre la « caporalisation » et la « militarisation » du cabinet. Quelques départs sont même attendus dans les jours à venir.

Quelques arrivées, en revanche, ont été annoncées, comme celle de M. Jean-Hervé Lorenzi, jusqu'alors chargé de mission auprès de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. Une autre nomination prouve que si M^{me} Cresson a accepté d'être aidée par l'Élysée dans le choix de ses collaborateurs, elle entend bien, aussi, imposer ses hommes. En mai, elle avait voulu prendre comme conseiller pour les affaires de sécurité M. Yves Barbot,

qu'elle connaissait bien puisqu'il était préfet de son département. Celui-ci a une solide réputation d'homme de droite, puisqu'il a été au cabinet de M. Michel Poniatowski, lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur, et qu'il avait été nommé directeur général de la police nationale par M. Charles Pasqua. La présidence de la République, le ministère de l'Intérieur et le Parti socialiste s'étaient donc ligüés pour lui préférer M. Gérard Cureau, qui était certes préfet de Bourgogne mais aussi socialiste.

Une telle carte de visite ne constitue pas un sésame aux yeux de M^{me} Cresson. Elle vient donc de faire nommer, par le conseil des ministres du mercredi 11 septembre, M. Cureau à la Cour des comptes et d'appeler auprès d'elle M. Barbot.

Si la mise en place de la dizaine de cellules prévues risque de se faire difficilement, une d'entre elles est déjà solidement réorganisée : la communication. L'ancien conseiller de l'Élysée, M. Jean-Louis Chambon, qui vient d'en prendre la tête (le Monde du 31 août), a aussitôt mis fin à la présence tout azimut de M^{me} Cresson dans les médias. Son arrivée a entraîné le départ des deux hommes qui se partageaient, difficilement, la responsabilité de la politique de communication du premier ministre : M. Guy Schwartz reste à Matignon, mais il sera chargé d'une autre mission : M. Jean-Philippe Atyer, le chef du bureau de presse, a déjà quitté la rue de Varenne.

La réorganisation de ce secteur ira au-delà. M. Chambon, dépeché par l'Élysée, a l'intention de coordonner la communication de l'ensemble du gouvernement, en s'appuyant sur le Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID), lequel devrait changer de titulaire (M. Jean-Louis Missika avait été nommé à ce poste par M. Rocard).

THIERRY BRÉHIER

POINT DE VUE

Construire l'Europe, vite !

par Gérard Fuchs

P OUR un observateur extérieur, le continent européen doit offrir, en ce moment, un spectacle incompréhensible. Dans sa moitié ouest, douze États, rassemblés au sein de la Communauté européenne, essaient de franchir une étape décisive dans le dépassement de leurs antagonismes historiques et s'efforcent de fonder entre eux une véritable union politique. Dans sa moitié est, au contraire, d'autres États, sortant de la glaciation de quarante ou soixante-dix ans de communisme totalitaire, veulent se réveiller des nationalismes que l'on croyait dépassés : ce sont les unités internes qui sont en question, débouchant dans le cas yougoslave, sur des affrontements armés, au risque d'une guerre civile ; dans le cas soviétique, sur un coup d'État militaire, a posteriori bouffon, mais qui a manqué de peu de précipiter la violence.

En fait, dans toute l'Europe et, même au-delà, la fin de la confrontation Est-Ouest laisse en place une question dominante : quel est le devenir de l'État-nation ? Représente-t-il le stade achevé de l'histoire ? Et, sinon, comment concevoir de le dépasser ?

A l'Ouest, c'est l'économique qui est devenu le déterminant essentiel. Pour des chefs d'État et de gouvernement lucides, il est, chaque jour, plus évident que les mutations technologiques accélérées que nous connaissons et les phénomènes d'internationalisation auxquels elles conduisent rendent de plus en plus illusoire les souverainetés les plus orgueilleuses. La France a fait le constat, entre 1981 et 1983, qu'une relance économique isolée n'était plus possible. Mais quel État européen peut encore prétendre maîtriser, à lui seul, les technologies de l'espace, de l'informatique ou de la biologie ? Quelle défense pourra, dans ces conditions, rester « nationale » dans vingt ans ? Et, en dernier recours, que resterait-il de nos cultures si, pour reprendre une image très forte de Jacques Delors, nos enfants n'avaient plus, demain, à regarder que des dessins animés japonais sur des télévisions américaines ?

L'avenir de notre pays

L'Histoire rendra cette justice à François Mitterrand qu'il n'a su de cesse - le constat de 1983 étant dressé - de se battre pour l'approfondissement de la Communauté européenne et sa constitution en une entité capable d'assurer l'avenir de notre pays tout en garantissant son identité. La volonté a été sans faille, du règlement du blocage britannique à la signature de l'Acte unique, avec la disparition, pratiquement acquies, des frontières internes aux Douze pour le 1^{er} janvier 1993.

Le sens de l'opportunité non plus n'a pas manqué, quoi qu'en disent certains aujourd'hui. Très probablement, c'est vrai, le président de la République a traversé, devant la perspective de l'unité allemande, un moment d'interrogation, voire de recul : qui, de sa génération, ne l'a partagé ? Mais, ensuite, aucune hésitation.

En étroite liaison avec une Allemagne encore émerveillée de se retrouver, encore incertaine de son avenir, la proposition a été lancée de pousser plus avant la finalité fédérale de la Communauté : une monnaie unique, seule capable de s'affirmer véritablement face au dollar et au yen ; une politique étrangère et de sécurité, voire une défense commune, pour que, demain, les États-Unis ne se trouvent pas, sans contrepartie, les seuls décideurs de notre planète ; des mécanismes renforcés de décision et de contrôle démocratique, enfin.

C'est tout cela qui est en train de se mettre en place dans les deux conférences intergouvernementales lancées par François Mitterrand et Helmut Kohl. Avancer ensemble, pour continuer d'exister chacun, car il n'est plus d'autre choix ; la seule perspective viable d'avenir a été saisie. La France, une fois encore, a contribué à accoucher l'histoire.

A l'Est, c'est le culturel qui resurgit comme déterminant dominant. Après des décennies d'oppression communiste, vécue de plus en plus, en Union soviétique, comme russe ou, en Yougoslavie, comme serbe, c'est le sentiment d'appartenance nationale qui permet de renouer avec son histoire. Et comment ne pas comprendre que ressaisir ce fil interrompu est essentiel pour tous ceux qui veulent, à bon droit, redevenir des acteurs ?

Alors, on se veut, aujourd'hui, slave ou croate plutôt que yougoslave, balte ou arménien, voire russe, plutôt que soviétique. C'est naturel, mais quand on regarde la carte ou quand on considère l'histoire, parfois, cela fait peur.

Quels troubles pourrait engendrer un démembrement incontrôlé de l'Union soviétique, reconnue aujourd'hui pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un empire colonial russe ? Que ne peut-il pas se passer quand un État, encore doté de plus de douze mille têtes nucléaires, se disloque ou que la force militaire prétend limiter l'expression des nationalités, au risque, au contraire, de les exacerber ? Peut-on, plus près de nous, imaginer que pourrait naître un État croate et un État serbe de pleine souveraineté, sans que leur frontière soit absurde, ou que des déplacements de population, conduisant à des drames majeurs ? De plus, le risque n'existe-t-il pas, majeur, que, face à des difficultés économiques - que des aides extérieures même accrues ne résoudront pas - des nationalismes, au départ identitaires, ne se dévoient en nationalismes agressifs ? Que ceux qui pensent que le droit des peuples doit s'imposer immédiatement et sans réserve, par rapport au respect des frontières existantes, que ceux-là prennent le temps de quelque réflexion ! Au XIX^e siècle et au début du XX^e, la volonté de faire coïncider la frontière des États et celle des nations a conduit à la multiplication des guerres et des massacres. Peut-être peut-on envisager, aujourd'hui, de proposer mieux.

Les conditions de l'ouverture

La Communauté européenne, il faut y revenir, ne manque certes pas de défauts. Elle est encore, avant tout, un marché ; encore, avant tout, libérale ; elle est trop souvent, malgré sa puissance économique, sans volonté politique dès lors que les États-Unis haussent le ton ; elle est, pour trop de gens, un centre de décision lointain et inaccessible. Mais elle est aussi, déjà, le premier exemple réussi de dépassement volontaire des États-nations. Elle est à la mesure du développement des forces productives du XX^e siècle. Elle est la garantie de la paix entre ses membres par la disparition des frontières autres que culturelles. Elle est, en même temps, si elle se limite aux mises en commun de souverainetés indispensables, la meilleure chance de sauvegarder à terme les identités nationales les plus exigeantes. Elle peut donc apporter beaucoup ailleurs aussi, et, pour commencer, à l'Est. Cela suppose, bien sûr, qu'elle affirme son ouverture aux démocraties européennes qui voudront la rejoindre, mais, alors, à trois conditions expresses :

- Que la qualité de ses mécanismes de décision et de représentation internes ne soit jamais mise en péril ; cela suppose, avant tout élargissement, les approfondissements nécessaires ;

- Que les candidats acceptent clairement ses finalités, qui sont, non une simple zone de libre-échange, mais un espace de desserrement des contraintes qui limitent les marges de manœuvre nationales ; la Communauté n'aurait, en effet, pas de sens si elle n'était l'occasion de retrouver la maîtrise démocratique de l'avenir qui, aujourd'hui, nous échappe ; cela suppose des politiques fortes, du social à la défense, généralistes, à la fois, d'identité et de solidarité ;

- Que nul mensonge, enfin, ne soit proféré sur les délais qui seront, de façon évidente, nécessaires à certains pays pour nous rejoindre s'ils ne veulent pas connaître, en pis, le sort économique et social de l'ex-RDA ; à cet égard, la proposition d'une appartenance transitoire d'attente me paraît de la plus grande sagesse, qu'on parle de « confédération » ou - ce qui aurait ma préférence pour signifier clairement les limites du rôle américain en Europe - d'un Conseil de l'Europe revitalisé.

Autant que par son souci de solidarité interne, la Communauté doit voir son identité définie par son souci de solidarité externe. Autant, sinon plus, que l'Europe, le tiers-monde a hérité de l'histoire les frontières les plus arbitraires. Autant, sinon plus, il sait aujourd'hui - un homme comme Michel Rocard n'a cessé de le répéter - qu'il n'est pas de développement sans démocratie ni respect des identités culturelles. Au-delà de l'aide directe, nécessaire, qu'elle peut apporter, la Communauté doit offrir, non pas un modèle - le mot, aujourd'hui, fait peur à juste titre - mais un exemple. Le développement du Sud viendra, pour l'essentiel, de l'intérieur. La création d'autres communautés régionales pour y aider apparaît, sur bien des continents comme une nécessité absolue.

Contre les risques, à l'Ouest, de l'impérialisme croissant des États, notamment à côté des États-Unis ; contre les risques, à l'Est, de substitution au communisme, enfin écrasé, de national-populisme extrêmement dangereux ; contre les risques, au Sud, d'une marginalisation à terme explosive, la construction accélérée de l'Europe constitue le seul antidote. Une Communauté européenne substantiellement renforcée doit être le noyau de cette construction.

► M. Gérard Fuchs, député européen, est chargé des relations internationales au secrétariat national du Parti socialiste.

LIVRES POLITIQUES

AVANT de replonger - si ce n'est déjà fait - dans le flot de l'actualité politique, peut-être conviendrait-il, histoire de se remettre en train, de faire un saut jusqu'aux sources ? Ne serait-ce que pour s'assurer de la nécessité incontournable, comme on dit, de la politique, quitte à la maudire à la première occasion. Encore faut-il s'entendre sur le mot et ce qu'il englobe. Il n'est pas si aisé d'en donner une définition précise et, sous peine de s'essouffier avant de commencer, on ne saurait s'en tenir à l'idée que tout est politique.

S'agissant d'une remise en forme, on prendra l'avis d'un spécialiste, un moniteur en quelque sorte pour nous guider. Jacques Lagroye, qui vient de publier un manuel de sociologie politique, paraît tout indiqué. Son ouvrage s'adresse aux étudiants mais chacun peut en faire son profit s'il est conduit à s'interroger sur les origines de la politique et les formes qu'elle peut prendre.

« Le parti que nous adopterons au départ, prévient l'auteur, est d'appeler politique ce qui se rapporte directement au gouvernement d'une société dans son ensemble. L'action de gouverner procède déjà d'une spécialisation des rôles : « parler de gouvernement politique d'une société, c'est admettre, observe Jacques Lagroye, que des individus ou des groupes d'individus plus ou moins spécialisés (les gouvernants) sont susceptibles de faire accepter par les membres de cette société une orientation mutuellement ajustée de leurs comportements, soit qu'ils y parviennent par l'usage d'une parole d'autorité dont ils ont le monopole, soit qu'ils contraignent les membres par l'utilisation de moyens de coercition dont ils contrôlent seuls l'usage. » Nous voici au cœur du sujet.

Jacques Lagroye y pénètre - et c'est l'intérêt de son approche - en s'appuyant sur les enseignements de plusieurs voies de recherche : l'histoire, l'ethnologie, l'anthropologie, le droit, l'économie. La sociologie politique peut être, indique-t-il, une tentative de mise en perspective des interpré-

Remise en train

tations et des explications que proposent différentes disciplines. Une tentative, seulement, parce qu'elle est plus « une attitude de recherche » qu'un corps de certitudes. En conséquence, le manuel proposé présente l'état des travaux en matière de sociologie politique, en même temps que les différentes méthodes d'analyse sur lesquelles cette science « incertaine » s'est appuyée.

Pour revenir à l'actualité, à laquelle ce journal se consacre, on s'intéressera aux caractéristiques sociales des groupes dirigeants qui ont notablement évolué de la III^e à la V^e République. Il apparaît que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, les industriels, grands commerçants et cadres supérieurs du secteur privé, sont moins nombreux parmi les membres du gouvernement. Si le groupe des hauts fonctionnaires reste à peu près stable, c'est au bénéfice des enseignants du supérieur et au détriment relatif des grands corps de l'État. Les premiers sont souvent issus des catégories moyennes de la population et ils doivent leur promotion politique autant à leur engagement politique militant qu'à leur position professionnelle.

Une double évolution se dessine dans la classe politique française : les députés proviennent, dans une forte majorité, de groupes sociaux privilégiés peu liés aux milieux d'affaires, en gros de la bourgeoisie moyenne, et les ministres se recrutent dans les groupes dominants de la société, en particulier dans la haute fonction publique. Cela n'est pas propre à la France. « D'une manière générale, note Jacques Lagroye, les élites d'origine sociale modeste, dans tous les régimes politiques contemporains, accèdent difficilement aux positions les plus élevées de la classe politique, à l'exception (relative) des

postes de caractère technique dans les gouvernements. »

Signalons sur le même sujet le dossier que publie, dans son numéro de septembre, la revue l'Histoire sous le titre « Ces élites qui nous gouvernent ». Jean-Pierre Rioux souligne les trois dérives qui menacent la haute administration : la politisation, le pantouflage et le doute, cette dernière n'étant pas la moins nocive car elle conduit à installer « une élite hétérogène composée de dirigeants d'entreprise, de hauts fonctionnaires, d'hommes politiques, de rares intellectuels et de grands communicateurs » qui « vit repliée sur elle-même, cède davantage au culte de l'argent et croit pouvoir gérer seule, impunément, l'avenir du pays ».

Si l'on veut compléter ce cours de recyclage, notamment en ce qui concerne les régimes, l'ouvrage de Philippe Parini s'y prête car il analyse les formes d'organisation politique dans une trentaine de pays. Ce qui frappe, dans cette étude comparative, c'est le foisonnement des solutions retenues et, pour nombre d'entre elles, leurs turbulences.

Il y a des lieux où, comme c'est le cas actuellement dans ce qui constituait l'empire soviétique, la politique est encore en train de se construire, ou de se reconstruire. Mais, même là où son œuvre semble, pour l'essentiel, en place, qu'il s'agisse des institutions, des modes de gouvernement et d'administration, rien n'est jamais achevé ou acquis. C'est la sage conclusion d'un petit ouvrage sur le système politique de la V^e République, dont l'auteur, Serge Sur, pense que sa réussite historique ne lui permet pas de s'accommoder d'une dynamique en panne d'énergie. L'actualité, là encore, est éloquent.

► Sociologie politique, de Jacques Lagroye. Presses de la Fondation des sciences politiques-Dalloz, 480 pages, 196 F. ► Régimes politiques contemporains, de Philippe Parini. Masson, 294 pages, 190 F. ► Le Système politique de la V^e République, de Serge Sur. PUF, collection « Que sais-je ? », 134 pages, 29 F.

ANDRÉ LAURENS

GLOBE

gainsbourg

inédit

1958-1968



la décennie où il invente tout

numéro spécial

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La contamination des hémophiles par le virus du sida

Un document inédit montre que le gouvernement était informé de l'urgence de la situation dès le 10 mai 1985

Dès le début du mois de mai 1985, le pouvoir politique était parfaitement informé de la gravité du problème de la contamination des hémophiles par le virus du sida. Mais, en dépit de cette situation d'urgence majeure, il n'a pas cherché - contrairement à ce que lui recommandaient les services de la direction générale de la santé - à mettre en œuvre immédiatement des mesures qui auraient permis de stopper la contamination des hémophiles et des transfusés. C'est ce qui ressort d'un document inédit (1) dont nous publions de larges extraits.

Il s'agit d'une note de sept feuillets adressée le 10 mai 1985 au docteur Claude Weissberg - qui faisait alors partie du cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé - par M. Marie-Thérèse Pierre, sous-directeur de l'organisation des soins et des programmes médicaux à la direction générale de la santé. Ce document fut donc envoyé au cabinet de M. Hervé le lendemain du jour où s'était tenue - sous la présidence du professeur François Gros - une

réunion interministérielle consacrée aux « modalités d'établissement d'un test de dépistage du sida » et dont le compte rendu figure en annexe du rapport de l'IGAS.

Au cours de cette réunion, le représentant du secrétariat d'Etat à la santé avait indiqué qu'il était « pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en termes de santé publique », son collègue du ministère des affaires sociales étant pour sa part opposé à la prise en charge du test par l'assurance maladie (le Monde du 11 septembre). Ces prises de position sont d'autant plus incompréhensibles que la note de M. Pierre - dont la teneur avait été communiquée, selon nos informations, quelques jours auparavant au cabinet - préconisait une position pour le moins différente.

La première partie du document consiste en une analyse très intéressante du rapport qu'avait remis le professeur Jacques Ruffié en vue de la réorganisation du CNTS (on notera au passage que ce rapport est, à ce jour, resté lettre morte). Ensuite, M. Pierre aborde le problème du dépistage des donneurs anti-LAV. Elle écrit que « le groupe de travail constitué à la demande de la commission consultative de la transfusion sanguine donnera ses conclusions sur le pro-

blème du dépistage systématique des donneurs de sang anti-LAV au congrès de Bordeaux (22-24 mai 1985). Ces conclusions, ajoute-t-elle, seront favorables à la mise en place immédiate du dépistage systématique afin d'éviter les donneurs de sang porteurs du virus ». Elle ajoute cependant qu'il serait « peut-être opportun » d'attendre les conclusions du Comité européen des experts en transfusion sanguine qui se réunit à Manchester le 28 mai avant de prendre une position définitive.

« On n'a tiré en aucun cas des leçons de ce drame »

Elle détaille ensuite les modalités pratiques de mise en œuvre du dépistage obligatoire et indique en particulier qu'« après accord de la direction de la Sécurité sociale, l'arrêté du 21 décembre 1984 relatif aux tarifs de cession de produits sanguins devait être modifié pour inclure le coût du test dans le prix de l'unité de sang total et l'unité de globules rouges ». La note détaille ensuite ce que devrait être le coût de ce dépistage (environ 160 millions de francs), ce qui en année pleine, conduirait donc à une augmentation pour la Sécurité sociale d'environ 21 % de la « dépense » concernant le sang total et les globules rouges.

Après avoir envisagé quelle devrait être la stratégie industrielle pour la mise en œuvre d'un tel dépistage, la note aborde le problème du chauffage des fractions coagulantes. « La fréquence des anticorps anti-LAV indiquant la présence du virus, peut-on lire, est d'environ 50 % chez les 4 000 hémophiles français (...). L'importance de cette contamination s'explique par les méthodes de fabrication de ces produits ». En conséquence, explique M. Pierre, « parallèlement au dépistage systématique, et peut-être de façon plus urgente, il devient nécessaire que les centres de transfusion sanguine français proposent aux hémophiles des produits où le virus a été inactivé. Deux centres de fractionnement sont actuellement capables de chauffer les produits de coagulation (CNTS et CTS Lille). La distribution des produits chauffés pourrait commencer début juillet 1985 » (2).

Dépistage systématique, chauffage des produits sanguins, ces deux mesures étaient le 10 mai considérées par la direction générale de la santé comme de la plus extrême urgence. Pourtant, la veille, à l'hôtel Matignon, la préoccupation était visiblement plus de trouver un moyen d'avancer Diagnostic Pasteur par rapport à Abbott de ce mettre en œuvre un plan d'urgence de santé publique. Et il faudra attendre le 19 juin pour que M. Laurent Fabius, alors premier ministre, annonce la mise en œuvre du dépistage systématique sur les dons de sang.

Ce dépistage fut institué à partir du 1^{er} août et les produits non chauffés ne furent plus remboursés à compter du 1^{er} octobre. « Dans cette affaire, nous a expliqué l'un de ses principaux acteurs, il apparaît bien que notre pays n'est pas - car aujourd'hui rien de ce point de vue n'a changé et l'on n'a tiré en aucun cas les leçons de ce drame - doté de l'infrastructure scientifique-administrative qui lui permettrait de faire face à une situation d'urgence absolue en santé publique ».

J.-Y. N. et F. N.

(1) Ce document était cité comme référence dans la note adressée le 11 juin par le professeur Jacques Roux, directeur de l'IGAS, au cabinet de M. Hervé et qui figure en annexe du rapport de l'IGAS. (2) Pour M. Pierre, il ne faisait aucun doute, dès le 10 mai, que le CNTS maîtrisait parfaitement la technique de chauffage des produits sanguins. La réalité, on s'en apercevra par la suite, était légèrement différente.

EN BREF

Les enseignants du SGEN-CFDT manifesteront à Paris le 12 octobre. - Pour obtenir « des moyens supplémentaires », le SGEN-CFDT appelle les enseignants et personnels d'éducation à manifester à Paris samedi 12 octobre, par exemple, les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), et en particulier du SNES, qui avait lancé cette date dès le printemps dernier. « Nous voulons contraindre le gouvernement à mettre en œuvre la politique qu'il prétend mener », a souligné, vendredi 13 septembre, M. Jean-Michel Bouillier, secrétaire général du SGEN. La rénovation, indispensable pour la réussite de tous les jeunes, peut se perdre dans les sables de l'immobilisme.

Feu vert français pour une ligne à très haute tension vers l'Espagne. - Le ministère de l'Industrie a donné son feu vert pour la construction d'une ligne à très haute tension, longue de 220 kilomètres, qui doit relier le réseau français à l'Espagne en traversant la vallée pyrénéenne du Louron. Le préfet des Hautes-Pyrénées vient en effet de recevoir l'autorisation de signer les « arrêtés de servitude », dernière phase de procédure avant le début des travaux. Le projet, qui date en fait de 1984, est très vivement critiqué par les écologistes français et espagnols.

Nouvel attentat au Pays basque. - Les bureaux de l'entreprise de bâtiment Alaman de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), à une vingtaine de kilomètres de Bayonne, ont été partiellement détruits, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 septembre, par une bombe qui n'a pas fait de victimes.

En Loire-Atlantique

Vive émotion après le suicide d'Yves Laurent, maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire

Yves Laurent, le maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique), s'est suicidé dans sa voiture, vendredi 13 septembre, à la pointe Saint-Gildas, au bord de l'océan. L'élu n'aurait pas supporté sa mise en cause dans un article de presse consacré aux affaires de financement du PS. Dans une lettre griffonnée quelques instants avant son suicide, il précise qu'il ne pouvait accepter ce « déshonneur ».

NANTES

de notre correspondant

M. Laurent avait été mis en cause jeudi 12 septembre dans un article de l'« Evénement du jeudi ». Selon cet hebdomadaire, M. René Trager, écroué à la prison de Nantes depuis le 13 mars dernier, aurait accusé M. Yves Laurent « d'avoir reçu 600 000 F de commission » à l'occasion de l'implantation d'un hypermarché Auchan sur le territoire de sa commune. Ses amis et ses proches l'avaient trouvé nerveux et inquiet depuis la parution de cet article, mais personne n'imaginait à Nantes qu'il en viendrait là. Vendredi matin, il participait encore à une réunion d'élus sur la construction de la deuxième ligne de tramway. A midi, il a pris la route de l'océan, où il s'est suicidé. Dans

les quelques mots laissés à sa famille (une femme et un petit garçon roumain adopté), il demande pardon en ajoutant : « le monde est pourri ».

A trente-neuf ans, Yves Laurent avait sans doute un bel avenir devant lui. Venu à la politique en 1977 à Nantes, sous la municipalité de M. Alain Chénard, à l'âge de vingt-cinq ans, il avait réussi en 1983 à conquérir une importante commune de la banlieue et à s'y imposer. C'est lui qui avait organisé les premiers conseils municipaux d'enfants, un mouvement dont il était devenu depuis le président national. Il avait relancé la culture populaire dans cette commune assoupie, à l'urbanisme horizontal fait de petits pavillons de banlieue ouvriers ou bourgeois. Il avait des idées qu'il mettait en pratique dans le domaine de l'environnement et de l'animation des cités, ce qui l'avait rapproché de M. Michel Delabarre, le ministre de la ville.

Formé par la JOC dans sa jeunesse, fils d'ouvrier, Yves Laurent avait adhéré au PS en 1974, avant de rejoindre le courant de M. Pierre Mauroy auquel il était resté fidèle. Par son tempérament, Yves Laurent « n'était pas un tueur », comme disent ses amis. A Saint-Sébastien, l'émotion est profonde dans la population, mais aussi dans la classe politique, de gauche comme de droite, qui salue le courage et la droiture d'Yves Laurent.

YVES ROCHCONGAR

Les dirigeants du PS mettent en cause « le fonctionnement de la justice et de l'information »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a réagi, vendredi 13 septembre, au suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire en disant : « Le Parti socialiste est en deuil. Il a appris avec un immense chagrin le choix tragique d'Yves Laurent, militant et élu, qui apportait à son combat politique la force et l'ardeur de sa jeunesse et la sincérité de son engagement. Ce drame place chacun devant sa conscience et sa responsabilité. Il n'est pas acceptable que, dans un pays comme la France, certains puissent se laisser aller à jeter des noms en pâture dans des conditions qui ne sont pas celles de la justice et de l'information d'une démocratie digne de ce nom ».

Selon le président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, M. Jean-Pierre Joseph, député du Gers, « la courbe ne saurait se confondre avec la justice » et « ce drame rend encore plus urgent, chez certains, la prise de conscience que le débat politique doit aussi garder une certaine

déférence et une certaine dignité ». M. Claude Evin, candidat à l'élection législative partielle organisée dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique, a estimé, pour sa part, que le suicide de son « ami » Yves Laurent « doit conduire à s'interroger sur les conditions de fonctionnement de la justice et des médias ». Soulignant que « notre droit est d'abord fondé sur la présomption d'innocence », l'ancien ministre a ajouté : « Personne ne sait si M. Laurent a été mêlé à cette affaire (de fausses factures). Il y a un hebdomadaire qui, hier matin, a cité le nom du maire de Saint-Sébastien mais il n'a jamais été contacté par un juge, ni inculpé de quoi que ce soit ».

Le directeur de l'hebdomadaire visé, l'« Evénement du jeudi », M. Jean-François Kahn, a répondu, vendredi soir, à la télévision, que sa publication n'avait fait que rapporter, sans commentaire, une accusation portée devant le juge d'instruction contre le maire de Saint-Sébastien.

L'Association française des hémophiles réclame des « indemnités immédiates »

M. Bruno de Langre, président de l'AFH (Association française des hémophiles) a annoncé, vendredi 13 septembre, que son association se joindrait aux diverses procédures pénales actuellement en cours dans le cadre de la contamination des hémophiles par le virus du sida (le Monde daté du 14 septembre). Cette décision vient compléter une affaire dans laquelle il reste à préciser les exactes responsabilités des pouvoirs publics.

C'est la récente publication du rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, qui a permis aux responsables de l'AFH de rompre avec la politique qui était la leur depuis plusieurs années. « L'AFH prend acte du rapport réalisé par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) à la demande des ministres concernés, plus de six ans après les faits ayant conduit à la contamination de mille deux cents hémophiles par le virus du sida, précisent dans un communiqué les responsables de l'Association. Ce rapport établit une chronologie documentée qui apporte quelques pièces nouvelles, notamment en ce qui concerne les instances administratives et ministérielles. Le man-

que de décision et la prédominance des critères économiques et industriels sont patents. Il faut bien constater que les organismes dont nous percevons le fonctionnement dans ces documents ne sauraient manifestement pas prétendre avoir agi pour le mieux et au plus tôt dans l'intérêt des malades ».

L'AFH souligne également « l'étonnement » qui est le sien après la décision prise par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, de renvoyer le dossier ainsi constitué à leur collègue garde des sceaux. Une telle initiative est, selon les responsables de l'AFH, d'autant plus inopportune que les actions pénales en cours avaient déjà donné lieu à une « instruction poussée ».

« La politique du pire »

« Nous ne pouvons, encore une fois, accepter un report d'échéance alors que des décisions politiques et financières s'imposent de toute évidence », explique M. de Langre. Nous demandons une nouvelle fois que le gouvernement cesse de pratiquer la politique du pire par ses atermoiements et qu'il s'engage réellement et rapidement dans la mise en place d'un véritable dispositif d'indemnisation.

« Dans cette affaire tout le monde a failli, qu'il s'agisse des

médecins prescripteurs, des responsables des centres de transfusion sanguine, des autorités gouvernementales et administratives, a encore déclaré M. de Langre. Tout cela ressemble à une fausse collecte. C'est pourquoi nous réclamons une indemnisation immédiate par voie parlementaire. Il faut indemniser rapidement et équitablement les victimes sachant que plus de 1 200 hémophiles français sont aujourd'hui contaminés et que plus de 200 sont décédés des suites du sida ».

Les responsables de l'AFH ont souligné que l'accord de 1989 (1) ne devait en aucune façon être perçu comme un dispositif d'indemnisation mais plus simplement comme une mesure de solidarité nationale. Annonçant la décision prise par l'AFH de se joindre aux actions pénales en cours, les responsables de cette association ont déclaré - point essentiel - faire aujourd'hui cause commune avec M. Jean Péron-Garvanoff, président de l'Association des polytransfusés, qui ne cessait, ces dernières années, de condamner les liens unissant l'AFH et les autorités transfusionnelles françaises (le Monde du 26 avril 1989).

Pour M. Bruno de Langre, si une véritable volonté politique existe, MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux ne rencontreront aucune difficulté pour répondre au souhait de l'AFH, plusieurs propositions de loi existant pour indemniser au plus vite les personnes, hémophiles ou non, contaminées par le virus du sida dans le cadre d'une action thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

(1) En 1989 le gouvernement, au terme de très longues négociations, avait constitué un « Fonds de solidarité » destiné aux hémophiles victimes du sida après contamination accidentelle par le virus. Les sommes versées provenaient de fonds publics et privés (compagnies d'assurance).

M. Bruno Durieux s'« étonne » des conditions de départ du docteur Garretta. - Dans un communiqué publié vendredi 13 septembre, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, a tenu à faire part de son « étonnement » concernant les conditions financières et matérielles de départ accordées le 3 juin au docteur Michel Garretta. Après avoir démissionné de son poste de directeur général du CNTS, ce dernier avait obtenu 3 millions de francs et le droit de conserver pendant toute la durée de son préavis une voiture de fonction et des « garanties de protection ». M. Durieux précise dans son communiqué qu'il n'a été « aucunement associé aux décisions prises sur le versement d'avantages consentis au docteur Garretta sur la base d'un départ négocié ».

Affaire d'Etat

Par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

Le drame que constitue la contamination de 1 200 hémophiles français par le virus du sida, leurs souffrances et leur désespoir ont désormais atteint les dimensions d'une affaire d'Etat. Aussi voit-on mal comment une indemnisation globale et massive des victimes et de leurs proches pourra ne pas être au plus vite mise en place par voie législative, comme le réclame aujourd'hui avec force l'Association française des hémophiles, rejoignant ainsi de façon spectaculaire une position que l'Association des polytransfusés défendait seule, ou presque, depuis sept ans.

On dispose aujourd'hui, avec le rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, d'une chronologie détaillée des faits et des décisions du printemps et de l'été 1985. Ce document, sur le fond, ne fait que confirmer ce que l'on savait - ou pressentait - depuis 1989, à savoir que des erreurs collectives ont en partie été à l'origine de la contamination des hémophiles. Mais, de manière plus inattendue,

sa rapport, au contenu fort mesuré, met ordinairement en lumière pour la première fois la responsabilité du pouvoir politique.

Au-delà des erreurs médicales et des lenteurs administratives, il apparaît clairement désormais que les membres du gouvernement Fabius de l'époque, au premier rang desquels M. Georgina Dufour, ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, n'ont pas su prendre à temps les décisions qui s'imposaient. Des décisions que réclamait pourtant avec force la direction générale de la santé, consciente, début mai, de l'urgence absolue de la situation, comme en témoigne la note que nous publions aujourd'hui.

L'ampleur prise par ce drame et l'impossibilité d'identifier un « coupable » unique font que le dispositif de solidarité difficilement mis en place par M. Claude Evin en 1989 est désormais caduque, les victimes et leurs proches réclamant, sous la forme d'un ultimatum, d'être, sinon dédommages, du moins plus justement indemnisés.

فكرنا من الأصل

Le Monde
L'ÉDUCATION
PRÉPARER LE BAC 92
FRANÇAIS, PHILO
TOUS LES SUJETS DE LA SESSION 1991
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

55 من الاحول

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Pour mener à bien des réformes dans son pays

Le ministre russe de la justice souhaite coopérer avec les juristes français

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, s'est rendu vendredi 13 septembre aux quarantièmes Rencontres internationales de l'avocat, organisées à Montpellier par la conférence des bâtonniers. Il était accompagné de M. Nikolai Fiodorov, le ministre russe de la justice. Au cours de sa visite en France, ce dernier a demandé l'aide des juristes français pour mener à bien les réformes judiciaires en Russie.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Il s'est levé avec lenteur avant de rester silencieux quelques instants. « Je suis reconnaissant au destin de m'avoir permis de vivre en tel moment », a lancé M. Constantin Amouzou, bâtonnier du barreau de

Bucarest. J'ai soixante et onze ans et je ne croyais pas que j'en vivrais un jour un ministre russe dire qu'il était temps de relancer l'horloge arrêtée au Palais d'hiver en 1917. Assis à la tribune, M. Fiodorov venait d'exposer à grands traits les principaux axes des réformes judiciaires destinées à garantir désormais la nouvelle « priorité politique » de la Russie : la construction d'un Etat de droit. « L'explosion démocratique recèle un danger, celui du sang », soulignait-il. « Seuls la justice et le droit peuvent arrêter ces processus tumultueux qui sont parfois dangereux ».

La politique menée depuis quelques années par le gouvernement de Russie témoigne de cette nouvelle priorité. En un an, le nombre de magistrats a progressé de près de 15 % : au cours de l'année 1991, mille cinq cents nouveaux juges ont rejoint les tribunaux, portant les effectifs de la magistrature russe à onze mille. Leur nomination s'effectuait pas du tout, mais on est loin, malgré tout, de la magistrature « indé-

pendante » dont M. Fiodorov dit rêver : une liste de 1 575 noms sélectionnés par le ministre de la justice à partir de critères « moraux et professionnels » a été soumise au Parlement, qui s'est contenté de voter 5 % des noms. « A l'avenir, nous souhaitons mettre en place une école de formation », note toutefois M. Fiodorov. Elle formera les nouveaux magistrats mais elle devra également recruter les juges de l'ancien système. « Crisé par l'ampleur de la tâche, M. Fiodorov promet même à cette magistrature un avenir radieux : afin de leur garantir un confort, « matériel et moral », il affirme vouloir porter leurs salaires à dix fois le salaire minimum russe...

Ces derniers temps, les locaux réservés à la justice se sont eux aussi multipliés : avant de partir pour Paris, M. Fiodorov a présenté au président de Russie, M. Boris Eltsine, un décret restant tous les bâtiments du Parti communiste à la disposition des tribunaux. « Le pouvoir illégal, lance M. Fiodorov, cède aujourd'hui la place au pouvoir légitime. » Le budget a lui aussi progressé : en un an, l'enveloppe consacrée à la justice est passée de 213 millions à 445 millions de roubles. Une progression chaleureusement applaudie par les avocats présents à Montpellier, qui voyaient à l'occasion de rappeler à leur ministre leurs exigences en matière budgétaire. M. Nallet souriait.

La maintien de la peine de mort

Les réformes proposées par M. Fiodorov s'inspirent beaucoup du système judiciaire de la Russie impériale, rénové en 1864 par Alexandre II. Promettant une « justice rapide, équitable, humaine, égale pour tous », le tsar avait alors enlevé l'exception à la police afin de la confier à des juges et la procédure avait introduit des débats publics et contradictoires. « Cette réforme était influencée par le système judiciaire français », note M. Fiodorov. Aujourd'hui, il s'agit pour nous de retrouver certains aspects de cette expérience ancienne et de nous rapprocher du même coup du système français.

Lors de la création de la Cour constitutionnelle, il y a quelques mois, le gouvernement russe s'est ainsi inspiré du fonctionnement du

Conseil constitutionnel français. « Toutefois, nous sommes allés plus loin que vous, remarque M. Fiodorov. La cour russe ne se contente pas d'examiner les textes législatifs. Elle peut également être saisie par voie de requête par tous les citoyens. » La nouvelle architecture judiciaire russe devrait également comprendre une cour d'appel réservée aux affaires les plus graves, et des juges « de conciliation » proches des juges des référés français.

Reste la peine de mort, qui peut aujourd'hui encore être prononcée par les tribunaux russes. L'année dernière, environ deux cents personnes ont ainsi été condamnées à mort : plus de la moitié ont vu leur peine commuée en une peine de réclusion de vingt ans à la suite d'une grâce. Pourquoi ne pas inaugurer les réformes judiciaires en abolissant la peine de mort ? M. Fiodorov se montre circonspect. « A titre individuel, je trouve que la peine capitale est une institution insensée, note-t-il. Cependant, avant de la faire disparaître, je pense qu'il faut attendre que la Russie atteigne un niveau de développement culturel et historique qui autorise cette disparition. Le terrain russe, la culture russe, ne permettent pas encore de poser convenablement la question de la peine de mort. »

Pour mener à bien ces réformes judiciaires, M. Fiodorov a besoin d'aide, dit-il, et surtout de conseil. Des projets de coopération ont donc été mis sur pied par la chancellerie lors de son passage à Paris. Des groupes de juristes français étudieront ces prochains mois le code pénal russe, et M. Fiodorov, qui souhaite se pencher sur le problème de la formation des juges, devrait recevoir une équipe de l'école nationale de la magistrature de Bordeaux (ENM) avant la fin de l'année. Cette collaboration ne se limitera pas à des échanges de lettres, mais devra bien d'autres domaines, qu'il s'agisse des ordres notariaux, du régime des hypothèques, ou de la procédure pénale. « Nos meilleures intentions peuvent être compromises par notre manque de juristes professionnels », a-t-il conclu. Nous sommes donc intéressés par les contacts avec les juristes de tous les pays. Je suis donc prêt à vous inviter tous à Moscou !

ANNE CHEMIN

créé au ministère de la justice. Ce bureau dépendra du service des affaires européennes et internationales, dirigé par M. André Potocki. M. Sauron, qui était membre du conseil syndical depuis 1985, était secrétaire général de l'USM depuis 1988. En mai dernier, des discussions étaient apparues entre M. Jean-Luc Sauron et l'USM, le syndicat lui reprochant sa prise de position trop favorable au ministère de la justice au sujet de l'affaire du juge Jean-Pierre.

CORRESPONDANCE

Les pèlerins de l'Est à Lourdes

A la suite de la publication d'un article de notre correspondant à Turbès sur les problèmes posés par l'accueil à Lourdes des pèlerins des pays de l'Est (le Monde du 21 août), le Père Joseph Bordes, recteur des sanctuaires, nous écrit :

Il est inexact d'écrire que « la venue des pèlerins de l'Est permet de maintenir le bon cap des statistiques et de compenser les pertes provoquées par la guerre du Golfe ». Nos statistiques ne tiennent compte que des pèlerins officiels, seuls repérables avec précision, à l'exclusion de tous les autres groupes, en particulier ceux venant de l'Est. A la fin de l'année 1991, on enregistra 2 % de pèlerins officiels en plus, soit 684 000 pèlerins, contre 671 000 à la fin de l'année précédente.

Plus de 100 000 pèlerins de l'Est environ sont déjà passés à ce moment de l'année. Et l'organisation, en parfaite collaboration entre toutes les instances d'entraide et avec l'hôtellerie lourdaise, va se perfectionnant chaque jour.

Il est donc aussi inexact d'écrire que « la divergence s'amplifie entre les sanctuaires et le président de l'hôtellerie lourdaise ». Non seulement les rapports sont plus cordiaux que jamais, mais ce que nous préparons ensemble doit permettre aux pèlerins de l'Est, surtout aux plus démunis, de recevoir un accueil digne de Lourdes.

COMMUNICATION

Un « défi » pour les journalistes et le gouvernement du Sénégal

RFI lance une nouvelle station sur la FM de Dakar

Le paysage radiophonique dakarois s'est enrichi le 8 septembre, d'une nouvelle station, FM 92, fruit d'un partenariat entre l'Office public de radiodiffusion sénégalaise (ORTS) et Radio-France Internationale (RFI) qu'on ne pouvait capter jusqu'alors que sur ondes courtes. Une étape importante pour RFI qui, après Bucarest, Athènes, Sofia, Prague, souhaite une reprise de son signal en FM dans les grandes capitales africaines. Et un signe manifeste d'ouverture dans l'audiovisuel sénégalais.

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Le studio vert pâle est vide et l'éclairage au néon - aveuglant - lui donne un air de piscine ou de vaste salle d'eau. Aucune pendule n'y donne l'heure et la lucarne vitrée qui le sépare de la régie sonnaire tenue par deux techniciens n'offre guère plus de repère. Il pourrait être midi et à quelques centaines de mètres de la maison de l'ORTS (offerte au Sénégal par les Japonais) les visiteurs du marché Kermel chahoueraient doucement au son des transistors. Mais il est un peu plus de minuit et si l'on se déhanchait en écoutant Youssou N'Dour, c'est chez soi entre amis, en buvant du thé vert et en guettant les premiers échos de FM 92, annoncée à grand battage depuis plusieurs semaines. Juché au milieu du studio sur un tabouret pivotant, face à un micro sur pied, l'animateur sénégalais qui vient d'ouvrir l'antenne ne cesse d'éclater de rire, euphorique devant les premiers appels. « Bonjour ! Bonjour ! Je ne suis plus ! Vous nous entendez bien, présentez-moi ? »

Oui, ils entendent bien. Et ils trouvent excitant, eux aussi, d'inaugurer l'antenne. Ils se passent le combiné question de dire un petit mot en français, en wolof et même en espagnol. Ils disent : « C'est historique. » Ils demandent : « Pourquoi FM et pas MF ? » Et un monsieur Makalu, « heureux d'assister à cette grande première dans l'histoire des médias du Sénégal », espère que FM 92 « fera progresser le niveau de conscience des Sénégalais, contribuera à l'éducation et à la connaissance et provoquera une amélioration de la presse et des chaînes nationales ». Pas moins.

« Finie l'autocensure »

Mais tout, ou presque, est dit. De l'enjeu culturel et politique de cette opération voulue par le président Diouf, de ses conséquences inévitables sur les autres médias, des craintes et jalousies que la nouvelle station pourrait bien susciter... en même temps que de l'ouverture et de l'oxygène qui en sont attendus. L'opération est d'apparence modeste puisque la nouvelle station ne comprend que très peu de programmes originaux, 18 heures quotidiennes provenant de RFI, les 6 autres relevant de l'ORTS. Mais le fait que RFI soit désormais entendue en FM, donc dans les mêmes conditions que la radio nationale sénégalaise, fait de la radio française un acteur majeur de la vie sénégalaise.

« C'est un nouveau défi pour les journalistes du pays », admet M. Tidiane Dali Ndiaye, président de l'ORTS. Mais ce sera stimulant. Nous devons faire au moins aussi bien que RFI dans la couverture des problèmes africains. Finie, donc, l'autocensure. On aurait bonne mine si, sur la fréquence voisine, RFI se montrait mieux informée et plus pointue ! Notre crédit est en jeu. » Et comment ! La confirmation à la présidence M. Ousmane Tamor Dieng, le directeur de cabinets de M. Abdou Diouf. « Les auditeurs feront des comparaisons, la solidité des informations de RFI sera un bon étalon. Nos journalistes gagneront en audace. »

Long, sec, formé à l'école de la BBC, M. Ibrahim Sane, le directeur de la radio nationale, se promet de prendre au mot les hommes politiques. « Eux aussi vont devoir s'adapter ! Leurs réticences à donner certaines informations, leurs conseils de « prudence » sur les sujets dits « sensibles » - dont je me fichais déjà - seront

singulièrement malvenus ! RFI nous donnera l'ultime coup de pouce pour nous affranchir des politiques ! » La concurrence ne l'effraie pas. « L'aura dont jouissait RFI en vertu de son éloignement risque de se ternir, quand on la captera au titre d'une radio de proximité. Les Sénégalais découvriront alors sa vraie nature : une radio pour Français à l'étranger. De toute façon, son arrivée ne peut que cultiver l'auditoire général de la radio et donc accroître potentiellement le mien ! »

Relents de « recolonisation »

Aucune filiosité ou note discordante ? Parlons plutôt d'un bémol émis, le soir du lancement de FM 92, par le présentateur du journal télévisé, qui accueillait sur son plateau PDG de RFI, M. André Larqué. Un plan interminable venait de montrer le président Diouf et son épouse serrant cérémonieusement une quarantaine de mains avant de s'envoler vers Washington, quand le journaliste s'est demandé si l'arrivée de RFI sur la FM, le lancement prochain d'un quotidien du soir par le groupe Hersant et l'arrivée imminente de la chaîne cryptée Canal Horizon, n'avaient pas quelques relents de « recolonisation ». M. Larqué s'est récrié, au nom de l'ouverture, du pluralisme, de l'amitié. « Comprenez au moins notre frustration, devait reprendre le lendemain matin, lors d'une réunion de presse, le représentant d'un hebdomadaire dakarois. Nous n'avons rien contre RFI. Mais comment accepter l'idée que des lois scélérates empêchent les Sénégalais de faire ce qui est permis à des étrangers ? Les Africains seraient-ils incapables de prendre eux-mêmes en charge la gestion de leurs médias ? Si la FM s'ouvre à RFI, elle doit aussi s'ouvrir à des opérateurs sénégalais ! »

La question n'est pourtant pas à l'ordre du jour du gouvernement. « Ne brûlons pas les étapes, plaide M. Dieng. RFI est un point de départ et l'ouverture se prolongera. Mais il faut être prudent dans l'histoire des médias du Sénégal, de l'intérêt de la stabilité de la démocratie. Le foisonnement d'initiatives qu'on observe en presse écrite serait dangereux sur les ondes. Créé il y a un mois pour organiser notamment la gestion des temps d'antenne respectifs des dix-sept partis politiques du Sénégal, le Haut conseil de la radiotélévision n'a aucun pouvoir en matière de concessions (prévues pourtant par la loi). « Dommage », estime son président, M. Cheikh Tidiane Sarr, qui plaide de rencontrer à Paris son homologue du CSA. « Mieux vaut anticiper que d'être débordé. Le Sénégal devra donner l'exemple. »

La plupart des postes FM du marché étaient branchés dès le lendemain de l'inauguration sur la nouvelle station. Une voix féminine y annonçait, d'un studio parisien, la rentrée politique ainsi que les premiers pronostics sur les prix littéraires. Pierre Combescot, assurait-elle, tenait déjà la corde. Il faisait 38 degrés à Dakar, et Bamakar, le vendeur d'osier, a délaissé quelques instants son poste, pour s'éventer distraitement en secouant son T-shirt.

ANNICK COJEAN

Abolition du monopole d'Etat sur l'audiovisuel en Pologne

La Diète polonaise a adopté le 13 septembre, à une très large majorité, une loi supprimant définitivement le monopole de l'Etat sur la radio et la télévision. La réforme définit les principes de la création et du fonctionnement des stations privées et prévoit un conseil national de l'audiovisuel chargé de veiller « au respect de la liberté de parole, de l'indépendance des stations et du caractère ouvert et pluraliste de l'audiovisuel ». La télévision publique actuelle est transformée en deux sociétés, la première chaîne restant propriété de l'Etat, la deuxième devenant propriété de huit stations régionales. (AFP)

Incarcérée à Nancy pour des chèques sans provision

Une jeune détenue décède faute de soins

Une information judiciaire a été ouverte après la mort d'une jeune femme de trente et un ans, M^{me} Catherine Hellis, jeudi 12 septembre à la maison d'arrêt de Nancy, des suites d'une crise d'asthme.

NANCY

de notre correspondant

Détenue à la prison, Charles III pour une affaire de chèques sans provision, elle avait été incriminée pour escroquerie le 13 août et transférée à la maison d'arrêt le lendemain. Ses problèmes d'asthme étaient connus : c'est sur une civière et en proie à une crise spectaculaire qu'elle avait été déferée devant le juge d'instruction.

Depuis son incarcération, M^{me} Hellis avait alerté son mari à plusieurs reprises sur ses problèmes de santé. Elle l'avait appelé au secours à propos des difficultés qu'elle éprouvait à obtenir la « Ventoline », un broncho-dilatateur utilisé par les asthmatiques. Le 20 août, elle écrivait ainsi à son mari : « Mon asthme ne s'arrange pas. J'ai vu le docteur, il continue la cortisone. Je n'ai pas le droit d'avoir la Ventoline en prison. J'ai l'impression que je vais étouffer ici. »

Dans la nuit du mercredi 11 septembre, la crise a été plus violente

encore. Le Samu a été appelé à 7 h 36. Arrivé sur place à 7 h 42, les secours ont trouvé une détenue en état d'arrêt cardio-respiratoire qu'ils ont tenté de ranimer pendant plus d'une heure avant de la transporter à l'hôpital de Nancy, où elle décédait peu après.

Le mari de M^{me} Hellis, M. Stimane Hellis, a déposé une plainte contre X... pour non-assistance à personne en danger. Il affirme que son épouse n'a pas été soignée à temps et que son état n'était pas compatible avec la détention. De son côté, le procureur de la République a immédiatement ouvert une information en recherche de cause de la mort et une autopsie a été pratiquée. Le juge d'instruction, M. Vincent Turbeaux, a déjà fait saisir tous les dossiers médicaux de M^{me} Hellis.

L'avocate de M. Hellis, M^{me} Liliane Glock, demande qu'une pneumotomie-phlébotomie soit pratiquée afin de déterminer l'état des poumons de M^{me} Hellis. « Nous sommes persuadés que cette grande asthmatique ne pouvait pas supporter la détention et en tout cas les médecins qui l'ont examinée au cours de sa garde à vue et ensuite à l'hôpital Bon Secours de Metz ainsi qu'à Nancy auraient sans doute donné un autre avis s'ils avaient su qu'il était impossible d'intervenir rapidement de nuit pour secourir un détenu malade. »

MONIQUE RAUX

Le juge Lehoux décide d'instruire le dossier de M. Boudarel

M^{me} Lucie Lehoux, juge d'instruction du tribunal de Paris chargé du dossier de M. Georges Boudarel, poursuivi pour « crimes contre l'humanité » par l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine et par un ancien prisonnier, a décidé d'instruire le dossier : dans une ordonnance rendue vendredi 13 septembre, elle affirme que les faits reprochés à M. Boudarel ne sont pas amnistiables.

Cette ordonnance est contraire aux réquisitions du parquet du tribunal de Paris. Le 3 avril, lors du dépôt de la plainte des parties civiles, le parquet, qui estimait que la loi du 18 juin 1966 amnistiant « les crimes ou délits commis en liaison avec l'insurrection vietnamienne et antérieurs au 1^{er} octobre 1957 », s'appliquait à M. Boudarel, avait pris des réquisitions « de non informers ».

M^{me} Lehoux n'a pas retenu cette interprétation de la loi d'amnistie : dans son ordonnance, elle estime que, si le législateur de 1966 avait voulu amnistier les crimes contre l'humanité, une notion juridique créée par une loi de 1964, il l'aurait précisée. Le Parquet de Paris a fait appel de l'ordonnance du juge d'instruction.

Après s'être réuni au Vietnam, M. Boudarel, maître-assistant d'histoire à l'université Paris VII, avait été instructeur politique au camp 113, un camp de prisonniers français d'Indochine, de 1953 à 1954.

POLICE

Polémique autour d'une note de la police municipale d'Amiens

Homosexuels sous surveillance

« Même en dehors de tout flagrant délit, il sera procédé au relevé d'identité de tout suspect, petit délinquant, drogué, homosexuel, ... aux fins d'établissement d'un rapport adressé à la police nationale » : la publication de cette note, rédigée par le chef de la police municipale, à la « Une » du quotidien le Courrier picard, vendredi 13 septembre, a plongé la mairie d'Amiens (Somme) dans un bel embarras.

« Une faune de marginaux »

En l'absence du maire (UDF) de la ville, M. Gilles de Robien, son directeur de cabinet a estimé que la note est « pour le moins maledroite ». Il reconnaît volontiers que « l'homosexualité n'est pas un délit ». Il admet aussi que les policiers municipaux qui procéderaient ainsi à des contrôles d'identité seraient en situation d'illegalité. Alors ?

Alors, plaide-t-on à la mairie, un comité du quartier Henriette avait, le 5 septembre, attiré l'attention sur l'insécurité régnant dans un square du centre-ville. Sans tarder, le maire demanda à ses policiers de surveiller cet endroit connu, selon la mairie, pour servir de lieu de rencontres « à une faune de marginaux comme à des individus ayant des activités sans caractère délictueux ».

Aussitôt le responsable de la police municipale, M. Michel Boudart, rédigeait les consignes, sans d'ailleurs préciser comment distinguer - « en dehors de tout flagrant délit » - une personne « suspecte » d'un autre citoyen. Devant l'émoi suscité, la note a été annulée le 12 septembre. En deux ans d'existence, la police municipale d'Amiens, composée d'une centaine de fonctionnaires non armés, n'avait jamais défrayé la chronique.

E. In.

FORMATION
PARER LE BAC
FRANÇAIS PHIL
LES SUJETS DE LA SESSION

CULTURE

CINÉMA



VENISE

de notre envoyée spéciale

Un hasard. Ce n'était qu'un hasard, mais pour le moins fâcheux. La veille de la présentation à Venise du *Mur du silence* de Marco Risi, fiction ayant pour base le mystérieux désastre aérien qui précipita le 27 juin 1980, le DC-9 d'Itavia au fond de la Méditerranée, on déposait sur le quai Piasame de Naples quelques morceaux de métal du fuselage et un gros sac en plastique contenant des restes des victimes.

Qu'on se soit remis à draguer ce jour-là et pas un autre, que la presse italienne n'hésite pas à préciser que le sac contenait « des fémurs, des humérus, des côtes et des objets personnels parmi lesquels une bague avec un brillant », qu'en outre les premières projections du film après Venise soient prévues en avant-première nationale à Bologne et à Palerme, les deux villes que devait relater le DC-9 fatal, pouvait provoquer une légère nausée chez le festivalier le plus blasé par les exots et les dérapages des opérations promo-

Une histoire italienne

Il y a onze ans, un DC-9 d'Itavia explosait en vol, faisant 81 victimes. Marco Risi reprend l'enquête

tionnelles. Mais non, un des auteurs du *Mur du silence*, Sandro Petraglia (qui, avec Stefano Rulli), est aussi le scénariste du remarquable feuilleton la Mafia, vu en France sur TF1 et dans quarante autres pays), est formel : « Ce n'est qu'une coïncidence. Qui a pour origine la reprise à zéro, il y a deux mois, de toute l'enquête, par de nouveaux magistrats. Oui, onze ans après. »

Pour sa part, il y a plus de dix-huit mois que Marco Risi s'est lancé sur ce terrain miné, n'hésitant pas à mettre en cause, au passage, une poignée de ministres (dont celui de la défense qui dormait ce soir-là, et qu'on n'a pas jugé bon de réveiller), une brochette de généraux, un quartier d'amiraux, sans oublier quelques députés, experts et autres avocats.

Qu'est-il arrivé au DC-9 ? Toutes les hypothèses ont été avancées, et ce sont sans doute les plus folles qui sont les plus sages : usure du métal, bombe à retardement, vent violent, erreur de cible d'un missile américain, français, d'origine inconnue... Erreur d'identification de l'appareil, un avion libyen passant peut-être

dans la zone ce jour-là, on a peut-être voulu attenter à la vie de Kadhafi qui se trouvait peut-être à bord...

Constantement bavard

Avec tous ces peut-être, on n'a pas réussi à trouver la vérité, ou du moins à la dire. Et avec toute sa bonne volonté, Marco Risi n'a pas réussi à tourner un grand film de portée universelle mais seulement un solide *docudrama* italo-italien. Rien de plus constamment bavard que ce *Mur du silence*. Son héros, son porte-parole, est un journaliste du *Corriere della Sera*, interprété avec une mélancolie sympathique par Corso Salani (le « vrai » journaliste qui a sorti et suivi l'affaire, Andrea Purgatori, a participé à l'écriture). Il marche beaucoup en posant d'incessantes questions, auxquelles ses nombreux interlocuteurs s'ingénient à ne pas répondre. Tout cela est filmé « à l'américaine », comme un honnête peut l'être. Avec la sauce de ce nom. On recueille des informations en jogant dans un parc ou en se parlant sans se regarder dans des salles de

musées déserts, on ne pénètre dans les salles de rédaction des journaux que sous le crépitement des machines à écrire, aussi nourris qu'une rafale de kalachnikov. On opère de fréquentes prises de vue en plongée, pour bien marquer l'écrasement de l'homme sous le poids de la société.

Après le débordement de violence complaisante de ses deux films précédents, *Mery per sempre* et *Ragazzi fuori*, qui, sortant de l'ombre et de la toile des jeunes délinquants non professionnels, l'avait fait taxer de « néo-naturalisme », Marco Risi montre tout de même ici de grandes qualités de renouvellement, une subtile conquête de la pudeur. Mais en sortant on soupire tout de même, hélas, ce n'est pas *Salvatore Giuliano*, de Risi, ben oui, ce n'est pas les *Hommes du Président* de Palma. Il faut se rendre à l'évidence, le *Mur du silence* est ce qu'il est, rigoureux, honnête, utile. Rien à dire...

Il y aurait plus à dire, en revanche, sur les trois quarts d'heure éblouissants réalisés par John Boorman pour la BBC. On avait vu l'épave d'Oshima, *My Mother's Place*, dans la même série (*le Monde* du 7 septembre). On a vu en *extremis* la confession de Boorman, *I Dreamt I Woke up* (« J'ai rêvé que je me réveillais »). Tout pètit de « scellé », détestant son visage, « je ne suis pas mon genre », il arpente son domaine irlandais où il a planté 13 000 arbres « en guise d'épilogue », en compagnie de son alter ego, John Hurt.

Il se voit, défunt, couché dans le sarcophage qui lui sert à l'ordinaire de table basse, il parcourt ses bois où se balance encore la corde des pendus d'Excalibur, un cadavre géant émerge de la tourbe, une journaliste odieuse se révèle être l'incroyable *Dame du lac*, le génie de la forêt (son fils Charles) se fâche, l'enchanteur Merlin (l'écrivain Stan Goble Davis) est plutôt décourageant. Tout est beau, difficile et conduit à la mort, comme les cascades d'Irlande « ont un goût de mer ». Le talent décliné, se contente de 49 minutes, se contente de la télévision. Se contente du talent.

DANIELE HEYMANN

MUSIQUE

Manouches à Montmartre

Montmartre aux soirs d'été est plus vrai que nature. On comprend l'engouement. Les touristes maintenant viennent de l'Est, dernière escale avant Le Mont-Saint-Michel. C'est une brasserie très éclairée.

Sommairement installés, l'air absent, dédaigneux et très absorbé, ils jouent. On n'est pas monté au Chalon des chasseurs depuis quinze ans. Rien n'a changé. Au-dessus d'eux, la même corde à l'âge, bâles de banque attachées avec des pincettes, et cette corne d'avertisseur qui signale chaque nouveau don (un coup pour 10 francs, trois coups pour 50).

Ils jouent comme au jour de leur installation, il y a une centaine d'années. Maurice Farret et Joseph Pouville ont quinze ans de plus, c'est tout. En un sens, ils ont toujours eu quinze ans de plus. Leurs guitares aussi. Celle de Maurice Farret est de luthier « jazz », déformée, asymétrique, pour que la main gauche aille plus loin dans les aigus : comme la guitare de Django. Sauf sur les accords, Maurice Farret joue avec trois doigts, c'est le doigt de Django. L'amplification est sommaire. Ce n'est pas le salon du son, c'est de la guitare manouche dans une brasserie de Montmartre.

Tout y passe. Quel qu'ils prennent, *Minor swing*, *Tiger Rag*, *Desafinado*, *Jazz Interdits*, ou *Basarba macho*, ça tourne toujours au même scénario. Intro pathétique ou *minor swing*. Exposé plus que carré. Après quoi, virage sur l'air et retour immédiat à l'âme des poètes : tout se termine systématiquement en *lyrique échoué*, vibrato poignant, accords prolongés à la Django, harmoniques pittoresques, grand déballeage, un bain d'ancienne Russie et de roulettes.

Il faut courir les entendre. C'est une leçon de musique en toute sophistication naïve. A eux deux, ils s'autorisent tout et n'importe quoi : une note accidentelle qui sonne comme Mark, un tempo soudain ralenti ou l'inversion malicieuse des trains d'autofluor.

Un jeune gillard à cotogon se propose pour faire le bouff.

Joseph Pouville cède sa place. De bon cœur ou de mauvaise grâce : c'est indécidable. Il scrute le jeune homme. Il n'en perd pas une miette. Blues en fa, standards, le jeune homme fait preuve d'un excellent savoir-faire. Maurice Farret joue le jeu avec un air d'ennui très discret. La musique tombe doucement. Ça tourne au « jazz », guillemets inclus. Joseph Pouville n'en pense pas moins. Il reprend sa place. Il se remet à battre l'accord tant qu'il est chaud, avec poigne, avec méchanceté, sans chichis, comme quand on désire tout juste jouer de la musique et non pas faire le meunier.

Ils sont extrêmement bien payés. L'art de la ruse, tout commence par là. Ils ont des pompes blanches à trous qui vous signent une élégance. On se demande où ils les trouvent. Les soirs de grâce, parce qu'un petit couple leur plaît, pour un rayon d'amour ou par caprice, ils quittent l'estra-de minuscule et s'installent comme dans les restaurants russes d'autrefois à deux doigts de la table. Maurice Farret, de la grande famille des Ferrat (Mati, Baro, Sarane, Boulo, Hélo, une famille avec des phrasas, des mères, des fils et des guitares), attaque les *Yaux noirs*. Joseph Pouville abandonne alors son poste et son outil. Il vient derrière lui. On se demande ce qui va arriver. C'est simplement un petit exploit. Ils se mettent à jouer à quatre mains sur la guitare de Maurice, l'un derrière l'autre... C'est une perfection. Ils ont soudain quinze ans. Le contraire de ce que la musique populaire est devenue. Un habitude du fond réclame *Nuages*. Maurice et Joseph s'exécutent. Quand on est guitariste manouche à Montmartre, on ne discute pas. On vous réclame *Nuages*, on joue *Nuages*. C'est tout. Question d'esthétique et d'éthique, bref, de vie.

FRANCIS MARMADE

► Au Chalon des chasseurs, 1, place du Tertre, 75013 Paris. Du lundi au jeudi : Guy Reboul et Jean Malat. Du jeudi au dimanche, Maurice Farret et Joseph Pouville. Tél. : 42-62-40-06 ou 42-23-48-83.

Un mensonge gros comme l'URSS

« Événement spécial » pour ce film-monument de la production soviétique sur le « culte » de Staline, la *Chute de Berlin* du Georgien Mikhaïl Tchiavouri, un vrai chef-d'œuvre du réalisme socialiste - Grand prix de Karlovy-Vary 1950 - enfoui dans les réserves depuis le 20^e Congrès et exhumé à la Mostra de Venise ! Cent soixante-huit minutes d'un opéra-compte de fées à très grand spectacle sur l'époque 1941-45, ce qu'on appelle en URSS la « Grande Guerre patriotique », dont les couleurs délavées ne rendent que plus féérique le visage épaisément maquillé en rose tendre du petit père des peuples, sur une musique *ad hoc* de Dimitri Chostakovitch.

L'idylle d'Aliocha et de Natacha, l'ouvrier stakhanoviste et l'institu-

trice enthousiaste, vient en contrepoint de la « grande » Histoire, depuis les champs de coquelicots de Stalingrad jusqu'à la prise du Reichstag. Ils sont tous là, comme des marionnettes, stylisées avec un manichéisme guignolesque finalement tout à fait efficace : Staline, Hitler, Roosevelt, Churchill, Eva Braun et les autres, la conférence de Yalta, le politburo, le bunker, Berlin en feu, etc. Plus de quarante ans après, on considère, un peu éberlué tout de même, le bonheur extatique des fondateurs d'acier et des paysans vivant un conte de fées radieux plein de chants et de danses, avant de lutter, toutes les Républiques unies dans un juste combat gagné grâce à un homme-dieu, qui offre aux Alliés la victoire dans une prise du Reichstag filmée comme une carica-

ture de la prise du Palais d'hiver dans l'*Octobre* d'Eisenstein. Ce qui domine, c'est le malaise devant un mensonge gros comme l'URSS et la force d'une propagande qui a pu faire croire à des millions d'hommes à l'existence d'un Paradis sur terre grâce à ce nouveau Dieu, qui jardine, la pelle à la main, dans un Eden kramlénesque. Un mensonge auquel Venise avait contribué puisque le précédent conte de fées de Tchiavouri, le *Serment*, y avait été primé en 1947. « Est-ce que je peux vous embrasser, camarade Staline ? » demande Natacha à la 15^e minute du film au monsieur tout blanc qui descend du ciel avant de prêter la paix sur la passerelle de son avion. On n'ose même pas rire. NICOLE ZAND

Passeport soviétique

EAST SIDE STORY à l'Entrepôt

Le périple « East Side Story » à l'Entrepôt poursuit son voyage au long cours dans les cinématographies de l'Est, en abordant les rivages de ce qu'on appellera encore l'URSS. Après six mois d'escalades en Tchétchoulovaie, Hongrie (ex-URDA) et Pologne, le curieux vaisseau de la rue Francis-de-Pressensé accoste pour cinq semaines du côté du continent soviétique. Le mouillage se fait avec une vraie découverte, rendue plus nécessaire encore par les récents événements : celle du réalisateur Sergueï Ovtcharov.

Trois des titres présentés, *Conte à rebours*, *l'Incrovable* et *le Gaucher*, sont des plongées burlesques et rêveuses dans le fonds russe - absolument pas soviétique - d'histoires, légendes, blagues d'après boire et comtes d'avant dormir (debout). Le quatrième, et le plus indispensable, s'intitule *Ca*. Rien moins que la vérité, tragique et très farfelue histoire de la Russie, commencée quelques lustres avant la naissance d'Ivan le Terrible pour s'achever vers l'an 2000.

Après ce début en fanfare, « East Side Story » propose, jusqu'au 17 septembre, la rétrospective la plus complète à ce jour du meilleur metteur en scène d'URSS actuellement en activité, Kira Mouratova, avec trois authentiques chefs-d'œuvre, *Breves Rencontres*, *les Longs Adieux* et *le Syndrome esthétique*, et deux inédits. Parmi les pierres grises et Notre pain honnête, du 18 au 24 septembre.

Suivre un hommage au cinéaste géorgien Georgui Daniela, qui, avant de réaliser en France le récent *Passeport*, était notamment l'auteur de l'excellent *Je m'balade dans Moscou* (du 25 septembre au 1^{er} octobre). Et, enfin, une revue de détail de cinéastes qui viennent de, ou s'apprennent à, tourner des films coproduits en France. Entre autres, les Russes Nikita Mikhalkov, Pavel Lounguine (*Taxi Blues*), Vitali Kanevski (*Bouge pas, mens, restitue*), ou le Géorgien Otar Iosseliani (*les Faveurs de la lune*).

JEAN-MICHEL FRODON

► Jusqu'au 15 octobre à l'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé (Paris 14^e). Tél. : 46-40-78-38

PHOTO

La Finlande à Nice

Le deuxième « Septembre de la photo » est consacré aux photographes finnois

NICE

de notre envoyé spécial

Neige à perte de vue, nuits interminables, lacs gelés, arbres brûlés par le givre. Au moment où l'été s'en finit pas de donner un air de vacances à cette Côte d'Azur, la photographie finnoise se répand sur les cimaises de Nice et de ses environs en autant de clichés rafraîchissants. Quel culot - et quels risques ! - d'aller dénicher, pour ce deuxième « Septembre de la photo », les images d'un pays « qui s'étend sur une distance égale à celle qui sépare Nice de Copenhague », comme le rapplète Arno Minkinen, et d'offrir une vingtaine d'expositions à des auteurs pour la plupart confidentiels.

Arno Minkinen justement est le seul photographe dont la réputation a dépassé les frontières finlandaises et celles des Etats-Unis où il est installé depuis trente ans. Plus que cela, il est un des maîtres de la photographie contemporaine avec ses autoportraits où son corps au qui n'en finit plus (1,95 mètre) se fond, tel un miracle, dans un paysage de ciel, lac, rivières, neige, bois et pierre. Sur un unique panorama, son corps pesant est porté par un homme, au milieu des vagues : « Cette image résume ma relation à la terre, ma photographie est portée par mon corps. » Et de confier : « Mon travail serait meilleur si j'étais resté en Finlande. »

La révélation est étonnante et pourrait s'appliquer aux quelques pertes présentées dans cette biennale, le tout formant une qualité *made in Finland* avec des thèmes et obsessions communes : omniprésence de la nature, tradition documentaire, goût pour le portrait et le paysage, mariage harmonieux entre mémoire et création personnelle. Bref, la photographie finnoise est peu connue car elle sort rarement de ses terres, tant elle s'en nourrit. « C'est un maître âgé qui tenait l'appareil, et un jeune qui a pris le cliché », écrit joliment Minkinen à propos d'une photo signée Matti



Saario, mais elle pourrait s'appliquer à l'ensemble de la création finlandaise qui ne cesse d'osciller entre « invention et conservation ».

La conservation, c'est Into Konrad Inha (1865-1930), grand bouillonneur en Europe jusqu'en Laponie, à la fois écrivain et photographe, qui a laissé un important travail sur le paysage. Victor Barkosevitch (1863-1933) a fait défiler dans son studio les habitants de la ville de Kuopio, du vagabond au policier, du postier au feu du village, la plupart posant devant la même toile peinte aux motifs bucoliques.

Maria Vuorelainen illustre bien cette tradition documentaire avec ses longs reportages en Laponie. Tout comme Eino Mäkinen, dont les recherches étaient influencées par le Bauhaus. Ismo Hiltti enfin, à cinquante et un ans, est certainement le plus important portraitiste finnois, plaçant son appareil à deux doigts des gens, bien en face, tous fixant l'objectif.

Restent les plasticiens dont Kimmo Koskela, obsédé par le

temps et le mouvement sans cesse recommencé, qui opère une vertigineuse fuite en avant dans les nouvelles technologies. Outre Koskela, Timo Keltaranta laisse la meilleure impression, avec un travail où cimes, vagues, cailloux et débris rivalisent avec des plans intimes de sa femme. « Je n'ai aucun programme de travail, je fais ce qui me passe par l'esprit, je suis pour les unions libres, contre la censure formelle. » Une intrusion du chaos dans la sérénité de la nature.

MICHEL GUERRIN

► « Septembre de la photo », deuxième biennale internationale de Nice. Jusqu'au 6 octobre. Catalogue « Camera internationale », 92 p., 80 F. Tél. : 93-26-53-26.

□ Précision. - La dix-huitième édition du Salon de la musique, qui a été annulée, devait se tenir à la Grande Halle de la Villette, à Paris, et non pas à Lyon comme il a été indiqué par erreur dans le *Monde* du 14 septembre.

CLAUDE FOURNIER ET L'OLYMPIA PRÉSENTENT

PIERRE PALMADE

A L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

DU 17 AU 29 SEPTEMBRE

Mise en Scène : ROGER LOURET

EUROPE 1

LOCATIONS : OLYMPIA - TOUTES AGENCES - 3 SNAC - NUGGETS - VIRGIN - MEGASTORE - BILLET
SPECTACULAIRE - COLLECTIVITES - 47 42 62 45 - PARIS
TELEPHONE : 1 47 42 25 49 - MINITEL 36 15 OLYMPIA

مكتبة من الأصل

La s...

EN VENTE CH...

ADRESSE

CODE POSTAL

PAYS

FRANCE Internationale

DOM-TOM ET ETN...

Le Monde

50 من الاجل

Le Monde PLANTU LE PRÉSIDENT HIP HOP!



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL [] [] [] [] LOCALITÉ _____

PAYS _____

FRANCE (métropole uniquement). _____ Nombre d'ex. : _____ X 52 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ X 57 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

191 5

am-
des
a un
stu-
fage
onia
du
fris-
nde

Etat
pu
ne-
svi-
tel.
nts
ant

de
tre
ti-
..
d /
..
de
te
s-
it
s,
te

1
1

LMB

Le Monde

HEURES LOCALES

La SNCF entre rentabilité et service public

L'entreprise nationale sou-
haite équilibrer ses comptes au
risque de ne plus assurer son
rôle de gardien de l'aménage-
ment du territoire. Elle
s'adresse aux collectivités
locales pour maintenir ou
moderniser des liaisons non
rentables.

DÉPUIS le printemps der-
nier, depuis que la direc-
tion de la SNCF a pris
conscience qu'après deux
exercices équilibrés le chemin de
fer français allait renouer, en 1991,
avec les déficits, on savait que des
économies étaient dans l'air. Les
voies qui arrivent, avec un temps
de retard, et qui provoquent bien
des grincements de dents chez les
syndicalistes, les élus et les voya-
geurs. Pourrait-il en être autrement ?

Non, répond la direction uni-
verselle. La guerre du Golfe a eu pour
effet de casser la croissance de la
mobilité à longue distance. En
France, les recettes de la SNCF sont
en retrait de 5,3 % sur ce qui était
attendu au cours des sept premiers
mois de l'année; les trois premières
semaines d'août ont même vu un
recul de 6 à 8 %, selon les lignes.
Aux États-Unis, le scénario est
identique : le transport aérien a
reculé de 15 % et les billets vendus
entre-Atlantique pour les chemins
de fer européens de 10 %. La
société nationale a dû reconnaître
que les prévisions étaient s'étaient
lourdement trompées et qu'elle était
très vulnérable à la conjoncture.

Pour les courtes distances, la
situation est encore un peu plus
inquiétante. Il semble que le train
pâtisse de la concurrence de la voi-
ture individuelle pour les voyages
de moins de 100 kilomètres (lire ci-
dessous). Par exemple, les trains
régionaux bretons enregistrent,
cette année, une baisse de fréquentation
de 10 % par rapport à 1990.
L'amélioration du réseau routier en
voies express n'y serait pas étran-
gère.

Cinquante trains supprimés

Les calculs ont fait apparaître
que la SNCF devait économiser
entre 600 millions et 1 milliard de
francs si elle voulait ne pas trop
s'écarter de l'objectif d'équilibre du
compte de plan. On a donc pour-
suivi les fermetures de gares de fret
qui perdaient 1 milliard de francs
pour un chiffre d'affaires de 7. On a
retardé 400 millions de francs d'in-
vestissements et renoncé à embaucher
un millier de nouveaux chemi-
nists. Surtout, la direction s'est efforcée
de supprimer 1 million de kilomè-
tres-voyageurs, c'est-à-dire cin-
quante trains.

« Il n'y a pas, dans ce plan, de
mesures grandioses », analyse
M. Jean-Marie Metzler, directeur
commercial-voyageurs, un des rares
chefs de file qui ne manient pas la
langue de bois ferroviaire. Nous
organisons quinze cents trains à plus
de 100 kilomètres chaque jour. Pour
accompagner la contraction de la
demande, nous avons décidé de ser-
vir les bœufs plus forts. Il y a des
trains qui sont déficitaires, mais qui
apportent de la clientèle à des lignes
plus importantes. D'autres ne pré-
sentent pas cet avantage, aussi
supprime-t-on ceux qui ne présentent
aucune utilité. Si oui, nous les conven-
tions avec les régions. Si non, la
SNCF en tire les conséquences et les
supprime. La cinquantaine de trains
que nous déciderons d'arrêter nous
économiseront 70 millions de francs.

Les « victimes », dont la liste sera
définitivement arrêtée le 15 sep-
tembre, seront les trains vides ou
inutiles ou redondants. Exemples :
les Paris-Lille de 6 h 39 et de 6 h 55
seront fusionnés, car ils sont
empruntés seulement par 200 pas-
sagers en moyenne pour une capa-
cité de 1 200 personnes. Le train
Rochefort-La Rochelle avec
20 voyageurs pour 300 places ou
celui du samedi entre Besançon et
Belfort avec 80 voyageurs pour
300 places semblent voués à la dis-
parition. La mise en service d'un
troisième TGV Paris-Toulouse est
différée pour cause de clientèle
rare. « Nous ne voulons pas tou-
cher aux axes d'avenir de la maison »,
argumente M. Metzler. Pas question
de mener une politique de grivoiserie.
Il ne serait tellement plus facile de
supprimer, sans que personne s'en
aperçoive, l'un des vingt-deux Paris-
Lyon quotidiens ! Ce serait beau-
coup plus facile que pour Roche-
fort-La Rochelle.

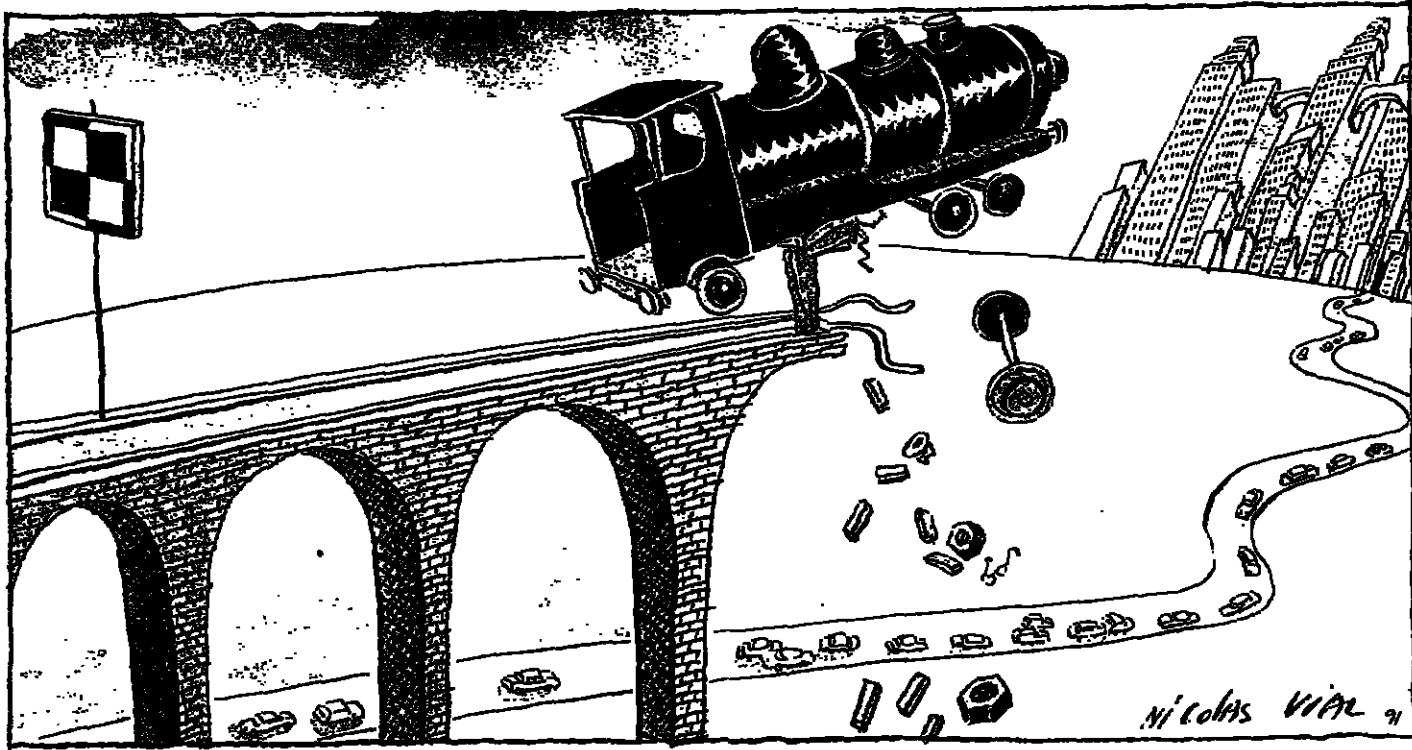
Mais l'aménagement du territoire
ne peut-il entrer dans les calculs de
la SNCF qui a tant contribué à
modérer la géographie humaine et
économique de la France ? « Ce

serait un vrai débat de déterminer à
quel degré nous pouvons contribuer
à l'aménagement du territoire. Pre-
nons les arrêts du TGV que l'on
nous dit indispensables pour faire
venir des industriels dans des petites
villes. Tout prouve que le chemin de
fer peut aider à conforter une situa-
tion économique précaire, mais
il ne peut pas faire de miracle tout
seul. Si des zones entières se dépeu-
plent, c'est à cause de la voiture
individuelle. Il faut que les dossiers
des lignes déficitaires soient discutés
dans les régions, et pas à Paris. Ce
n'est pas la liaison avec la capitale
qui fait problème, mais la liaison
avec la métropole régionale. La
SNCF n'est pas gardienne de l'amé-
nagement du territoire. Il n'y a pas
de raison que le chemin de fer soit le
dernier à quitter un pays déjà
déserté par le percepteur, le curé et
l'instituteur ! »

La SNCF ne se contente pas
d'ampaler. Elle s'efforce aussi de
relancer les ventes à coups de publi-
cité et de nouveaux produits. La
formule Carrissimo, pourtant
moins avantageuse que le carré
jeunes, a permis de stopper le
déclin du marché de la clientèle
jeune. Mais si ce dispositif com-
mercial ne parvenait pas à réveiller,
d'ici à la fin de l'année, une
demande anesthésiée par les diffi-
cultés conjoncturelles, nul doute
que la direction reprendrait son tra-
vail d'élagage des branches plus ou
moins mortes. Avec la certitude de
se heurter aux élus locaux que la
SNCF n'a pas assez pris l'habitude
de tenir informés de sa politique et
qui commencent à trouver saumâtre
le marché qui leur est
proposé et qu'ils appellent un chan-
gement : ou vous payez pour le ma-
intien de cette ligne (ou de ce train)
ou nous serons obligés de fermer.

Il est vrai que certains élus, qui
n'empruntent que leur voiture,
refusent de voir transférer en auto-
car de luxe un trafic ferroviaire
devenu pourtant ridiculement
faible, mais cette démagogie — ou cette
nostalgie — n'excuse pas l'absence
de dialogue qui prévaut trop sou-
vent dans les relations entre la
SNCF et les collectivités locales. Le
gouvernement gagnerait peut-être,
lui aussi, à clarifier les règles du jeu
et à dire où s'arrêtent, pour la
SNCF, les nécessités de l'aménage-
ment du territoire et où commence
l'obligation d'équilibrer les comptes
de cette société nationale qui s'ef-
force malaisément de se transfor-
mer en entreprise performante.

ALAIN FAUJAS



Mobilisation en Basse-Normandie

Les menaces qui pèsent sur plusieurs lignes de la région ont entraîné la riposte des usagers

CAEN

de notre envoyé spécial

UNE erreur informatique et
une maladresse ont mis
cet été les usagers des
lignes SNCF de Basse-
Normandie en émoi. L'ordinateur
qui avait fait disparaître de la fiche
horaire et de l'indicateur une des-
serte entre Paris et Granville a été
réparé. Ceux qui avaient utilisé l'in-
cident pour annoncer que la SNCF
tentait de réduire la fréquentation
de la ligne pour mieux justifier sa
fermeture, en sont quittes pour
chercher d'autres indices qui confir-
meraient leurs soupçons.

Par contre, la maladresse conte-
nue dans un courrier interne de la
SNCF, publié dans la presse locale
est bien réelle. Les habitants de la
région jugent cynique de voir écrit
par des responsables de la direction

commerciale de Normandie que le
« large débat » qui doit précéder
« diverses mesures » (fermetures des
lignes Bagnoles-de-l'Orne-Briouze,
dans le département de l'Orne,
Paris-Serqueux au-delà de Gisors,
en Seine-Maritime, et Caen-Rennes
entre Dol et Coutances, dans la
Manche) doit laisser passer la
période [de la campagne de prin-
temps 1992 pour les élections régio-
nales] « peu propice à l'argumenta-
tion raisonnée des dossiers ».

Même si ces projets avaient été
évoqués dans le plan régional d'é-
quilibre qui leur avait été adressé
par la SNCF au début de l'année,
cette lettre a provoqué la colère des
élus. M. René Garçon, président du
conseil régional de Basse-Norman-
die ne mâche pas ses mots : « La
SNCF nous prend pour des débiles
mentaux ». Il s'indigne en effet que
la SNCF puisse préparer des

mesures « si contrairement à l'intérêt
de la région » sans l'avis des collectivi-
tés locales qui travaillent depuis des
années « en partenariat avec elle ».
Même réaction chez M. Pierre
Aguillon, président du conseil gé-
néral de la Manche : « Les méthodes
de la SNCF ne sont pas convenables ».

Que seraient en effet devenues les
dessertes ferroviaires de la Basse-
Normandie sans la bonne volonté
des collectivités locales ? Ainsi la
liaison entre Paris et Cherbourg
aurait pu rester une ligne d'expéri-
mentation de nouveaux matériels
(turbotrans) avec toutes les consé-
quences (coût, pannes, retards...) que
cela entraîne. La région a sou-
haité au contraire que la ligne soit
modernisée puis électrifiée pour
que les trains y circulent jusqu'à
200 kilomètres-heure. Les travaux
ont débuté en 1989 après la signa-

ture d'un contrat entre la SNCF et
la région. Celle-ci investit non seu-
lement 350 millions de francs dans
cette modernisation (l'Etat met
320 millions de francs au titre de
l'aménagement du territoire) mais
s'est portée caution d'un emprunt
de 850 millions de francs au nom
de la SNCF. Le département de la
Manche de son côté dépensera
135 millions de francs pour la sup-
pression des passages à niveau.

Comme le dit avec humour
M. Victor Fagart, président du
comité d'usagers SNCF de Basse-
Normandie, « les élus ont pris le
train en marche » pour la défense
des autres lignes de la région. Cet
ancien cheminot rappelle qu'en
créant son association en 1988, il
avait d'abord voulu répondre aux
menaces qui pesaient sur la ligne
Paris-Granville.

CHRISTOPHE DE CHENAY
Lire la suite page 15

Réussir l'interconnexion du TER et du TGV

L'arrivée du train à grande vitesse dans la région Nord-Pas-de-Calais
oblige les élus à repenser le fonctionnement du réseau Transport express régional

LILLE

de notre correspondant

L'AVENTURE commence en
1977, quand la région Nord-
Pas-de-Calais entreprend, en
liaison avec la SNCF, de
réorganiser totalement les transports
ferroviaires sur ses terres. Elle dispose
d'un atout remarquable : un réseau de
voies ferrées très dense, héritage de
l'exploitation charbonnière et de l'in-
dustrialisation lourde, qui s'étend
dans une région très urbanisée (on
compte quelque quatorze aggloméra-
tions de cent mille à trois cent mille
habitants). « Pourtant, le défi n'était
pas évident, assure M. André-Jean
Pouille, directeur du service transport
à la région. Car le réseau était en
ruine. Mais il y a eu alors une
volonté politique très affirmée, celle de
ne pas laisser tomber un outil aussi
prestigieux. » Et aussi la volonté, sou-
vent non dite, de dessiner un espace
régional cohérent défini par son
réseau de communication interne.

Le montage consistait pour la
SNCF pour une remise en état du
réseau et du parc des voitures et à lui
avancer l'argent nécessaire, charge à
l'entreprise nationale de rembourser
l'avance ainsi consentie. Le Transport
express régional (TER) est né. Le
montage imaginé alors permettait
également d'apporter un sérieux bal-
lon d'oxygène à une industrie ferro-
viaire régionale en perte de vitesse.
65 rames (195 voitures) furent ainsi
achetées dans un premier temps, de

1978 à 1981. Puis, après l'adoption
d'une nouvelle convention, passée
cette fois-ci dans le cadre de la LOTI
(loi sur les transports intérieurs)
encourageant les conventions TER à
travers toute la France (l'exemple
régional avait fait école), 10 rames à
deux niveaux furent acquises entre
1984 et 1987, toujours suivant le
même montage financier. Et, l'an der-
nier, 5 rames modernes fabriquées
dans l'entreprise Alsthom-CIMT sont
venues compléter le parc, tandis que
celles de la première génération subis-
ent un lifting, quatre par quatre,
dans les ateliers ANF Industrie.

Un trafic en augmentation

Chaque jour, les 700 trains du TER
assurent cent mille voyages régionaux.
Depuis 1984, on est passé de 349 mil-
lions de kilomètres-voyageurs à
684 millions l'an dernier. Et, si on
constate une certaine stabilisation des
abonnements travail (55 % des dépla-
cements), l'augmentation du trafic est
notamment le fait des déplacements
scolaires et universitaires. Le nombre
de jeunes poursuivant des études
supérieures a augmenté et ils sont
plus nombreux à se déplacer entre le
domicile de leurs parents et les écoles
ou facultés, plutôt que de louer une
chambre en ville.

Ce succès — qui a parfois ses revers
(retards, surcharges) — a aussi sa
traduction financière : un compte équi-
libré (après subvention versée par
l'Etat, comme pour l'ensemble des
réseaux). En 1989, les recettes per-
mettaient de couvrir les 538 millions

de charges et dégageaient même un
excédent de 24 millions de francs.
Chaque année depuis 1983, les
recettes ont davantage augmenté que
les dépenses. Ce qui a permis de
réduire le coût des voyageurs dans la
région de 20 % en six ans. « Après
douze ans d'histoire commune, note
M. André-Jean Pouille, on vit bien.
Cette aventure continue, s'améliore,
même si elle reste fragile, insiste-t-il
toutefois, car elle est basée sur une
complicité trop faible, reconnue à la
région. »

Pourtant, l'aventure doit continuer,
alors qu'elle risque d'être percutée par
le TGV arrivant à grande vitesse. Le
pari, côté région, demeure le même :
assurer une mobilité maximale des
hommes, car, estime-t-on, il coûte
moins cher de déplacer des bassins de
populations, en développant certes le
réseau routier et autoroutier, mais
tout autant en affirmant et en défen-
dant tout l'intérêt des transports col-
lectifs. Le TER, dont certains rêvent
comme d'un métro régional, se doit
d'être concurrentiel de l'automobile
en termes de confort, de rapidité et
de service, autant que de sécurité.
Ainsi, en liaison avec URBA 2000,
l'Etat, le syndicat intercommunal des
transports de Valenciennes et quel-
ques autres partenaires, la région et la
SNCF vont expérimenter très pro-
chainement sur la ligne Lille-Valen-
ciennes une « transcarcane ». Une carte à
puces qui permettra aussi bien l'accès
aux trains qu'aux bus urbains, aux
taxis, aux parcs de stationnement.

JEAN-RENÉ LORE
Lire la suite page 15

QUELLE COMMUNICATION DANS LES QUARTIERS ? REPPONSES A CAP'COM

A CAP'COM, 42 débats et ateliers sur tous les
aspects de la communication publique pour
répondre à toutes vos interrogations.
PROGRAMME SUR DEMANDE AU 78 62 33 62

TOUTES LES NOUVELLES SAVEURS
DE LA COMMUNICATION

**CAP'
COM**

VALENCE 25, 26, 27 SEPTEMBRE 1991
4^e FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

HEURES LOCALES

REPÈRES

BOURGOGNE

Ouverture d'un centre universitaire au Creusot

VILLE universitaire. Le Creusot, en Saône-et-Loire, était déjà depuis 1975, date de la naissance de l'IUT. Les deux filières retenues alors, «génie mécanique» et «génie électrique», répondaient exactement aux besoins exprimés par l'industrie locale, longtemps marquée par le poids de l'entreprise Creusot-Loire.

Depuis quinze ans la situation économique a changé et les fermetures d'usines ont obligé la région à imaginer des reconversions. Grâce à l'appui du conseil régional, de l'université de Bourgogne et de la communauté urbaine qui préside M. André Billardon (député PS), Le Creusot s'apprête à devenir le deuxième pôle universitaire de la région Bourgogne. Dans les années 80, trois nouveaux départements ont été créés à l'IUT. En même temps, les responsables locaux multipliaient les démarches pour obtenir gain de cause dans l'épineux dossier de la délocalisation.

«Nous avons choisi la communauté urbaine Le Creusot-Montceau en tant que partenaire principal, car c'est elle qui a le plus de poids politique et économique dans la région», précise M. Gilles Bertrand, président de l'université de Bourgogne. Des travaux d'aménagement, rapidement exécutés dans un ancien bâtiment Schneider, permettent d'assurer au nouveau centre universitaire l'ordonnement de la préparation de deux nouveaux diplômes de premier cycle, choisis pour leur complémentarité avec les formations dispensées à l'IUT : un DEUG «administration économique et sociale» et un DEUG «science et structures de la matière». Au mois d'octobre, mille élèves doivent suivre les cours de l'IUT et du centre Condorcet, un chiffre appelé à doubler en l'an 2000.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Deux ports pour un petit fleuve

SOURIRE de rigueur à Lattes, commune située à 5 kilomètres au sud de Montpellier. Au bord du Lez, petit fleuve côtier qui se jette dans la mer à Palavas, on en effet débuté les travaux de «Port Ariane», vaste programme immobilier de 64 hectares comprenant 1500 logements articulés autour d'un port fluvial de 300 anneaux. La commercialisation des premiers appartements a également commencé pour une première livraison en 1993. «Quoi de plus normal qu'un port à Lattes?», expliquent les élus. Lattes était en effet un port prospère qui commerçait avec l'Orient au douzième siècle.

La rapidité avec laquelle le projet a été mis en œuvre a surpris les élus montpelliérains, qui en ont profité pour créer «Port Marianne», sur le même Lez. Si l'on parle d'aménagement d'une vaste zone industrielle et commerciale à l'est de la ville sous le label «Port Marianne», le véritable port de Montpellier dans un quartier plus résidentiel, lui, se fait attendre. «Pas question de démolir les travaux avant les prochaines municipales», précise-t-on dans l'entourage du maire, M. Georges Frêche. Un port vide, non terminé, et sans bateaux ça ferait mauvais effet.

HAUTE-NORMANDIE

Du colza pour les autobus de Rouen

QUATRE autobus de transport en commun de l'agglomération de Rouen et un autocar scolaire d'un transporteur de Fécamp vont être alimentés au diester, mélange à 50 % de gazole et d'ester de colza, à partir de cet automne. La société Shell va assurer le suivi de ces deux expériences qui doivent durer un an. Le carburant va venir d'Autriche, mais, à terme, il pourrait être fabriqué à la raffinerie Shell de Petit-Couronne, dans la banlieue rouennaise, où une unité de raffinage d'une capacité de production de 10 000 tonnes par an serait construite.

Dans les périodes d'essai, le surcoût d'exploitation, estimé à 24 000 francs par véhicule la première année, sera pris en charge par les collectivités, le conseil général de Seine-Maritime, au titre de son financement des transports scolaires, et le syndicat de l'agglomération de Rouen. A court terme, le surcoût sera ramené à 5 000 francs par an. L'objectif annoncé du conseil général de Seine-Maritime est de permettre une alimentation en diester de toute la flotte des autocars scolaires (500 véhicules), puisque ce carburant diminue de moitié les émissions de CO₂.

DÉBAT

Tutelle de l'Etat ou tutelle des banques ?

par Michel Klopfer

FACE au phénomène du surendettement, nombre de maires qui n'avaient pas jusqu'à présent privilégié la gestion et la finance parmi leurs centres d'intérêt s'inquiètent de la solvabilité de leur cité. Leur crainte est malheureusement d'autant plus fondée que, sur deux points essentiels, les règles du jeu ne sont pas correctement définies.

Sur quels critères juge-t-on ? L'idéal serait de pouvoir mettre en évidence les déséquilibres dès le contrôle budgétaire, mais il existe malheureusement de nombreux artifices comptables qui permettent actuellement à une ville surendettée d'afficher un budget ou un compte administratif (solde d'exécution) en équilibre. Un nouveau plan comptable est en chantier, mais sa généralisation à l'ensemble des communes n'est prévue que pour le 1^{er} janvier 1995, ce qui ne résout pas le problème dans l'immédiat. Jugera-t-on alors sur des comptes simples, ou bien avec une consolidation partielle ou une consolidation totale, celle-ci pouvant aller jusqu'aux concessionnaires qui se sont vu déléguer un service public ?

Et, en l'absence de règles claires sur l'équilibre budgétaire, les jugements extérieurs se font souvent sur un seul indicateur (la dette par habitant), dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est que très partiellement significatif. C'est beaucoup plus un ratio de campagne électorale que d'analyse financière car les ressources mobilisables (fiscales, patrimoniales...) d'une commune ne sont pas toujours proportionnelles à la population. A titre de comparaison, en analyse financière d'entreprise, on ne rapporte pas l'encours de la dette au nombre de salariés, et pas davantage au nombre de clients...

Qui juge de la solvabilité ? Première solution, l'Etat, par l'intermédiaire des chambres régionales des comptes, les perspectives d'extension du rôle de celles-ci vers un contrôle de gestion, faisant craindre aux élus une remise en cause des acquis de la décentralisation. Deuxième solution, les prêteurs, ceux-ci ayant déjà commencé à imposer à certaines villes une limitation de leurs investissements, en échange du maintien de leurs concours financiers, ce qui amène le banquier à s'assurer de fait un siège, au sein du bureau municipal, avec droit de veto.

La troisième solution, à savoir des experts plus ou moins indépendants, n'est pas plus satisfaisante car elle introduit un contrôle d'opportunité du secteur privé sur des objectifs de politique publique dont la finalité n'est

tout de même pas la rentabilité comme s'il s'agissait d'entreprises.

Tant que les réponses à ces deux types d'interrogations ne sont pas données, un dangereux vide juridique tend à s'instaurer. Des listes de villes réellement ou prétendument surendettées circulent un peu partout : les banques, ne sachant pas si leurs créances sont ou non en péril, commencent à les provisionner et en contrepartie font monter leurs marges et accroissent leur pression sur les collectivités qui sont jugées proches de la zone rouge. Les élus se sentent personnellement menacés alors qu'ils sont quasiment bénévoles et, dans leur très grande majorité, réellement désintéressés. Enfin, l'Etat lui-même pourrait être traité devant les tribunaux par un prêteur étranger, lequel, se retrouvant coincé sur une commune surendettée, chercherait à mettre en cause un équilibre insincère, non détecté au moment du contrôle budgétaire.

Entre la tutelle d'Etat et celle des banques, la marge est étroite, mais une solution existe qui nécessite une action rapide du législateur. Il est nécessaire de fixer des règles claires, sur ce qu'est l'équilibre budgétaire en maîtrisant les problèmes de report d'un exercice sur l'autre, sur la prise en compte d'un patrimoine et d'engagements consolidés avec les satellites, et surtout en instaurant des normes prudentielles d'endettement. Un tel schéma permettrait de sécuriser les prêteurs et donc d'éviter la hausse des taux d'intérêt. Depuis des années, les banques publiques ou privées s'efforcent d'ailleurs elles-mêmes à des ratios de solvabilité, et elles ne se considèrent pas pour autant comme étant, de ce fait, sous tutelle de l'Etat.

Une collectivité qui vote ou solde un budget affichant un encours de dette dépassant quinze à vingt ans d'autofinancement alors qu'elle s'endette sur une durée inférieure risque de ne pas être mathématiquement capable de le rembourser de manière saine. Dans un tel cas, une procédure d'alerte immédiate pourrait permettre d'éviter ce qui se passe actuellement, à savoir des dérapages financiers qui ne sont mis en évidence qu'au bout de plusieurs années, par exemple à l'occasion de rapports de la Cour des comptes mettant en cause une commune ou ses partenaires financiers.

Ce n'est qu'en faisant preuve d'imagination que l'on préviendra de nouvelles crises dans le secteur public local.

► Michel Klopfer est consultant, maître de conférences à l'ENA et à l'IEP.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE»/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. La poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03) ; Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

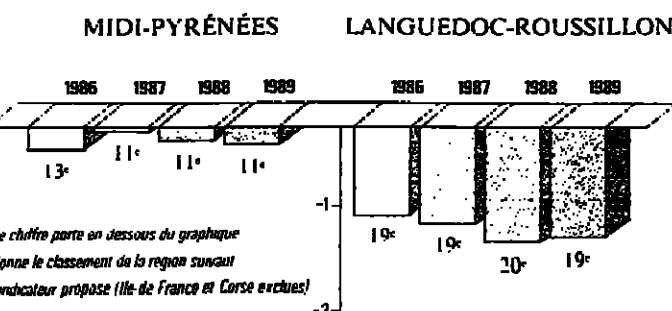
Midi-Pyrénées (onzième)

Pour trois des quatre variables économiques retenues pour élaborer l'indicateur synthétique, Midi-Pyrénées se place dans la première moitié des régions de province. Seule la valeur ajoutée par habitant lui est défavorable en raison notamment de la structure des activités et d'une proportion d'inactifs plus forte que la moyenne nationale.

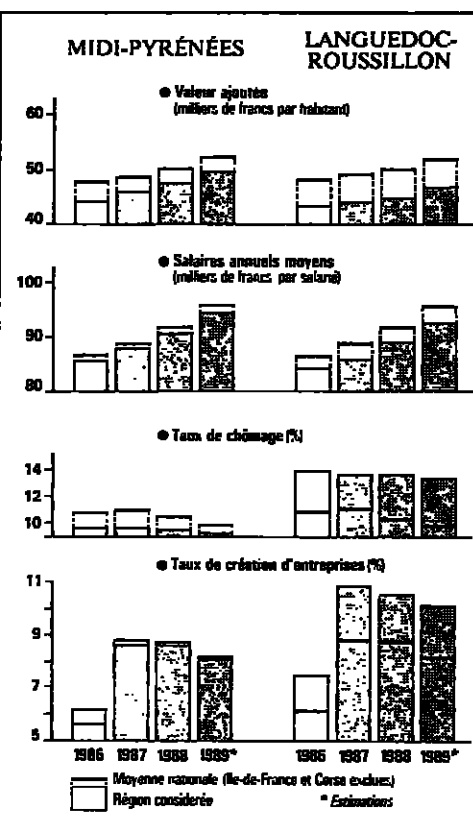
La structure des activités économiques régionales est assez diversifiée. L'industrie est cependant spécialisée dans deux secteurs : le textile-habillement et plus particulièrement le travail de la laine autour de Castres-Mazamet et Lavelanet, ainsi que la construction aéronautique et spatiale.

Ce dernier secteur a connu une vive croissance de 1986 à 1989 et le pôle technologique et européen qui s'est constitué dans la première moitié des régions de province. Seule la valeur ajoutée par habitant lui est défavorable en raison notamment de la structure des activités et d'une proportion d'inactifs plus forte que la moyenne nationale.

L'excédent migratoire est important en Midi-Pyrénées où les arrivées excèdent les départs de 103 000 personnes entre les recensements de 1982 et 1990, il en résulte la coexistence d'une croissance de l'emploi légèrement supérieure à la moyenne nationale avec une quasi-stabilité du chômage.



Le chiffre porte un dessous du graphique donne le classement de la région dans l'indicateur proposé (île de France et Corse exclues)



Languedoc-Roussillon (dix-neuvième)

La mauvaise position du Languedoc-Roussillon pour l'indicateur synthétique s'explique par la faiblesse de la valeur ajoutée par habitant et l'importance du chômage. A l'opposé, le nombre de créations d'entreprises est très élevé. Fort chômage et faible taux d'activité global (49 %) se traduisent par un bas niveau de la valeur ajoutée par habitant, alors que la productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé) est supérieure à la moyenne de province. Entre les deux derniers recensements, le Languedoc-Roussillon est la région qui a connu l'excédent migratoire relatif le plus élevé : le nombre des arrivées a dépassé celui des départs de 180 000. La croissance de l'emploi entre 1986 et 1989 (+ 5 %) associée à ce facteur démographique ne s'est cependant pas manifestée par une baisse du chômage qui est resté voisin de 13,5 %. En raison d'une structure socio-professionnelle favorable, le niveau des salaires est peu éloigné de la moyenne de province et les ménages de la région bénéficient de l'importance des revenus de transferts (allocations de chômage et retraites).

Changer d'images

Prévu au mois de décembre à Vaulx-en-Velin, «Cinéma et banlieue» doit être un festival de films urbains

LYON

de notre bureau régional

«L'IDÉE du festival avait germé bien avant les événements de l'automne 1990, mais, en faisant apparaître Vaulx-en-Velin comme le lieu catalyseur de la violence urbaine en France, cette flamme soudaine a, paradoxalement, donné un petit coup de pouce au projet», explique, sans hypocrisie, M. Ahmed Djemai, trente-cinq ans, cinéaste français d'origine tunisienne ayant grandi à Villeurbanne, et, depuis quelques mois, délégué général du premier festival national «Cinéma et banlieue», qui doit avoir lieu du 2 au 8 décembre prochain, dans cet est lyonnais quasiment fantasmagique.

Deux compétitions parallèles

Relayée par le Centre régional multiculturel, qui fédère une trentaine d'associations, et soutenue par la municipalité communiste (rendance «refondateurs») de Vaulx-en-Velin, l'idée de M. Djemai a bien fait son chemin. Ministères en tête, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales ont apporté leur soutien au projet et, assuré son préfinancement, qui s'appuiera, quand même, à 35 %, sur des parrains privés.

Destiné d'abord à donner à voir, à travers le cinéma, des images de villes-banlieues dépassant, autant que possible, les schémas et les archétypes, afin de susciter réflexions, analyses et débats, ce festival ambitionne aussi de révéler des sensibilités et de favoriser l'éclosion de nouveaux talents. Ainsi regroupera-t-il deux compétitions parallèles.

D'un côté, des cinéastes confirmés présenteront des longs métrages, de fiction ou documentaires, «dont le scénario est inspiré d'un des thèmes liés à la ville-banlieue (française ou étrangère) : humain, social, culturel, urbain» ou pour lesquels «la banlieue a été choisie comme espace de réalisation et de production». D'autre part, des «jeunes créateurs» pourront proposer des courts ou moyens métrages, d'inspiration plus large.

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 30 septembre mais les organisateurs auraient déjà reçu plus de 130 films parmi lesquels ils devront présélectionner 20 longs métrages de fiction, 25 documentaires et 15 courts métrages. En clôture, un jury décernera quatre prix, «parce qu'il s'agit de faire connaître mais aussi de motiver et d'encourager», soulignent les organisateurs.

A côté du festival de cinéma, prévu dans des «lieux éclatés» de la ville (centre culturel Charlie-Charlie, école nationale des travaux publics de l'Etat, école d'architecture, galerie marchande, etc.), des manifestations «périphériques» sont projetées, et notamment un Salon des métiers de l'image et de la communication, une rencontre nationale : «Génération banlieue, état des lieux», des conférences-débats, des colloques, des expositions de photos... «Nous souhaitons faire recueillir les idées reçues et montrer que les banlieues peuvent être autre chose que d'éternelles réserves d'Indiens», insiste M. Djemai.

R. B.

► Renseignements : Centre régional multiculturel, place de la Nation, 69120 Vaulx-en-Velin. Téléphone : 72-04-48-89.

BLOC-NOTES

AGENDA

► Région maritime 91. - Le conseil régional de Languedoc-Roussillon organise jeudi 19 et vendredi 20 septembre à La Grande-Motte (Hérault) les Assises informatiques des régions. Des ateliers seront organisés autour des applications en matière de finances, de fiscalité régionale, de patrimoine scolaire, de gestion des dossiers, de formation professionnelle. Des expériences doivent être présentées sur l'informatique régionale, la bureautique, l'aide à la décision, les systèmes multi-médias.

► Hôtel de la région Languedoc-Roussillon, 201, avenue de la Pompièrerie, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél : 67-22-80-00.

► Gérer les risques financiers. - La revue Marchés et techniques financières organise, avec le concours du département de l'Essonne, mercredi 25 et jeudi 26 septembre à Paris, un colloque sur les risques financiers que doivent gérer les collectivités locales. Des spécialistes des marchés financiers, des représentants des autorités administratives et des responsables des collectivités locales présenteront leurs réflexions sur ce sujet d'actualité.

► Bénédicte Jarrot, MTF, 39, rue de Trévise, 75008 Paris. Tél : 48-01-01-10.

NOMINATIONS

► Mme Danièle Polvet, directrice de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées. - Mme Danièle Polvet est, depuis le 16 août, directrice de cabinet de M. Jacques Coeffé, préfet des Hautes-Pyrénées. C'est la première femme à occuper cette fonction dans ce département de Midi-Pyrénées.

(Agé de trente-huit ans, M^{me} Danièle Polvet, originaire de Chartres, était auparavant en poste à la préfecture des Yvelines. Pendant douze ans, elle a occupé à Versailles des responsabilités diverses après des services chargés de la protection civile et des collectivités locales.)

TEXTES

► Au «Journal officiel». - Le Journal officiel a publié, le 4 septembre, l'ensemble des textes qui réglementent la filière culturelle de la fonction publique territoriale. Cette filière comprend les métiers de la conservation (musées du patrimoine et bibliothèques), et ceux de l'enseignement artistique (musique, danse, art dramatique, arts plastiques).

(Le nouveau statut des musiciens devrait leur donner satisfaction puisqu'il prend en compte leurs revendications en matière d'horaire et de tutelle, notamment. Les bibliothécaires s'obtiennent qu'un demi-salaire, l'archiviste de leur filière restait trop longtemps hiérarchisée, à leur avis (Le Monde daté samedi 10-dimanche 11 mars 1991).)

ARCACHON

Arcachon fait appel à candidatures pour recruter son

DIRECTEUR DE PORT

Rattaché au Président, vous prendrez la direction de l'ensemble du port d'Arcachon, régie à autonomie financière et morale, regroupant le port de plaisance (2 500 emplacements), le port de pêche (2 000 tonnes de poissons/an) et le centre nautique. Vos talents de gestionnaire et de manager, votre dynamisme vous permettront de coordonner, diriger et concilier les différents acteurs économiques du port. Vous serez également, dans le cadre de votre mission, ouvert à toutes les initiatives dans le contexte européen. Agé de 35 ans environ, de formation Bac + 5, Sciences Eco, Ecole Supérieure de commerce... vous avez nécessairement exercé une fonction similaire et vous connaissez le milieu maritime et de la pêche. Statut de droit privé en application de la convention collective des ports de plaisance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions avant le 30 septembre, 1991 à AFL CONSULTANTS - 79, avenue Jean-Jaurès 30900 NIMES.

AFL

فكرنا من الأصل

HEURES LOCALES

L'Hérault s'ouvre une porte sur l'Europe

Un accord avec les régions de Glasgow et de la Ruhr devrait permettre à des entreprises de se lancer à la conquête du marché européen

GLASGOW

de notre envoyé spécial

L'ACCORD «EuroGateway», signé jeudi 5 septembre sous les lambris de l'hôtel de ville de Glasgow entre une délégation du département de l'Hérault conduite par M. Gérard Saumade, président du conseil général, et les représentants des régions de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Glasgow, peut surprendre. M. Saumade, lauréat de la compétition «marriage de la coupe et du lapin». Malgré leurs différences de taille, l'Hérault, département peu industrialisé de 800 000 habitants, le district de Glasgow, agglomération de 1,2 million d'habitants en plein renouveau, et le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, région très développée de 17 millions d'habitants, ont cependant en commun la volonté de développer rapidement des structures permettant d'élargir le marché de leurs entreprises à d'autres pays européens.

Cet accord a d'ailleurs trouvé

avant même sa signature un début de concrétisation qui le distingue en cela de sympathiques mais assez inefficaces associations régionales. En effet, d'achèvement, le parc commercial de Port-Dundas, situé dans une ancienne distillerie à quelques minutes du centre de Glasgow, pour abriter dès la fin de l'été, sur 1 900 mètres carrés de locaux, les premières des douze entreprises françaises et allemandes qui souhaitent s'implanter en Europe. Au début de l'été prochain, les sites de Saint-Sauveur sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière, près de Montpellier, et de Castrop-Rauxel dans le triangle Düsseldorf-Dortmund-Essen accueilleraient eux aussi des entreprises européennes.

Ces sociétés bénéficieront pendant

trois ans du soutien total des trois agences locales de développement. A l'initiative de l'Agence de développement de Glasgow, ce sont elles qui ont mis au point cette coopération fondée sur la réciprocité. L'agence hôte se chargera du recrutement et de la formation du personnel et fournira son assistance pour le développement de chaque société sur la région. Au bout de trois ans, elles feront le bilan de l'expérience et décideront de leur implantation définitive dans leurs propres structures. Financé pour moitié par le Fonds de développement régional de la Communauté européenne, ce programme permettra à des entreprises de taille moyenne de bénéficier d'une aide importante pour leur implantation dans d'autres pays. L'Agence foncière du département de l'Hérault a ainsi déjà reçu 58 000 francs (420 000 francs), ce qui est, aux yeux de son directeur, M. Christophe Albère, «caractéristique de la volonté des responsables de la Communauté de

C. de C.

Lourdes perd son Café de la Poste

LOURDES

de notre correspondant

A Lourdes, le Café de la Poste était, pour les visiteurs et les habitants du haut de la ville sainte, l'équivalent de la grotte de Massabielle pour les pèlerins des sanctuaires dans le secteur bas de la célèbre Cité mariale. Un monument incontournable... Depuis plusieurs décennies, le Café de la Poste était devenu la chambre d'échos de la ville. Comme dans tous les bars qui se méritent, certains clients y refaisaient le monde. Toutes les classes de la population s'y rencontraient ou se croisaient sans barrière, à l'heure du petit café du matin, de l'apéritif du soir ou après les offices religieux de la paroisse voisine.

Le premier fast-food

Les fidèles de la messe quotidienne de retrouvailles appréciaient le cadre coquet et feutré de ce bar à nul autre pareil, fier de plusieurs générations et croulé d'hommes politiques, toutes tendances confondues, qui venaient s'y faire une notoriété.

L'ancien maire, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, le sénateur radical François Abadie, y a

installé sa permanence à l'étage au-dessus, après avoir perdu son fauteuil municipal en mars 1989, afin de ne pas se couper de ce passage obligé de la vie lourdaise. Un de ses prédécesseurs, le sénateur-maire, M. Antoine Beguère, y avait mis à demeure le siège du glorieux Football-Club Lourdes (nom d'un des plus prestigieux clubs de rugby du Sud-Ouest), dont il était le président au moment de la belle époque des années 50. Le Café de la Poste servait de mémoire au patrimoine sportif du club, neuf fois champion de France. Les frères Jean et Maurice Prat, Crauste, Rancoule, Martine y ont levé le Boudier de Brennus.

Depuis le 1^{er} septembre, les Lourdaises sont orphelins. Après avoir longtemps fait foi dans l'histoire de Lourdes, le Café de la Poste a fermé ses portes. Les habitués et les amoureux du passé y ont vu le dernier verre offert par la famille de M. et M^{me} Hubert Mounaix, les propriétaires. Ces derniers viennent de tourner la page en vendant l'affaire à McDonald's. La société américaine va créer le premier fast-food de Lourdes. Le hamburger laissera un goût amer aux nostalgiques...

J.-J. R.

Sainte-Sigolène capitale du film plastique

A l'approche de la quarantaine, le poumon économique de la Haute-Loire se porte bien, mais il retient son souffle

SAINT-SIGOLÈNE

de notre envoyée spéciale

DEPUIS que Sainte-Sigolène a troqué le foulard de soie contre le sac plastique, elle n'a cessé de prospérer, au point de devenir, en quelques années, le poumon économique de la Haute-Loire. Le plateau du Sigolène, situé au nord-est du département, à une trentaine de kilomètres de Saint-Étienne, débute à lui seul tiers de la production nationale de film polyéthylène, soit 180 000 tonnes par an, et possède un taux de chômage exceptionnel de 0,5 %.

La cité souveraine avait déjà connu une certaine grandeur au début du siècle, en devenant la capitale du foulard et du ruban. Elle profitait alors du savoir-faire des anciens canuts chassés de Lyon et venus s'installer sur ce plateau relativement proche. Mais la laine ayant détérioré la soie, la plupart des tisserands ont dû se reconverter. Ils se sont lancés dans une activité industrielle relativement différente, mais rentable et relativement simple : l'extrusion du polyéthylène.

Bulles spectaculaires

La proximité de la région Rhône-Alpes n'est pas étrangère à ce choix. C'est auprès des Stéphanois, déjà très industrialisés, que les Sigolénais ont découvert cette technique, dans les années 50. Aujourd'hui, l'agglomération de Saint-Étienne, cinq fois plus proche que celle de Clermont-Ferrand, fournit au plateau une partie de la main-d'œuvre qui lui fait défaut. Les élus de Haute-Loire ont d'ailleurs bien compris que leur département se développerait en se tournant vers Rhône-Alpes plutôt que vers leur région administrative, l'Auvergne. Ils viennent d'installer à Lyon un club de rencontres entre industriels de la Haute-Loire et entrepreneurs rhodaniens.

M. Abel Barbier, l'un des pionniers de Sainte-Sigolène, fait aujourd'hui partie des trois poids lourds du plateau, avec les Etablissements Fayard-et-Ravel (vendus en 1984 à un groupe anglais aux capitaux koweïtiens) et la société Januel. Mais il est devenu le premier producteur de sacs de sortie de crise, avec un chiffre d'affaires de 600 millions de francs en 1990. Il possède l'une des plus grandes usines de Sainte-Sigolène. On peut y voir ces gigantesques bulles qui font 16 mètres de tour de taille et s'élèvent jusqu'à 32 mètres

d'altitude avant de s'aplatir et de redescendre, mécaniquement cette fois, comme de vulgaires morceaux de tissu.

On obtient ces bulles en faisant fondre des granulés de polyéthylène (dérivé du pétrole constitué de carbone et d'hydrogène) auxquels on fait subir une injection d'air. La matière en fusion ainsi soufflée hors d'une extrudeuse prend l'aspect d'un ballon gonflable qui se refroidit en l'air. Lorsque la gaine de plastique redescend, on peut l'enrouler pour fabriquer des sacs ou la couper en longueur pour obtenir du film.

Le principal débouché des industriels sigolénais se trouve dans la grande distribution, qui consomme près de la moitié de la production (46 %) : friandise de polyéthylène extrudé, elle en fait des sachets pour l'emballage des fruits et légumes, des sacs à bretelles pour le transport des marchandises, des poches de congélation, des rouleaux alimentaires, des housses et des sacs poubelles... L'industrie avalée des tonnes de films rétractables ou étirables (40 % de la production), pour le suremballage de ses marchandises. On trouve ces gaines rigides autour des palettes ou des lots de produits alimentaires (bouteilles d'eau minérale, pots de yaourt...). Le bâtiment et, surtout, l'agriculture absorbent le reste (14 %) pour le paillage, l'ensilage, la couverture des serres et autres tunnels, qui augmentent le rendement des cultures en produisant des effets thermiques, herbicides et hydriques.

Mais M. Abel... craint que la grande distribution ne lui offre plus les mêmes marchés que par le passé. Déjà, la baisse de fréquentation des grands magasins, pendant la guerre du Golfe, l'a obligé à fermer trois de ses usines pendant quinze jours. La récession économique et l'apparition de la concurrence asiatique pourraient ralentir sa croissance en 1991.

De telles prévisions rendent les ouvriers moroses. En novembre 1990, ils ont été près de deux mille à participer à un mouvement de grève pendant douze jours, sur le plateau. Ils ont obtenu 340 francs d'augmentation, le versement d'un treizième mois ainsi que des primes d'ancienneté et de nuit. Néanmoins, leurs salaires restent très bas : 6 000 francs bruts, en moyenne, pour les ouvriers postés, le SMIC pour les femmes, en dépit de conditions de travail pénibles, l'extrusion du polyéthylène dégageant une désagréable odeur d'ozone et des températures élevées.

RAFAËLE RIVAIS

Mobilisation en Basse-Normandie

Suite de la page 13.

Des rumeurs indiquaient alors, selon lui, que la SNCF envisageait de ne pas renouveler l'accord qui la lie à la région jusqu'en 1994. La mobilisation autour du maintien de la ligne est imminente : 30 000 signatures sont recueillies rapidement, des dizaines de milliers d'affiches, de tracts et d'autocollants sont distribués. Des maires adhèrent individuellement et illustrent l'inquiétude de villes comme Avranches, Villerville, Montvillain, Bréil...

Si la municipalité de Granville met encore aujourd'hui en doute la réalité des menaces qui auraient pesé sur la ligne, Mme Paulette Guiné, conseillère municipale, alerte dès 1986 ses collègues du conseil régional : « Si nous n'avons rien fait à l'époque, on ne serait pas venu nous chercher et l'isolement du sud du département de la Manche se serait aggravé. Les études réalisées à l'initiative de la mairie de Granville, du conseil général et du conseil régional débouchent sur la même conclusion : la ligne Paris-Granville doit être modernisée. Il est vrai qu'avec quelques fois plus de quatre heures de trajet pour 348 kilomètres, cette liaison nationale décroche un record de lenteur. Avec des conséquences qu'admet volontiers M. Michel Douel, de la direction commerciale des lignes voyageurs de Normandie : coûts de maintenance et d'exploitation trop élevés et fréquentation en baisse.

Deux logiques contradictoires

La SNCF ne veut pas se lancer seule dans des travaux de modernisation : le retour d'investissements de la ligne n'atteint pas le seuil minimum de 8 %. Elle propose donc aux collectivités locales de prendre en charge une partie des 3 à 400 millions d'investissements nécessaires pour supprimer les courbes trop lentes en mettant certains tronçons en voie unique, seul moyen d'élever la vitesse sans parcourir des kilomètres supplémentaires et forcer. Un peu contraintes et encouragées, les assemblées départementales et régionales acceptent de financer cette modernisation qui débutera en 1995 ou en 1997, à la fin des travaux sur Paris-Cherbourg. Elle sera sans doute poursuivie par l'électrification de la ligne. Une opération dont le coût dépassera le milliard de francs. La région envisage de demander une subvention de la DATAR au titre de l'aménagement du territoire et le conseil général réclamera une contribution de 7 millions de francs à la commune de Granville, une perspective qui n'enchantait guère

M. Bernard Beck, le maire de Granville.

Si l'importance économique de la desserte ferroviaire du sud de la Manche n'échappe pas aux habitants de cette région au réseau routier saturé, ni aux usagers épisodiques de la SNCF que sont les propriétaires des résidences secondaires, ou les patients du prospectif centre de thalassothérapie de Granville, les conséquences de la fermeture, même partielle, de la ligne Caen-Rennes ne sont pas aussi évidentes. La ligne est certes vétuste (la vitesse maximum est de 50 km/h entre Avranches et Pontorson) mais indispensable pour les personnes âgées qui se rendent dans

Réussir l'interconnexion du TER et du TGV

Suite de la page 13.

De même, la région a choisi de consacrer une part de l'excédent dégagé en 1989 pour équiper certaines rames du TER de téléphons. Cela n'est pas sans conséquence. Il a fallu vaincre la cité de la communication : « Les gens trouvent normal d'avoir le téléphone dans la voiture mais pas dans le train », regrette M. Pouille. Ces « gadgets », même s'ils sont ambitieux, porteurs d'avenir et participent au changement d'image des transports en commun, représentent peu comparés à la remise à plat du système TER à laquelle travaille un groupe mixte SNCF-région dans la perspective de l'arrivée du TGV en juin 1993.

L'objet des réflexions porte sur la « grille TGV » à mettre en place avec les villes qui seront desservies et le nombre de trains qui s'y arrêteront. Il a fallu vaincre la cité de la SNCF pour que celle-ci accepte d'en discuter. Mais, pour l'heure, on reste très discret sur le sujet, car il est difficile de le mettre sur la place publique à six mois des élections régionales. Alors on s'en tient au simple terme de la désaturation d'utilité publique. Pourtant, d'ores et déjà, des travaux sont engagés pour l'électrification de certaines lignes, permettant notamment au TGV de desservir de nombreuses villes à travers la région.

Il faut aussi penser « grille TER » et « réseau TER », c'est-à-dire harmoniser les rabattements, assurer la desserte des villes qui vont perdre des liaisons jusqu'à assurées par des express grandes lignes, telles Arras ou Douai actuellement desservies par les trains Lille-Paris : telle encore, plus difficile, Maubeuge, qui bénéficierait

jusqu'à présent de liaisons rapides vers Paris parce que située sur la ligne Paris-Bruxelles et qui va se trouver avec la mise en circuit du TGV, à l'écart du nouvel axe de communication.

L'enjeu désormais doit être d'accroître les liaisons inter-cités à l'intérieur de la région, en assurant, dans la trame omnibus, des trains rapides reliant les villes de la région à 150 ou 140 kilomètres à l'heure. Et même d'imaginer une liaison hyper-rapide, à 200 à l'heure, du type de celle qui existe entre Strasbourg et Mulhouse. Le premier projet suppose surtout des investissements en matériel roulant : le second est plus lourd puisqu'il nécessite la suppression de tous les passages à niveau.

« Le TGV est un produit qui va être extrêmement frustrant », note M. Pouille. La SNCF considère qu'il est fait pour la grande vitesse et les grandes distances. Mais les gens qui sont sur le quai à Dunkerque n'accepteront pas qu'on leur refuse l'accès à des TGV qui, pour peu, arriveraient à Paris avant qu'eux-mêmes, usagers du TER, aient débarqué à Lille. D'où l'idée d'un TGV régional. Selon le même montage financier, des rames TER pourraient se glisser dans le sillage des TGV internationaux. L'idée fait frémir la SNCF. Elle est, pour l'instant mise entre parenthèses, mais pas forcément abandonnée. En fait, avec l'arrivée du TGV, c'est l'ensemble du réseau qui doit sentir le souffle de la grande vitesse. « On ne veut pas, affirment les élus de la région, être dans la même situation qu'en 1978, époque où les trains Corail voisinaient avec des wagons en bois. »

JEAN-RENÉ LORE

REPERES

RHÔNE-ALPES

Rencontre des villes organisatrices de Jeux olympiques d'hiver

Les représentants des quinze villes qui, depuis 1924 jusqu'en 1998, ont été choisies pour organiser des Jeux Olympiques d'hiver (dont Chamonix, Grenoble et Albertville), se sont retrouvés à Chambéry, en Savoie, du 10 au 12 septembre, à l'initiative de M. Michel Barnier, co-président du Comité d'organisation des futurs Jeux d'Albertville et président (RPR) du conseil général de la Savoie. L'objectif de cette première rencontre était de confronter les expériences et d'évaluer les conséquences de l'organisation de cet événement sportif sur une ville et son environnement.

La plupart des sites ont mis en valeur « l'effet de levier » qui leur a permis d'améliorer considérablement leurs capacités d'accueil, d'équipements et d'infrastructures, le développement touristique et surtout la notoriété internationale, dont l'impact est jugé éphémère. A l'exemple de Grenoble en 1968, mais aussi des dernières cités olympiques, Sarajevo (Yougoslavie) et Calgary (Canada), la préparation de « l'après-Jeux » est devenue une préoccupation majeure, notamment pour la réutilisation ou la reconversion d'installations sportives lourdes et onéreuses, comme les pistes de bobsleigh, des tremplins de saut ou les patinoires. Un souci qui préoccupe sérieusement les organisateurs savoyards toujours à la recherche de solutions.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Saint-Maximin fête son orgue restauré

« Maintenant, j'ai mon Stradivarius ! » Pierre Bardon, organisateur titulaire depuis trente-et-un ans de la basilique de Saint-Maximin (Var), dit, avec cette comparaison inattendue, sa joie de retrouver sous ses doigts l'orgue que, conquis, en 1775, le facteur Jean-Esprit Isnard, un dominicain à qui l'on doit également l'instrument de la cathédrale et de l'église Sainte-Madeleine d'Aix-en-Provence et celui de l'église Saint-Cannat, sur le Vieux-Port de Marseille.

Contrairement à ces derniers, l'orgue de Saint-Maximin est unique en cela qu'il a pu échapper à une forme de massacre perpétré par cette mode qui a longtemps sévi chez certains facteurs, consistant à mettre « au goût du jour » les instruments classiques, considérés comme démodés. « L'orgue de Saint-Maximin est un chef-d'œuvre de facture, précise Pierre Bardon, dans la mesure où c'est le seul orgue français classique à nous être parvenu tel que son facteur l'avait conçu. »

A partir de 1955, on a pris conscience de la valeur exceptionnelle d'un instrument sur lequel, pendant dix ans, ont veillé le facteur Pierre Chéron et le Dr Rochas, qui attirèrent l'attention des organistes et musiciens sur sa valeur. Il a tout de même fallu dépenser 1,6 million de francs (répartis entre Etat : 60 %, région : 35 % et commune : 5 %) pour restaurer l'orgue du Frère Isnard sa pureté originelle. La restauration a été confiée à un facteur d'origine vosgienne installé à Carcès (Var), Yves Cabourdin, à qui il a fallu quatre ans et plus de dix mille heures de travail pour restaurer claviers et pédaliers, restaurer les soufflets, les sommiers, la mécanique, le superbe buffet et accorder les 2 962 tuyaux.

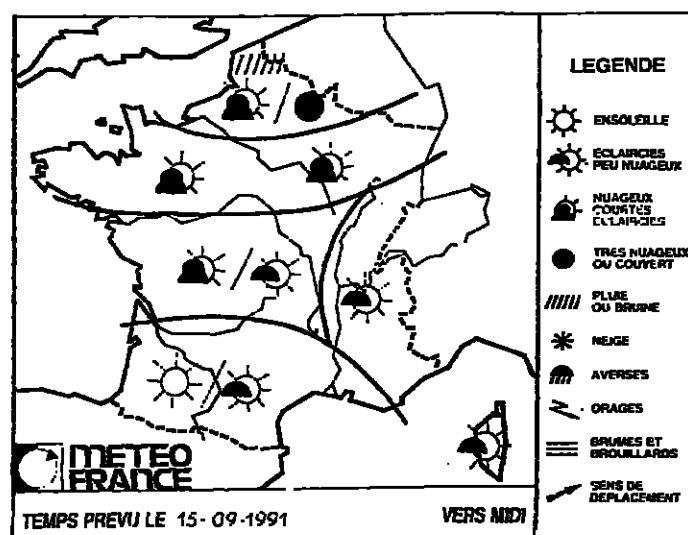
« Le génie du Frère Isnard, explique M. Cabourdin, éclate dans la façon qu'il a eue de tirer le maximum d'effets d'une mécanique réduite à l'essentiel. L'instrument possède quarante jeux et il remplit magnifiquement le grand vaisseau gothique dans lequel il s'insère. Si on voulait le rejeter aujourd'hui, il faudrait au moins cent jours pour arriver au même résultat. »

Pour fêter cette résurrection, une série de manifestations sont prévues à partir du 20 septembre, où Michel Chapuis donnera un concert suivi, le 21 septembre à 19 h 30, par André Isoir.

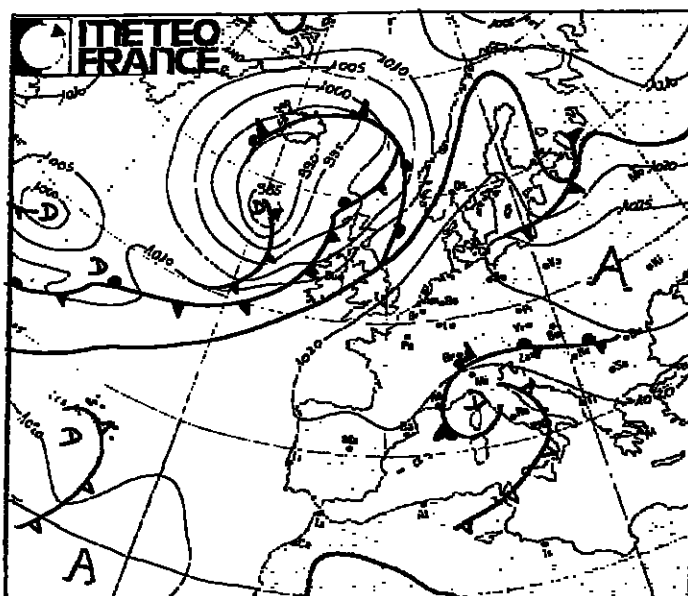
Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Michel Delberghe et de nos correspondants : Etienne Banzet (Rouen), Jean Contrucci (Marseille), Claudine Mettetal (Macon) et Jacques Monin (Montpellier).

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 15 septembre 1991
Nuages au nord de la Loire et quelques pluies au nord de la Seine. Soleil prédominant ailleurs.



SITUATION LE 14 SEPTEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



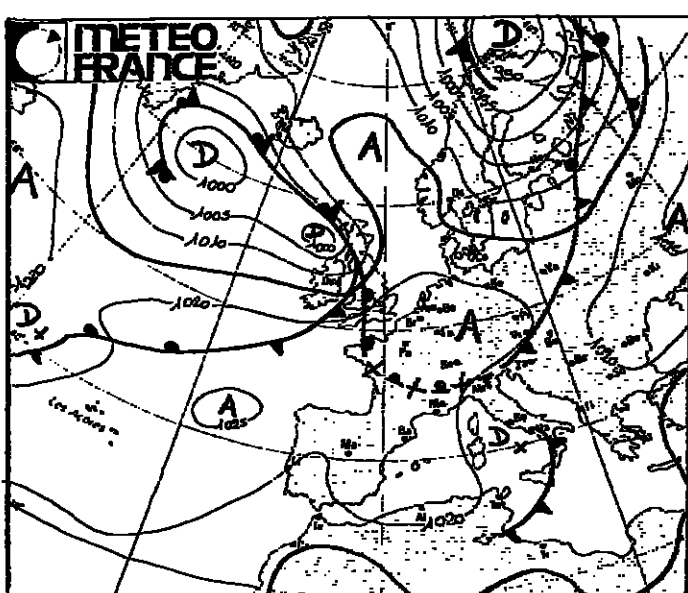
Lundi 16 septembre: Beau temps dans l'ensemble. Les régions du Nord-Picardie aux Ardennes, à la Lorraine et à l'Alsace se réveilleront sous un ciel couvert. Il bruiera sur l'extrême nord du pays. Ces brumes pourront persister toute la journée, alors que, sur les Ardennes et le Nord-Est, de belles éclaircies apparaîtront au cours de la journée.

Ailleurs, les brumes et les brouillards seront encore présents, mais ne devraient pas persister bien longtemps dans la matinée. Après leur dissipation, le soleil brillera généreusement. Toutefois, en cours d'après-midi, des nuages pourront faire leur apparition sur l'extrême Sud-Est et la Corse, mais ils ne seront pas menaçants.

Les températures minimales seront de l'ordre de 11 à 13 degrés sur l'ensemble du pays et atteindront 16 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Les températures maximales varieront de 20 degrés sur l'extrême nord du pays de 23 à 25 degrés de la Bretagne à la Normandie, au Bassin parisien et au Nord-Est, 25 à 28 degrés sur le Centre, 28 à 30 degrés sur le Sud-Ouest et le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-9-1991 à 18 heures TU et le 14-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE			TOULOUSE			LUXEMBOURG			LOS ANGELES		
ALGER	27	18	O	TOURS	24	14	D	LOS ANGELES	21	17	N
BARCELONE	27	16	D	POINTE-A-PITRE	33	26	D	MADRID	26	20	D
BORDAUX	27	16	D	ÉTANGER							
BRESCIA	27	16	D	ALGER	32	22	D	MILAN	24	14	O
CADIX	25	18	D	AMSTERDAM	30	20	D	MONTREAL	18	5	A
CHERBOURG	27	18	D	ATLANTA	25	15	D	MOSCOW	21	17	P
CLEMONT-FR.	24	18	D	BANGKOK	33	28	C	NAIROBI	24	11	D
DJIBOUTI	27	18	D	BARCELONE	25	20	N	NEW-YORK	25	17	C
GENÈVE	27	14	N	BELGRADE	28	28	D	OSLO	14	11	A
GRANVILLE	27	18	D	BELLEVILLE	28	19	D	PALMA-DE-MAJ.	30	18	C
LYON	27	18	D	BRUXELLES	19	10	D	PARIS	27	18	P
MARSEILLE	27	19	N	LE CAIRE	28	20	D	PERKIN	19	17	P
NANTES	27	18	N	COPENHAGUE	16	9	D	RIO-DE-JANEIRO	21	17	D
NICE	27	18	D	DAKAR	29	27	D	ROME	20	15	P
PARIS-MONT.	27	18	D	DEZEL	29	26	N	SINGAPOUR	31	28	C
PAU	27	18	D	MADRID	29	26	N	STOCKHOLM	16	15	N
PERPIGNAN	27	21	D	GENÈVE	21	16	N	SYDNEY	15	13	N
RENNES	27	18	D	HONGKONG	31	26	D	TOKYO	23	21	A
STRASBOURG	27	18	D	ISTANBUL	23	19	D	TUNIS	30	23	N
				CHICAGO	25	15	D	VIENNE	17	15	D
				LISBONNE	25	21	D				
				LONDRES	22	14	D				

Legend: A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = dégagé, E = éclaircies, F = foudre, G = grêle, H = neige, I = pluie, J = soleil, K = vent, L = vent fort, M = vent très fort, N = vent très fort et pluie, O = vent très fort et neige, P = vent très fort et pluie et neige, Q = vent très fort et pluie et neige et foudre, R = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle, S = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil, T = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie, U = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige, V = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige et pluie, W = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige et pluie et pluie, X = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige et pluie et pluie et pluie, Y = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige et pluie et pluie et pluie et pluie, Z = vent très fort et pluie et neige et foudre et grêle et soleil et pluie et neige et pluie et pluie et pluie et pluie et pluie.

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans le Monde radio-télévision ; o Film à éviter ; a On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 14 septembre

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
- 22.35 Série : Un privé au soleil. Troisième round. Un boxeur a disparu.
- 0.05 Magazine : Formule sport.
- 1.05 Journal et Météo.
- 1.25 Journal.
- 1.30 Série : Enquêtes à l'italienne.
- A2**
- 20.45 Magazine : La Nuit des héros. Des faits divers réels et fictionnalisés et agrémentés d'un jeu. D'après « Rescue 911 », une émission de la chaîne américaine CBS.
- 22.20 Magazine : Double jeu. Invités : Richard Béranger, Dave Stewart, William Sheller, Stéphane Elcher, Omar. Questions-réponses et variétés aux Folies-Bergères.
- 23.20 Téléfilm : Bleu privé.
- 0.10 Journal et Météo.
- 0.35 Téléfilm : Les Héritiers.
- FR 3**
- 19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La SEPT —
- CANAL PLUS**
- 20.30 Série : Le Gang des tractions. L'homme aux chiens. En 1945, l'inspecteur Boissac contre Pierrot le Fou, chef gangster.
- 22.00 Documentaire : Amateurs jusqu'au bout du monde. Voyages de vidéastes.
- 22.50 Flash d'informations.**
- 22.55 Les Superstars du catch.**
- 0.00 Cinéma : Pilotes de charme.** Film américain, classé X, de Michael Craig (1990).
- 1.25 Cinéma : Tatte Danielle.** Film français d'Etienne Chatiliez (1989). Avec Talia Chelton, Catherine Jacob, Isabelle Nanty.
- LA 5**
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Police des policiers. Un fic intègre contre des éripoux.
- 0.05 Journal de la nuit.
- 0.15 Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits. Épouvante. Premier numéro.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Souviens-toi de Vienne. En 1938, deux jeunes filles, la montée du fascisme et de l'antisémitisme.
- 22.20 Téléfilm : Au-dessus de la loi. Proche d'une certaine forme de justice.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique : Rapline.
- LA SEPT**
- 20.55 Documentaire : Il était une fois les sept Siméon.
- 22.25 Le Courrier des téléspéc-tateurs.
- 22.40 Soir 3.
- 22.50 Débat : Dialogue. Georges Duby-Guy Lardreau.
- 23.45 Cinéma d'animation : Images.

Dimanche 15 septembre

- TF 1**
- 20.40 Cinéma : File ou voyou. Film français de Georges Lautner (1978). Avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru.
- 22.35 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.40 Cinéma : Marn'zelle Cri-Cri. Film autrichien d'Ernst Marischka (1956). Avec Romy Schneider, Hans Moser, Walter Brauer.
- 0.25 Magazine : Télétrône (rediff.).
- 0.50 Journal, Revue de nuit et Météo.
- A 2**
- 20.45 Série : Renseignements généraux. Lanoux enquête chez un Lord anglais.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Jacques Attali, 1492, David Putnam, Istvan Szabo, Nels Arestup, Peter Klasen ; opération offre de dictionnaires aux lycées de Roumanie.
- 23.35 Documentaire : Kwai, un an d'enquête. Le fameux pont dans son véritable contexte.
- 0.40 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.45 Soirée spéciale : Ces maladies qui tuent encore. Reportages à Madagascar, en Éthiopie et en Ouganda, suivis d'un débat.
- 22.30 Magazine : Le Divan. Invité : John Boorman, cinéaste.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.10 Histoire de voir. Gustave Le Gray.
- 23.15 Cinéma : Beaucoup trop pour un seul homme. Film italien de Pietro Germi (1967). Avec Ugo Tognazzi, Stefania Sandrelli, Renée Longarni (v.o.).
- 0.50 Musique : Carnet de notes. Egmort (ouverture), de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Londres ; dir. Sir Colin Davis.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Nuit d'été en ville. Film français de Michel Deville (1980). Avec Jean-Hugues Anglade, Maria Trintignant.
- 21.50 Flash d'informations.
- 22.00 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : le big match, les championnats étrangers, les buts de la D1 et de la D2 ; L'Événement : Football américain : match de championnat de la NFL.
- 1.05 Cinéma : Sans famille. Film français d'André Michel (1958). Avec Joël Fataleau, Gino Cervi, Pierre Brasseur.
- LA 5**
- 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabach. Invité : G. Merchais.
- 20.35 Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Quelques messieurs trop tranquilles. Film français de Georges Lautner (1972). Avec Jean Lefebvre, Paul Préboist, René Saint-Cyr.
- 22.30 Magazine : Reporters. Le marché de l'innocence. Le travail des enfants.
- 23.25 Magazine : Top chrono.
- 0.05 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.30 Magazine : Sport 6 (et à 20).
- 20.40 Cinéma : Onde de choc. Film américain de Nico Mastorakis (1984). Avec Joseph Bottoms, Kirstie Alley, Lana Clarkson.
- 22.30 Capital.
- 22.40 Cinéma : Je suis une nymphomane. Film français de Max Fésac (1970).
- LA SEPT**
- 20.30 Cinéma : El Verdugo. Film italo-espagnol de Luis García Berlanga (1963) (v.o.).
- 22.00 Court métrage : Los Mortos.
- 22.40 Cinéma : L'Année dernière à Marienbad. Film français d'Alain Resnais (1961).
- 0.10 Court métrage : Gigi. D'André Weisner.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS ÉCONOMIQUES

CARNET DU Monde

Décès

M. Hubert de Clausade, dit Roland Hubert, Josseline de Clausade, Pierre Jourdan et leurs enfants, Romain et Aymeric, Philippe et Brigitte de Clausade, leurs enfants, Virginie et Arthur, Richard de Clausade et Valérie Loiseau, Hervé de Clausade, Anne-Marie Hazaël et leur fils Jérôme, Robert Omont, Jean et Raymonde Valière, Les familles de Clausade, Omont, Maitrepierre et Moré.

ont la douleur de faire part du décès de

Léon de CLAUDE,

survenu à Paris, le 12 septembre 1991, dans sa soixante-deuxième année, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Compassion, place du général Kœnig, porte des Ternes, Paris-17.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, boulevard Delcassé, 75016 Paris.

M. Guy Sibony, président du Comité français des amis de l'hôpital Shaaré Zedek à Jérusalem, Les membres du conseil et l'ensemble des collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri GLASBERG, président, fondateur,

survenu le 5 septembre 1991.

M. Jean Kunlin, son épouse, Le docteur et M. Antoine Kunlin et leurs enfants, Marie-France Kunlin, Dominique Kunlin, M. et M. Jean-Philippe Kunlin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean KUNLIN, leur époux bien-aimé, père et grand-père,

survenu le 11 septembre 1991, à Boulogne.

Le service religieux sera célébré à l'Eglise française de l'Assommoir, 19, rue Cortambert, Paris-16, le mardi 17 septembre, à 14 heures.

Il sera suivi de l'inhumation qui aura lieu au nouveau cimetière de Boulogne, avenue Pierre-I^{er}, à Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, rue de Stèves, 92100 Boulogne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5807

HORIZONTALEMENT

I. Est beaucoup moins tendre que le poulet. — II. Très rouge, vu de face. Un carrossier dans les eaux stagnantes. — III. Fournit un colorant. Supprime. Article. — IV. Faire l'innocent. Occasions agréables pour ceux qui veulent succomber. — V. Pronom. En France. Se pose sur une nappe. — VI. Me badine sans avec l'amour. Élément d'un cercle. — VII. Ne sont pas comme de l'argent. Point d'une orbite le plus proche de la Terre. — VIII. Pas bien emballé. Rousse, dans la Haute-Corse. — IX. Qui n'ont pas pris leur bain. Peuple du Brésil. Une partie de l'ensemble. — X. Dans le sud de l'Oural. Quand ils sont graves, c'est ouvert. — XI. Direction. Peut courir sur le haricot. Peut être cloué sur un fauteuil. — XII. Le dernier mot. Langue ancienne. — XIII. Sac de nuit. Ligne de tête. Plus vieux que jamais. — XIV. Peut faire des calculs. Permet d'y voir clair dans le vestibule. — XV. Orientaux. Un vulgaire avantage. Invite à se détendre.

VERTICALEMENT

1. Pour l'exprimer, on n'a pas besoin de mots. — 2. Est moins exposé que le front. Pries avec les jambes. — 3. Est parfois un peu cruche. Qualifie un choc qui se produit sur le billard. — 4. A qui on peut demander conseil. Règles. Roi. — 5. Fait la balote avec sa dame. Sortes de grandes cruches. Possessif. — 6. Prouve qu'on a été trop brutal. Poèmes. Appareils dans une salle. — 7. Dans la banlieue de Limoges. Un peu trop gras. Capitale. — 8. Possessif. Petit pris. — 9. Travaille pour la galerie. Parfois admirée pour sa chevelure. — 10. On il y a une coupure. Nous prive d'un plaisir. Pronom. — 11. Peut faire des poursuites. Petit, peut être assimilé à la bagatelle. Foncé. — 12. Un aspect du papier. Pronom. Commun en première année. — 13. Adverbe. Comme une senné, quand on entend sonner. Instrument de chasse. — 14. Donne la vie. Veste pleine. Lettre. — 15. Ne s'intéressent pas du tout à ce qui est au-dessous de la ceinture. Coupés.

Solution du problème n° 5806

Horizontalement

I. Gorilles. — II. Ruineuses. — III. Itou. Tapi. — IV. Ni. Titus. — V. Claire. — VI. Pleurer. — VII. Sine. — VIII. Empêché. — IX. Sine. — X. Eu. Nd. — Fdt. — XI. Estuaries.

Verticalement

1. Grincheuse. — 2. Outil. Tue. — 3. Rio. Après. — 4. Intuitivement. — 5. Lâ. Ira. Pneu. — 6. Lutteuse. — 7. Esai. Rat. Fil. — 8. Sept. Erreur. — 9. Si. Trieste. — 10. GUY BROUTY.

مكتبة من الأصل

502 من الاجل

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 15 - Lundi 16 septembre 1991 17

91 5

BILLET

Mal de l'air aux États-Unis

Les compagnies aériennes nord-américaines sont gravement malades. On vient d'apprendre coup sur coup qu'American Airlines, le numéro 1 américain et mondial allait amputer son programme quinquennal d'investissements de 500 millions de dollars (3,5 milliards de francs) et demander aux aviateurs de retarder, voire d'annuler certaines commandes d'avions. Au Canada, les deux principales compagnies annoncent qu'elles licencieront : 1 300 personnes pour Canadian International, soit 8 % du personnel ; 900 personnes chez Air Canada, soit 4 %.

Au train où vont les catastrophes, le pire n'est plus impossible. Des bruits insistants font état de difficultés chez Northwest. USAir n'est pas en forme. On se souvient que « bénéficiaire » de la protection de la loi sur les faillites TWA, Continental, America West, Midway et — pour le troisième fois de son histoire — Braniff et qu'ont été dissoutes ou absorbées Eastern et la glorieuse PanAm. On peut légitimement se demander si le ciel américain ne sera pas dominé, avant longtemps, par trois compagnies qui auront résisté, vaillamment, aux tourments de la dérégulation et du marché : American, United et Delta Airlines. Il faut incriminer l'invasion du Koweït qui a renchérit, un temps, le prix du carburant et l'irak qui a conduit les Occidentaux à préférer la quiétude du domicile aux risques supposés du voyage. Pour relancer une demande anémiée, les compagnies nord-américaines ont succombé alors à leur démon favori et se sont lancées dans une guerre des prix qui les a amenées à réduire de 25 % à 60 % certains de leurs tarifs les plus bas et l'on pourra, cet hiver, traverser l'Atlantique au départ de New-York pour à peine plus de 2 000 francs l'aller-retour. Ce genre de cavalerie a achevé les éclopés.

L'Europe succombera-t-elle aux mêmes maux ? Certes, au mois de juillet, ses vingt-deux compagnies ont encore enregistré un recul de leur trafic international de 7 % pour les passagers et de 5,8 % pour le fret. Mais ce ne sont pas les tarifs bradés, plutôt les coûts excessifs. Toutefois, la protection des États, qui demeurent souvent actionnaires de ces transporteurs, et une réglementation forte limitant, pour l'instant, les dépôts de bilan, les licenciements brutaux et les fusions spectaculaires.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

□ SNCF : préavis de grève pour le 19 septembre. — Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC des agents de conduite de la SNCF ont déposé un préavis de grève pour le 19 septembre. L'arrêt de travail pourra commencer le 18 septembre à 20 heures et s'achever le 20 septembre à 8 heures.

□ 22 millions de chômeurs en Europe de l'Est en 1992. — Le nombre de chômeurs en Europe de l'Est, URSS comprise, va continuer d'augmenter et pourrait atteindre 22 millions en 1992, a déclaré M. Herbert Maier, directeur général adjoint de l'Organisation internationale du travail (OIT), vendredi 13 septembre à Paris, lors d'une conférence sur les marchés de l'emploi dans ces pays. Il a toutefois reconnu qu'il était impossible à l'heure actuelle d'évaluer son niveau en URSS. M. Guy Standing, un des responsables de la recherche à l'OIT, a évalué les sureffectifs du secteur public à 30 % en Union soviétique et à 20 % en Tchecoslovaquie. Pour l'OCDE, qui a organisé cette conférence de concert avec l'OIT, le chômage devrait progresser de bien plus de 10 % en Europe de l'Est en 1992. — (Reuters)

En présentant un nouveau projet de politique agricole

Les Douze veulent débloquent les négociations du GATT

L'Uruguay Round, cette négociation commerciale multilatérale engagée en 1986 dans le cadre du GATT (1) devrait être conclue avant la fin de l'année conformément à l'engagement pris à Londres en juillet dernier lors du sommet des sept principaux pays industrialisés. La « Quadrilatérale » où se retrouvent régulièrement, au niveau ministériel, les quatre principaux protagonistes (États-Unis, Canada, Japon, Communauté) et qui était réunie vendredi 13 et samedi 14 septembre à Angers l'a confirmé. Et les nouvelles propositions agricoles des Douze pourraient permettre de débloquent la situation.

ANGERS

de notre envoyé spécial
Les pourparlers n'ont guère progressé depuis l'échec de la conférence ministérielle à Bruxelles, en décembre 1990, provoqué par le

La visite en Tchecoslovaquie du secrétaire d'État au commerce extérieur

M. Jeanneney souhaite apaiser la polémique sur les importations de viande

PRAGUE

correspondance
A son arrivée à Prague, jeudi 12 septembre, près d'une semaine après la réunion du conseil des ministres des Douze à Bruxelles, vendredi 6 septembre, où l'opposition de la France à l'augmentation des importations de viande bovine et ovine de Tchecoslovaquie, Hongrie et Pologne vers la CEE a provoqué une réaction très forte de ces trois pays, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État au commerce extérieur, a estimé que « l'émotion va retomber ».

« Il serait très dommageable que cette affaire soit montée en épingle et crée des tensions qui crispent les deux opinions publiques l'une contre l'autre », a-t-il déclaré, avant de reconnaître que « le gouvernement n'a pas assez pris conscience de la portée symbolique de cette affaire ».

Le président Vaclav Havel avait notamment exprimé sa « déception » devant l'attitude française. Au cours d'un entretien avec le ministre de l'économie, M. Vladimir Dlouhy, M. Jeanneney l'a « supplié de bien vouloir considérer que ce n'était qu'un aspect des choses par rapport à une globalité beaucoup plus large ». Il faudrait que « la Tchecoslovaquie prenne conscience (du rôle) de la France à l'intérieur de la CEE pour pousser dans le sens d'une marche plus rapide », lors des négociations de Bruxelles. La France dont « les réfractaires sont pleins à 100 % », a pourtant fait avancer les négociations dans le domaine agricole (viande porcine, céréales, fruits rouges), mais surtout dans le domaine des produits industriels : elle a « poussé à ce qu'on accélère l'ouverture du marché communautaire (au textile des trois petits d'Europe centrale) qui sera complète au 1^{er} janvier 1996, deux fois plus tôt que dans le sens inverse ». « Une asymétrie qu'il est possible et même sou-

desaccord entre la CEE et les autres principaux pays producteurs sur la manière de libéraliser les échanges agricoles. Mais la Communauté semble convaincue que le dialogue peut être efficacement renoué, grâce au projet de réforme de la politique agricole commune (PAC) présenté par la Commission voici quelques semaines.

Ce projet prévoit une modification radicale des mécanismes de soutien de l'agriculture européenne avec, pour les céréales, des baisses de prix de 35 % étalées sur cinq ans voire davantage et combinées avec d'ambitieux programmes de gel des terres. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, espère convaincre les Américains que la mise en œuvre de la réforme devrait entraîner une réduction de la production agricole des Douze et, par là même, un allègement de la pression que la CEE exerce sur les marchés.

Les États-Unis seront-ils prêts à jouer ce jeu, autrement dit à tabler sur une révision de la PAC, plutôt

qu'à essayer d'arracher des concessions commerciales ? Les négociateurs européens en sont persuadés, à condition bien sûr que les Douze annoncent la couleur avec netteté. Il ne s'agit pas, bien sûr, de « bouclier » la réforme avant la fin de l'année mais de parvenir à un engagement politique indiquant clairement l'orientation prise et les moyens choisis.

Les ministres de l'agriculture des Douze reprendront le débat sur les propositions de la Commission les 23 et 24 septembre, alors que, le 23 septembre, les paysans descendront dans la rue pour demander de ne pas être oubliés dans ces tractations.

Dans l'entourage de M. Andriessen, on se montre persuadé qu'un conseil européen devra se saisir de ce double dossier. La réunion des chefs d'État prévue en octobre afin de définir leur politique à l'Est pourrait en fournir l'occasion.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le GATT est l'Organisation qui réglemente et surveille le commerce international.

Scandale en Bordelais

Le fisc part en guerre contre le détournement des droits de plantation

BORDELAIS

de notre correspondant

Le fisc vient de déclencher une mini-révolution dans le Bordelais, en épinglant trente viticulteurs qui ont réussi à contourner le strict contingentement des droits de plantation. L'autorisation de planter de nouvelles vignes n'est délivrée qu'au compte-gouttes — de l'ordre de quelques dizaines d'ares par viticulteur et par an — afin de prévenir une surabondance de production qui ferait chuter les cours. Mais vendre plus est aussi très tentant.

C'est ainsi qu'est née l'astuce des « faux fictifs ». Un décret de février 1987 autorise le preneur d'un bail rural à céder ses droits de plantation au bailleur. Le viticulteur en mal d'expansion passe un bail avec des vigneronnes proches de la retraite, ou même déjà retraitées. Une fois les droits de plantation récupérés, et les vignes plantées, le bail est résilié et le tour est joué.

L'Institut national des appellations d'origine (INAO) s'est ému de cette pratique qui, aux yeux du fisc, est une fraude. Selon la direction des impôts de Gironde, trente procédures sont engagées actuellement « portant sur 300 hectares, dont 100 hectares en Médoc, 100 dans les Graves, et 100 dans l'appellation bordelaise et premières cotes de Bordeaux ». Mais, dans les milieux viticoles, les chiffres de 1 000 voire 2 500 hectares circulent.

Le procureur de la République de Bordeaux va être prochainement saisi des treize premiers dossiers établis par la direction générale des impôts. Pour marquer les esprits, la DGI a frappé des viticulteurs de renom, grands propriétaires dans les Graves ou en Médoc. Les contrevenants encourrent une amende de 3 000 francs par hectare et par année de plantation irrégulière. Et surtout la menace de l'arrachage, « la seule sanction naturelle », selon la direction des impôts, qui s'appuie sur une ordonnance de 1989.

GINETTE DE MATHA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Les comptes consolidés de Valeo pour le premier semestre 1991 font ressortir un bénéfice net du Groupe de 285 millions de francs, soit 2,8 % du chiffre d'affaires. Pour le premier semestre 1990, à périmètre comparable, il s'élevait à 498 millions de francs, soit 4,5 % du chiffre d'affaires.

L'ensemble des comptes du premier semestre sera soumis à l'examen habituel du Conseil d'Administration de Valeo fixé le 25 septembre prochain.

L'ouverture des négociations sur les salaires

M. Soisson relance la politique contractuelle dans la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, engagera la semaine prochaine des contacts bilatéraux avec les syndicats de fonctionnaires dans la perspective d'un accord salarial 1991-1992 (le Monde du 14 septembre). La négociation proprement dite, que le ministre veut boucler avant la fin du mois, devrait s'ouvrir très rapidement. Quant aux syndicats, ils réclament avant toute chose l'apurement du contentieux lié aux années 1988-1989.

Fort de l'aval présidentiel, M. Soisson est très pressé de conclure un accord salarial avec les syndicats de fonctionnaires. Cette hâte s'explique aisément. Bloqués depuis avril 1990, la politique contractuelle dans la fonction publique a besoin d'une dynamique nouvelle pour réactiver les autres négociations — sur la mobilité, les conditions de travail et la formation — qui, elles aussi, sont en panne. En outre, un large accord améliorerait les rapports, plus tendus entre le gouvernement et les syndicats. Il représenterait aussi un succès personnel pour l'animateur de France unie.

Formis les réserves de la FEN, qui a programmé une journée d'action le 12 octobre, les syndicats souhaitent eux aussi que les choses ne traînent pas.

Face au ministère de l'économie et des finances — dont les réserves restent fortes — M. Soisson et ses

interlocuteurs sont d'accord pour estimer que bloquer les augmentations générales ne désarme pas pour autant la pression salariale. En effet, les mesures catégorielles expliquent dans une très large mesure la progression de 5,15 % de la rémunération moyenne des agents de l'État observée depuis le début de l'année. Les représentants des fonctionnaires sont également conscients que la conclusion d'un accord témoignerait de leur capacité à peser sur les choix du gouvernement.

A l'exception de la CGT, les syndicats acceptent le principe de hausses générales calquées sur l'inflation, telles qu'elles sont envisagées dans l'immédiat pour 1991 et 1992 (soit 5,3 % sur deux ans). Pour autant, leur signature est encore loin d'être acquise car ils exigent le respect des engagements antérieurs, ce qui implique un apurement du contentieux lié à l'accord 1988-1989. Vendredi 13 septembre, le « groupe des Cinq » (CFDT, Autonomes, CFTC, CFE-CGC, FEN) a rappelé que c'est à ce prix que pourront s'engager de « véritables négociations », alors que FO a répété que la prise en compte du « passif » reste « un préalable ». Avec une hausse supplémentaire de 1 % (cinq points d'indice), l'affaire serait entendue. Mais le ministre, qui se dit prêt à aborder « toutes les questions et notamment celle du rattrapage », sait fort bien que ce « plus » est difficile à accepter pour un gouvernement confronté à de délicats arbitrages budgétaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

Relance à l'américaine

Suite de la première page

La désescalade des taux est donc spectaculaire : presque trois points en un an.

Le taux de l'escompte qui a été abaissé vendredi pour la quatrième fois depuis décembre 1990 est un taux de refinancement privilégié et exceptionnel des banques auprès de l'une des douze banques fédérales américaines : lui aussi a été fortement réduit puisqu'on le retrouve à 5 % alors qu'il était encore à 7 % en décembre dernier. Le niveau actuel est le plus bas jamais atteint depuis 1973. Du coup les banques américaines, petites et grandes (National Bank of Royal Oak, Morgan Guaranty, First Interstate...) ont abaissé d'un demi-point leur taux de base, le « prime rate » réservé aux meilleurs clients.

Cette politique de désescalade des taux qu'on retrouve en Grande-Bretagne est permise par le ralentissement progressif de l'inflation. Les prix de gros n'augmentent plus que de 2 % l'an aux États-Unis et l'on a appris, vendredi après-midi 13 septembre, que les prix de détail avaient progressé de 0,2 % en août comme en juin et juillet, ce qui correspond à un rythme annuel d'à peine 2,5 %. En Grande-Bretagne, le premier ministre a annoncé triomphalement vendredi, non sans arrière-pensées électorales, que l'inflation était « vaincue », alors qu'il avait publié l'indice des prix de détail qu'il tendait en hausse de 4,7 % seulement, soit en rythme annuel le plus faible niveau depuis trois ans.

Pas de reprise classique

Ainsi s'éloignent lentement mais sûrement les craintes qui se développaient il n'y a pas si longtemps aux États-Unis d'une accélération de l'inflation. Le comportement des taux à long terme qui, eux, dépendent du marché et qui le plus souvent annoncent l'évolution des taux courts est éloquent : ils baissent, démontrant que les épargnants prévoient un ralentissement durable des hausses de prix.

Est-ce assez pour relancer une activité économique qui probablement repart mais le fait mal ? Il est certain que la révision en baisse des résultats de la production nationale au deuxième trimestre incite les autorités monétaires à réduire le prix de l'argent. En avril-mai-juin, la production nationale a reculé, faiblement certes (de 0,1 % en rythme annuel) mais a reculé alors que les premiers calculs de l'administration avaient fait penser que la croissance était repartie après six mois de récession (1). Le troisième trimestre fera probablement apparaître une reprise, bien que les ventes d'automobiles, en baisse de 1,5 % au cours des dix premiers jours de septembre, soient très décevantes. Mais ensuite ? L'économie

américaine avait littéralement bondi à la suite de la très dure récession de 1981-1982. Mais à cette époque la reprise avait été largement facilitée par une politique très généreuse de baisse des impôts voulue par M. Reagan.

Rien de tel actuellement : au contraire même, puisque la stratégie de réduction du déficit budgétaire mise au point d'un commun accord par l'administration et le Congrès est traduite par des hausses des taxes. Le pouvoir d'achat des salaires ne progresse pas ; l'emploi a beaucoup baissé ; l'épargne a atteint de si bas niveaux qu'on voit mal comment elle pourrait encore se réduire pour relancer les dépenses des ménages ; les profits de nombreuses entreprises sont en baisse ; les chances d'une reprise « classique » paraissent faibles. C'est ce qu'a voulu dire Wall Street en baissant vendredi 13 septembre à la seule annonce d'une baisse des ventes de détail au cours du mois d'août. Réaction qui montre que la baisse des taux était soit anticipée soit jugée insuffisante.

Insuffisante ? Si l'on estime comme la plupart des économistes que le taux de l'inflation est maintenant d'environ 4 % aux États-Unis et qu'il restera à ce niveau pendant longtemps (c'est ce qu'anticipent les marchés), le taux réel du marché monétaire ne dépasse plus guère 1 %. Mais les taux longs, ceux des obligations, qui intéressent davantage les entreprises, s'inscrivent encore à 8 % en nominal, soit 4 % en taux réel. Le taux de base bancaire, même ramené à 8 %, met encore le coût réel du crédit à au moins 4 %.

Quant aux taux hypothécaires qui déterminent le prix de l'argent pour le logement et la construction, ils se situent toujours à 9 % soit 5 % en taux réels. A bien y regarder tous ces taux ne sont pas si bon marché. Seul le « commercial paper », le coût du crédit que se font entre elles les entreprises, est bas : 5,25 %, soit un peu plus de 1 % en taux réel. L'ennui est que seules les grandes firmes y ont accès.

Dans la mesure où seule la baisse des taux d'intérêt est actuellement porteuse de reprise, les décisions prises par la Réserve fédérale paraissent finalement justifiées. Les pays industrialisés feraient bien de profiter — comme le font les États-Unis et la Grande-Bretagne — de la période actuelle de désinflation. Rien ne dit après tout que celle-ci durera très longtemps, la reconstruction des pays de l'Est risquant un jour de bouleverser la donne en apportant dans le monde plus de croissance. Et... plus d'inflation.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Le PIB américain a baissé de 1,6 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1990 et de 2,8 % au premier trimestre 1991.

SEMAINE DU 9 AU 13 SEPTEMBRE

PARIS

Le record du vendredi 13

Les superstitieux attendaient de pied ferme. Que se passerait-il lors de ce vendredi 13, le premier de l'année 1991 ? Au regard des performances réalisées à cette date fétiche par l'indice CAC 40 en juillet 1990 (+1,17 %), ou en octobre et janvier 1989 (-0,08 % et -0,25 %), la journée devait se dérouler sans trop d'énormes. Ce fut mieux que prévu au cours d'une séance active où le montant des transactions a atteint 3,4 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Cette journée fut non seulement la plus vivante de la semaine, mais elle donna en plus l'occasion à l'indicateur de la place d'établir un nouveau record d'altitude culminant un moment à 1889,95. L'indice CAC 40 terminait finalement la journée à 1876,19 et dépassait de peu son précédent sommet (1874,81) atteint le 11 juin dernier.

Mais, bien que, depuis le début de l'année, la progression des valeurs françaises ait atteint 23,6 %, le niveau des indices reste nettement en deçà (-12,3 %) de leur plus haut niveau historique, atteint dix-sept mois auparavant, le 20 avril 1990 (2129,32).

La semaine qui s'est achevée sur l'établissement de ce nouveau record ne s'est pas toujours déroulée dans une ambiance animée. Au contraire. Les intervenants ont fait preuve d'attentisme durant les trois premiers séances (-0,24 % lundi, -0,83 % mardi, +0,11 %

mercredi), espérant beaucoup des Etats-Unis. A commencer par la concrétisation d'une baisse des taux qu'ont anticipé les investisseurs outre-Atlantique dès lundi, souhaitant un geste des autorités monétaires américaines en fin de semaine.

Judi et vendredi, les publications consécutives de deux statistiques très encourageantes l'une sur la hausse limitée des prix de gros aux Etats-Unis (+0,2 %), l'autre sur les prix de détail (+0,2 %), ont conforté ce sentiment. Effectivement, la Réserve fédérale décidait vendredi de baisser d'un demi-point son taux d'escompte mais, paradoxalement, cette décision ne suscitait pas l'élan attendu, car un autre indice, celui des ventes de détail en août (-0,7 %) semble montrer que la reprise économique n'est pas flagrante. Le marché français qui s'était apprécié de 1,01 % jeudi, après avoir gagné jusqu'à 1,52 % en début d'après-midi vendredi 13, revenait à +0,81 % après la publication de ces statistiques.

Ce bilan hebdomadaire, somme toute modeste, devrait peu modifier l'appréciation de la société DR Gestion sur les places internationales publiée le 9 septembre dernier. « Sur la base des PER (price earning ratio), soit rapport du cours sur le bénéfice estimés 1991 et des prévisions de croissance des bénéfices en 1992, les DR (délais de recouvrement) actuels paraissent raisonnables. Les marchés allemand, français et américain semblent les plus attractifs parmi les grandes places financières ». Les « délais de recouvrement » respectifs de ces marchés, c'est-à-dire le PER

amélioré qui tient compte de la croissance des bénéfices et de l'évolution des taux d'intérêt à long terme, est en effet de 11,25 pour Paris, 11,16 pour New-York, et 10,78 % pour Düsseldorf pour un DR moyen de 11,48. Le niveau le plus élevé selon cette étude est atteint par Tokyo (15,18).

De nouvelles rumeurs

Les rumeurs qui avaient ressurgi à la fin du mois d'août avant de s'apaiser aux premiers jours de septembre sont reparties de plus belle. Lundi, l'effervescence autour du CCF était attribuée au tandem Vernet-Gardini qui aurait ramassé des titres par le biais de leur firme conjointe la SCI (Société centrale d'investissement). Un démenti de M. Jean-Marc Vernet coupait court à ce bruit. En revanche le lendemain, la Caisse d'épargne de Turin (CRT) informait la Société des Bourses françaises qu'à la suite de l'acquisition de droits de vote double, elle détenait 5,51 % des droits de vote du Crédit commercial de France.

Les actions Chargeurs étaient très recherchées jeudi par, affirmait-on, des investisseurs britanniques sur la foi d'affirmations selon lesquelles British Sky Broadcasting (BSB), la filiale communication du groupe en Grande-Bretagne, serait redevue bénéficiaire. Ce bruit aurait été démenti par la suite. Le holding Censu a lui aussi été très entouré, suite à des bruits pour le moins contradictoires et confus d'une possible cession de sa filiale Duménil-Léblé. Interrogé par les journalistes à l'issue

d'une séance du patronat italien, M. Carlo De Benedetti, principal actionnaire et président de cette holding française, déclarait mercredi 11 : « Face aux rumeurs selon lesquelles Censu serait en train d'examiner la cession de Duménil-Léblé, je désire démentir cette hypothèse ».

La nomination d'un nouveau président à la tête de CMB Packaging était bien accueillie sur le marché. Autre événement spectaculaire mais facilement explicable, le bond de 17,4 % des cours d'UIS (Union pour le financement d'immeubles de sociétés) vendredi 13. Ce jour-là, reprenant la cotation de cette valeur sur laquelle le GAN-Vie a lancé une OPA (offre publique d'achat). Le prix proposé est de 800 francs, et le cours du titre s'est donc approché de ce niveau dès sa reprise. Au chapitre des OPA, celle sur la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) continue à être riche en rebondissements.

Dernier épisode en date, l'initiateur de l'offre d'achat, la société Quadral, a écrit au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), l'organisme chargé de la réglementation, pour lui demander si l'initiateur Finmeccanica, le deuxième actionnaire de la CSEE, ne devrait pas lancer une contre-offre ou une offre publique de retrait. Or l'italien, autorisé à franchir la barre des 20 % dans la CSEE n'envisage pas de franchir le seuil fatidique des 33,3 % qui l'obligerait à prendre le contrôle de la société. En attendant, lundi 16, le CBV donnera son avis de recevabilité sur l'offre de Quadral.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Morne

INDEX DOW JONES
-0,86 %

Déprimée par des perspectives de bénéfices décevants et perdant un peu patience face aux atermoiements de la Réserve fédérale (Fed) pour provoquer une baisse des taux d'intérêt, Wall Street n'a pratiquement pas réagi en fin de semaine à la détente des taux. Les investisseurs ont été déçus par un autre indicateur, celui des ventes de détail, en baisse de 0,7 % en août, ce qui semble souligner les difficultés de la reprise économique. D'une semaine à l'autre, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 25,94 points (-0,86 %).

L'atmosphère a été morne durant presque toute la semaine, Wall Street évoluant irrégulièrement dans l'attente d'un nouvel assouplissement de la politique de crédit de la Fed pour donner de l'élan à une reprise économique fragile et éviter une recrudescence de la récession.

L'annonce jeudi 12 septembre d'une hausse très contenue des prix de gros américains en août a relancé les espoirs de relâchement des rétro-contrôles, auxquels la Fed a répondu vendredi en diminuant ses deux taux directeurs : le taux d'escompte, de 5,5 % à 5 %, et les taux interbancaires au jour le jour (Fed funds) de 5,5 % à 5,25 %. Plusieurs grandes banques américaines ont répondu à ces mesures en abaissant leur taux de base (prime rate) de 8,5 % à 8 %.

Cependant, le geste de la Fed est intervenu après l'annonce de la baisse nette des ventes de détail américaines, signe que les dépenses de consommation, qui représentent à elles seules environ les deux tiers du PNB américain, restent toujours très faibles en raison du manque de confiance des consommateurs.

Largement anticipée par les investisseurs, la baisse des taux d'intérêt n'a pas provoqué de remontée des cours à Wall Street, celle-ci étant surtout préoccupée par la reprise poussive de l'économie américaine, qui pèse sur les résultats des entreprises.

Indice Dow Jones du 13 septembre : 2 985,69 (c. 3 011,63).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Alcoa	67 1/2	66 1/8
AT&T	39 1/8	37 7/8
Boeing	52 3/8	48 5/8
Chase Man. Bank	20 1/4	19 1/4
Du Pont de Nemours	46 3/4	45 3/8
Eastman Kodak	42 5/8	43 3/8
Exxon	59	58 3/8
Ford	30 1/8	30 1/8
General Electric	70 7/8	67 7/8
General Motors	36 3/8	36 3/8
Goodyear	42	41 5/8
IBM	99 3/8	107 7/8
ITT	58 3/4	56 3/4
Mobil Oil	69 1/2	66 7/8
Pfizer	68	63 3/4
Schlumberger	72 5/8	70 3/8
Tesco	63 3/4	62
UAL Corp. (ex-Allegis)	127 1/2	130 1/4
Union Carbide	21	21 3/4
United Tech.	46 3/4	46 1/4
Westinghouse	22 1/2	22 3/8
Xerox Corp.	58	57 3/4

TOKYO

Bonne fin de semaine

INDEX NIKKEI
+1,95 %

Pour la troisième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a continué sa progression, et ce grâce à un yen fort et à une perspective de plus en plus probable d'une baisse du taux d'escompte par la Banque du Japon (BOJ).

Le Nikkei a ainsi terminé en hausse de 1,95 % d'un vendredi sur l'autre et par la même occasion repassé la barre des 23 000 points délaissée depuis un mois. Le volume quotidien moyen d'affaires s'est élevé à 523,7 millions de titres contre 431,7 la semaine dernière.

Pourtant, la semaine n'avait pas très bien commencé : lundi et mardi ont été marqués par la baisse, le Nikkei perdant près de 1,2 % en deux séances. Mercredi, il regagnait 0,42 % grâce aux achats par les investisseurs étrangers de valeurs très capitalisées sensibles aux taux d'intérêt. L'indice progressait de 0,11 % jeudi sur des achats sélectifs. Vendredi,

la Bourse, bénéficiant d'une progression du marché obligataire et de l'appréciation du yen contre le dollar progressait finalement de 2,7 %.

L'activité quant à elle s'accroît considérablement, le volume d'affaires dépassant, au cours de cette séance pour la première fois depuis le 26 février dernier, le milliard de titres, avec 1,23 milliard de titres échangés. Les investisseurs se maintiennent persuadés qu'après la baisse observée sur les taux à long et court terme la BOJ réduira prochainement son taux directeur.

Indices du 13 septembre : Nikkei, 23 134,43 (c. 22 692,60) ; Topix, 1 786,84 (c. 1 763,36).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Aiai	1 110	1 170
Brigstone	1 070	1 120
Canon	1 490	1 520
Fuji Bank	2 490	2 400
Honda Motor	1 470	1 500
Matsushita Electric	1 570	1 550
Mitsubishi Heavy	734	740
Sony Corp.	5 720	5 570
Toyota Motor	1 540	1 530

LONDRES

Morosité

-1,5 %

La semaine a été morose au Stock Exchange de Londres (-1,5 %). De plus, malgré des indices économiques encourageants, les cours ont été affaiblis par des résultats de sociétés médiocres et une augmentation de capital massive de British Aerospace. La fièvre qui avait fait augmenter les cours des actions pendant quatre semaines consécutives est retombée devant l'évanouissement des spéculations électorales qui avaient dopé l'indice la semaine précédente. Le premier ministre, M. John Major, a semblé peu enclin à la tenue d'élections générales anticipées malgré la publication de deux sondages montrant une avance dans les intentions de vote du Parti conservateur sur les travaillistes.

Indices « FT » du 13 septembre : 100 valeurs 2 625,8 (c. 2 667,4) ; 30 valeurs 2 067,8 (c. 2 093,3) ; mines d'or 154,4 (c. 152) ; fonds d'Etat 87,48 (c. 85,96).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Bovater	6,84	6,87
BP	3,47	3,36
Charter	5	5,15
Courtauld	4,96	5,03
De Beers	26,75	26,87
Glaxo	13,81	13,64
Glaxo	16,75	18
ICI	13,57	13
Reunert	5,28	5,30
Shell	7,68	7,65
Unilever	2,22	2,06
Vickers		

FRANCFORT

Consolidation -0,52 %

La place francfortoise a passé la semaine dans une phase de consolidation, faisant ainsi preuve de sursuisme par rapport aux autres places financières en l'absence de changement des données fondamentales allemandes. L'indice Dax a terminé la semaine en baisse de 0,52 %. Après l'irrégularité du mois dernier, la place allemande a procédé à des ajustements de cours, notamment dans le secteur automobile, en raison de la surabondance d'informations en provenance du salon international automobile de Francfort.

Malgré les bonnes perspectives du marché automobile allemand en 1991, beaucoup s'attendent à une année 1992 plutôt mauvaise.

Indices du 13 septembre : DAX 1 637,62 (c. 1 646,18) ; Commerzbank 1 909,30 (c. 1 926,18).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
ABG	186	187,4
BASF	248,10	250,90
Bayer	285,70	288
Commerzbank	254,50	248,80
Deutschebank	455,30	449,50
Hoechst	340,90	344,70
Karstadt	614	627
Mannesmann	279	277,80
Siemens	668,30	651
Volkswagen	384	380

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	13-9-91	Diff.
AGF	522	+ 9
AXA (ex-Cie Mid)	980	- 6
Bail Equipement	121,60	+ 1,40
Banque (C*)	828	- 20
Cedip	825	- 5
CCF	180,30	+ 5,10
CFP	170	inch.
Chargours	915	+ 1,60
CPR	295	+ 32
Eurafrance	1 580	inch.
GAN	2 094	+ 144
Loctidus	770	+ 4
Midland Bank	73,90	+ 2,10
Paribas	448	+ 12,50
Schneider	752	+ 2
Société générale	461,60	+ 11,60
Sovac	771	+ 26
Suez (C* fin.)	249,10	+ 1,30
UAP	537	- 5

Valeurs diverses

	13-9-91	Diff.
Accor	810	+ 10
Air liquide	701	+ 1
Arjomani	2 348	- 1
Bic	761	- 6
Bis	365	- 3
CGIP	1 133	+ 14
Club Méd.	473,90	+ 24,90
Essilor	355	- 19
EuroDisney	39,90	+ 0,80
Europe 1	095	- 36
Eurotunnel	50,25	+ 1,50
Groupe Ciel	573	+ 13
Hachette	192,20	+ 2,90
Havas	122	- 4
Marine Wende	320	- 4
Navigation mixte	200	+ 31
Nord-Est	119	inch.
L'Oréal	633	+ 7
Saint-Gobain	479,10	+ 0,90
Sonofi	988	+ 46
Sauvages Châillon	244,90	+ 4,90
Skis Rossignol	740	+ 1

Produits chimiques

	13-9-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 155	- 45
Roussel-Uclaf	1 862	- 83
Synthelabo	959	+ 29
BASF	865	+ 7
Bayer	980	+ 7
Hoechst	830	inch.
Imp. Chemie	135	+ 3,10
Norsk Hydro	161,10	- 4,90

Alimentation

	13-9-91	Diff.
Béghin-Say	627	+ 16
Bongrain	2 410	+ 20
BSN	948	+ 23
Carrefour	2 042	- 37
Casino G. Per.	146	+ 3
Eurocristal	4 250	- 190
Guyenne-Gasc.	1 340	- 10
LVMH	4 098	+ 37
Oliver	212,50	- 2,50
Pernod-Ricard	1 327	- 1
Promodis	2 450	+ 1
Saint-Louis	1 464	- 6
Source Perrier	1 353	- 24
Nestlé	37 680	- 120

Matériel électrique

	13-9-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	603	+ 12
Générale des eaux	2 528	- 22
Internelectronique	985	- 2
Labinal	730	- 10
Legrand	3 767	- 12
Lyon. des eaux	563	+ 11
Matra	186,50	- 3,50
Merlin-Gerin	553	+ 5
Moslines	164,90	+ 4,90
Radio-technique	504	- 1
SEB	1 745	- 15
Sext-Avionique	403,50	- 16,50
Thomson-CSF (1)	145,40	- 1,90
IBM (1)	601	- 22
ITT	331,70	- 18,30
Schlumberger	418,10	- 6,90
Siemens	2 220	- 64

(1) Coupon de 6 F.

Bâtiment, travaux publics

	13-9-91	Diff.
Auxil d'entr.	1 015	+ 8
Bouygues	694	+ 21
Ciments français	331	- 1
GTM	405	inch.
Immob. Phénix	178,80	+ 3,80
J. Lefebvre	815	+ 55
Lafrance-Coppée	370,10	+ 16,10
Polier	460	+ 38
SGE-SB	253,50	+ 3,50

Notionnel 10 %.

Cotation en pourcentage du 13 septembre 1991

Nombre de contrats : 147 240

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier	106,86	106,96	106,94	-
+ haut	107,08	107,16	107	-
+ bas	106,76	106,88	106,94	-
Dernier	106,78	106,90	107	-
Compensation	106,80	106,90	106,86	107,12

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	6-9-91	9-9-91	10-9-91	11-9-91	12-9-91
RM	2 272 672	1 555 796	1 587 553	1 624 430	2 735 170
Comptant	4 452 603	6 948 947	5 975 732	5 630 452	5 483 859
R. et obl.	115 501	115 769	139 798	86 679	162 631
Total	6 840 776	8 620 512	7 703 083	7 341 561	8 381 660

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	121	120,7	119,9	120,2	121,4
Françaises					
Etrangères	117,5	117,1	116,5	114,8	115,4

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	9-9-91	10-9-91	11-9-91	12-9-91	13-9-91
Général	490,5	488,9	486,9	487,4	492,7
(base 100, 28 décembre 1990)					
CAC 40	1 855,88	1 840,47	1 842,56	1 861,17	1 876,19

Mines, caoutchouc

	13-9-91	Diff.
Anglo-American	210,40	- 8,20
Anglo	369	-
Bul. Gold M. (3)	63,75	+ 0,15
De Beers	154	- 3,50
Drief. Cons.	66,10	- 3,90
Gencor	23	-
Harmony	39,40	- 4,20
Randfontein	22,20	- 2,10
Sainte-Hélène (2)	38,60	-
Western Deep (1)	187	+ 2,10

(1) Coupon de 3,10 F.

(2) Coupon de 0,85 F.

(3) Coupon de 0,50 F.

Mines, caoutchouc

Alcatel Alsth....	773 731	455 979 35
Peugeot SA....	570 152	343 738 59
Lyon. eaux....	557 600	305 715 21
CCF.....	1 559 842	291 988 94
BSN.....	314 781	291 198 51
ELF-Aquitaine	755 308	290 297 57
Oreal (L')....	400 504	257 456 84
Ceruss.....	1 645 079	213 664 46
Laf. Coppée..	1 557 703	200 587 57
Michelin B....	1 155 751	185 208 58
Accor.....	210 281	171 853 11
Eaux (Gén.)..	68 188	171 820 53

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Intense activité d'emprunt

Le marché international des capitaux sera fortement sollicité ces prochaines semaines. D'énormes emprunts vont être émis en peu de temps pour le compte de plusieurs pays, d'organisations supranationales ou d'établissements publics de premier plan. Dans l'ensemble, les spécialistes attendent ces affaires avec quelque impatience. Ils ne redoutent guère qu'un engorgement se produise et tablent, au contraire, presque tous sur une absorption assez aisée de cette nouvelle dette. Leur confiance se justifie par des éléments principaux, le soin que prennent les débiteurs à ménager le marché et l'ampleur considérable des liquidités en quête de placement.

Pour ce qui est des emprunteurs, les plus grands d'entre eux cherchent désormais à éviter que la rivalité des eurobanques qui se disputent les mandats prestigieux ne conduise à proposer au souscripteur un rendement trop faible. Plusieurs mésaventures survenues durant la première partie de l'année ne s'expliquaient pas autrement. La leçon en a été tirée. Souvent, la banque choisie pour diriger une opération nouvelle n'est pas celle qui a fait la proposition la plus avantageuse mais celle qui a convaincu le débiteur qu'elle saura vraiment répondre aux attentes des prêteurs.

Toutefois cela ne signifie pas que les nouveaux emprunts soient surpayés. Les investisseurs sont en fait prêts à accepter des conditions très justes, pourvu que la qualité des titres soit excellente. Les événements politiques de cet été et les incertitudes relatives à l'évolution du niveau de l'intérêt les ont un moment tenus à l'écart des grands marchés. Constatant que les bouleversements des pays de l'Est n'ont été suivis d'aucune réaction durable sur le plan financier et assistant à une baisse générale des taux de rendement, ils se précipitent sur les nouvelles obligations qui leur sont proposées. Selon toute apparence, l'approvisionnement récent n'a pas suffi à satisfaire leur immense appétit.

Les emprunts, les plus importants de ces prochains jours devraient être libellés soit en dollars soit en écus. Certains bénéficiaires ont déjà fait leur choix, comme la Banque mondiale qui

cherche à lever pour 1,5 milliard de dollars par l'intermédiaire d'un groupe d'établissements financiers placé sous la direction conjointe d'une maison américaine, Goldman Sachs, et de l'eurobanque du groupe du Crédit suisse (CSFB). Il s'agit d'une transaction de type planétaire, c'est-à-dire que les titres seront à la fois distribués de part et d'autre de l'Atlantique et en Extrême-Orient, le caractère des obligations étant toutefois plus proche de celui des obligations qui sont émises à New-York que de celles habituellement lancées en Europe. Les titres libellés en dollars américains étaient ces derniers jours particulièrement recherchés car on espérait une baisse du taux de l'escompte aux États-Unis. Maintenant que cela s'est effectivement produit, et que la spéculation ne peut plus se nourrir d'une telle attente, l'écu pourrait attirer davantage l'attention.

Un pays comme l'Espagne en profiterait tout particulièrement. Le Trésor de Madrid a en effet l'intention d'émettre cette semaine pour 1 à 1,5 milliard d'écus d'obligations à long terme qui viendront à échéance dans huit ou dix ans. Il y a présentement comme une sorte de regain d'intérêt pour l'écu provoqué par des nouvelles discussions menées à l'intérieur de la Communauté européenne au sujet de l'Union économique et monétaire.

Regain de faveur pour l'écu

Dans environ trois mois à Maastricht, aux Pays-Bas, les Douze se prononceront peut-être sur l'avenir de la monnaie européenne et il est question de transformer l'écu actuel en un écu «dur» dont la valeur, à partir de 1994, ne pourrait pas diminuer par rapport aux différents devises du mécanisme de change du système monétaire européen. Si une des composantes était réévaluée, l'écu la suivrait, ce qui en ferait une sorte de super-deviser potentiellement plus forte que chacune des composantes.

Il est permis de douter des chances d'aboutir de tels débats. Mais leur influence positive est indéniable et elle pourrait bien contribuer à faciliter la décision de deux débiteurs qui hésitent encore

à emprunter en dollars ou en écus. La Belgique devrait se prononcer au début de la semaine pour un des termes de l'alternative suivante : 500 millions de dollars ou 350 millions d'écus. Dans un cas comme dans l'autre, elle assortira son euro-émission d'un contrat d'échange de façon à se procurer pour la fin du mois d'octobre des francs suisses.

Ce que le Trésor de Bruxelles cherche en réalité, c'est à remplacer une émission en dollars qui viendra à échéance dans un mois et dont le produit avait été échangé il y a des années contre des francs suisses, monnaie très peu coûteuse pour les emprunteurs. Une organisation supranationale se trouve dans le même cas que la Belgique, balançant entre l'écu et le dollar. Il s'agit de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) qui a chargé l'eurobanque de la maison américaine Morgan Stanley de s'occuper de sa première opération sur le marché des capitaux.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, une nouvelle émission de 3 milliards a vu le jour la semaine passée et elle a été très bien accueillie. Lancée pour le compte du Crédit national, elle est d'une durée de dix ans. Pour plus de la moitié de son montant, la transaction s'est placée à l'étranger. L'affaire était dirigée par le Crédit national et l'eurobanque Morgan Stanley. Par rapport au marché obligataire national, l'euromarché à un double avantage pour certains débiteurs français. Les nouvelles opérations y sont moins coûteuses car les frais d'émission y sont moins élevés. Il permet d'autre part de toucher directement les investisseurs internationaux. Le Crédit foncier de France entend s'y présenter prochainement. Cet établissement n'a plus émis de nouvelles euro-obligations depuis novembre dernier. Avant de revenir sur l'euromarché, il attendait que la qualité de sa signature soit officiellement reconnue par les principales maisons d'évaluation américaines. Moody's lui a donné sa meilleure note (AAA), Standard and Poor's est un peu plus sévère (AA+).

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Net repli du dollar

Resté insensible en fin de semaine aux chiffres du chômage aux États-Unis, qui demeurent stables, le dollar a nettement reculé dans l'attente d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale. Cette diminution une fois acquise (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire), il n'a plus cédé de terrain, se raffermissant même légèrement, en vertu du phénomène du fait accompli.

La chute a, tout de même, été assez spectaculaire : en huit jours, le dollar est retombé de 1,74 DM à 1,6875 DM et de 5,91 francs à 5,74 francs, au plus bas depuis cinq mois. Adieu la belle ascension vers les 2 DM et les 6,30 francs à 6,80 francs que les analystes entrevoyaient pour la fin de l'année, à la plus grande joie des exportateurs français et européens qui pouvaient enfin respirer un peu.

Stoppé dès la fin juillet, le mouvement de hausse de la devise américaine s'est brutalement renversé ces jours-ci. Pour le retrouver, il faudra attendre des signes patents d'une reprise confirmée de l'économie américaine, signes encore très peu perceptibles. Pour ne pas laisser remonter le yen vis-

à-vis du dollar, la Banque du Japon va sans doute ne pas trop tarder à imiter la Réserve fédérale, c'est-à-dire à baisser également son taux d'escompte. Les capitaux internationaux recherchent sans trêve la meilleure rémunération, et celle offerte par les placements en dollar est en train de glisser au profit de la zone mark.

La devise allemande, on l'a vu, en a profité pour se raffermir, notamment à Paris, où elle a franchi un nouveau seuil de 3,40 francs à 3,4050 francs, sans fièvre particulière ni la moindre attaque sur le franc.

L'or au plus bas depuis cinq ans

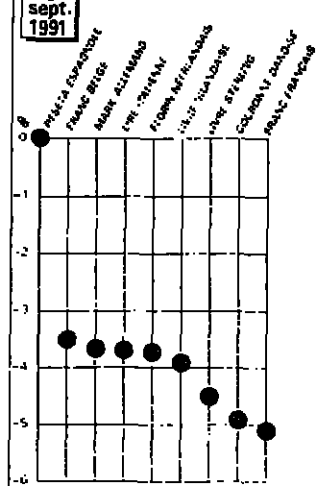
Mercredi 11 septembre, le cours de l'once d'or (31,1 g.) à Londres a touché son plus bas cours depuis cinq ans : 345,25 dollars. Cette faiblesse du métal fin a été provoquée par des ventes en provenance du Moyen-Orient, mal absorbées en raison du pessimisme du marché international déprimé par la crainte de nouvelles ventes soviétiques. Déjà, selon notre confrère britannique *The Guardian*, l'URSS a discrètement vendu pour près de 4 milliards de dollars d'or cette

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 SEPTEMBRE AU 13 SEPTEMBRE 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7375	-	17,4095	67,6590	50,2168	2,8169	52,6316	0,8792
Paris	1,6930	-	16,9319	65,4022	57,5043	2,7954	51,8725	0,8771
Bruxelles	9,9915	5,7448	-	388,63	348,49	16,5747	307,32	4,5479
Zurich	9,9929	5,9068	-	386,26	339,62	16,5110	301,63	4,5336
Amsterdam	2,5666	1,4780	25,7312	-	87,6111	4,2520	77,7895	1,1703
Frankfurt	2,5671	1,5250	25,8889	-	87,5241	4,2745	78,0898	1,1789
Stockholm	2,8257	1,4811	28,3485	114,44	-	4,8431	88,7885	1,3351
Copenhague	2,8244	1,7390	28,4446	113,73	-	4,8616	88,8151	1,3407
Bonn	60,3217	34,76	6,8515	23,5183	20,6046	-	18,2947	2,2522
Bruxelles	60,5729	35,77	6,8565	23,5944	20,5093	-	18,2686	2,2579
Amsterdam	3,2918	1,9080	33,0780	1,2855	112,62	5,4660	-	1,5044
Bruxelles	3,3129	1,9580	33,4527	1,2806	112,59	5,4739	-	1,5096
Milan	218,15	126,7	219,88	854,53	748,67	36,3349	664,74	-
Madrid	219,52	129,7	219,60	848,27	745,83	36,2594	662,41	-
Tokyo	231,98	133,90	231,13	90,5953	79,5717	3,8521	78,4737	0,1668
Osaka	230,79	136,40	229,952	89,2086	78,4359	3,8173	69,6629	0,1655

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 septembre, 4,2997 F contre 4,3299 F le vendredi 6 septembre 1991.

FRANÇOIS RENARD



MATIÈRES PREMIÈRES

Regain tropical

Enfin du nouveau, et un peu d'optimisme, sur le front des matières premières tropicales qui ont habité ces dernières années producteurs et négociants à la fréquentation des profondeurs. Depuis mai, où ils étaient tombés à leur plus bas niveau depuis seize ans (588 livres la tonne), les cours du cacao se sont raffermis pour se situer en cette mi-septembre autour de 740 livres. Les statistiques publiées en début de semaine par l'Organisation internationale du cacao (ICO) montrent que le surplus attendu pour la campagne en cours sera inférieur de 4 000 tonnes aux prévisions initiales, à 104 000 tonnes. Révision à la baisse somme toute assez négligeable, puisque les stocks mondiaux en fin de saison devraient atteindre un volume record de 1,528 million de tonnes, soit l'équivalent de huit mois de consommation annuelle.

En réalité, le raffermissement des prix est surtout lié aux anticipations de récolte pour la campagne à venir 1991-1992, certains professionnels prévoyant que la production brésilienne baissera de 26 % (de 365 000 tonnes à 270

000 tonnes), et celle de l'Afrique de l'Ouest de 10 % à 15 %. Si tel était le cas, la récolte mondiale serait inférieure à la consommation, après sept campagnes successives d'excédent. Le déficit, qui pourrait porter sur 80 000 à 100 000 tonnes, interviendrait dans un contexte d'augmentation de la demande mondiale, malgré la diminution des achats soviétiques qui sont passés en deux ans de 200 000 tonnes à 70 000 tonnes de fèves, manque de devises oblige.

Le conseil de l'ICO qui s'est réuni cette semaine à Londres a tenté sans grand résultat de trouver des solutions de rechange à l'accord international sur le cacao dont l'expiration est prévue pour septembre 1992. Accord déjà réduit à sa plus simple expression puisque depuis près de deux ans, les opérations du stock régulateur sont interrompues, et les cours fluctuent librement sans aucun filet protecteur. Le stock, qui comprend 244 000 tonnes de fèves, pèse sur le marché, même si chacun admet qu'une partie de cette réserve demeure théorique, la marchandise se dépréciant en vieillissant. En attendant, l'instrument qui servait à réguler tant bien que mal les prix fluctuants du cacao est paralysé, et les arrières de cotisation des pays producteurs s'élèvent à 150 millions de dollars. La Côte d'Ivoire affiche un passif de 87 millions de dollars et le Brésil de 25,5 millions de dollars.

Le démon de la manipulation des cours

Se dirige-t-on vers un système de quotas, comme celui qui régissait naguère l'accord du café avant que celui-ci n'éclate à son tour ? Les experts recherchent encore — et sans doute pour longtemps — la quadrature du cercle en la matière, à savoir un mécanisme permettant de soustraire la valeur commerciale des denrées tropicales aux lois trop brutales du marché, de fixer des prix satisfaisants pour les producteurs (donc rémunérateurs) et acceptables pour les consommateurs (donc raisonnables).

Du côté du café, il semble que

les producteurs soient tentés par le démon de la manipulation des cours, à travers une opération orchestrée par le Brésil et la Colombie, les deux premiers producteurs mondiaux d'arabica. Plutôt qu'un système de quotas d'exportation qui a montré ses limites par le passé avec l'apparition d'un marché parallèle de café «hors quotas» vendu à vil prix, les leaders latino-américains du café envisagent très officiellement de procéder à des rétentions de marchandise sur un volume représentant 10 % environ de la production exportable.

Les producteurs à l'origine de cette initiative souhaiteraient associer les autres pays d'Amérique centrale, ainsi que leurs concurrents d'Afrique et d'Asie. D'après les professionnels, ce «plan» se heurte à différents obstacles. En premier lieu, rares ont été auparavant les exemples réussis d'une collaboration réelle entre producteurs, d'autant que les intérêts du camp arabe ne rejoignent guère ceux du camp robuste. La question est en outre posée du financement d'une pareille opération. Cela suppose en effet un effort important en matière de stockage et de manque à gagner à court terme pour les producteurs, au moment où le Brésil, pour ne parler que de lui, détiendrait déjà en réserve 17 millions de sacs de soixante kilos. L'espoir viendrait-il des consommateurs de l'Est ? C'est ce que suggère M. François Le Chevalier dans la circulaire sur le café du courtier havrais Jacques Louis-Delamarne parue ce mois-ci. «Une incertitude réside dans l'avenir des achats de l'URSS», écrit-il. En 1990, sur le total de 4,2 millions de sacs exportés dans les pays de l'Est, Moscou a compté pour près de 2 millions de sacs. De 1917 à 1959, l'Union soviétique avait été à peu près totalement privée de grains noirs. Heureusement le café est comme la liberté : ceux qui y ont goûté ne peuvent plus s'en passer. La situation économique au sein de l'ex-Union conduira peut-être bientôt à tempérer cet optimisme. Le café est une liberté qui coûte cher au pays du rouble.

ÉRIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le bon vent d'Amérique

C'est fait ! Pour la deuxième fois en six semaines la Réserve fédérale des États-Unis a abaissé son taux d'escompte, le réduisant d'un demi-point, à 5 %. Le 7 août dernier, ce taux avait déjà été ramené de 6 % à 5,5 %. Dans les deux cas l'explication est la même : la reprise de l'économie américaine est jugée trop molle et a besoin d'être stimulée, ce qui devient possible avec une inflation apparemment sous contrôle.

Effectivement, les signes d'une relance de l'expansion n'apparaissent guère outre-Atlantique. La croissance de la masse monétaire s'inscrit actuellement au bas de la fourchette fixée en début d'année par la Réserve fédérale (2,5-6,5 %), ce qui indique que les banques, principales créatrices de monnaie avec le Trésor, n'ont pas accordé la délivrance de leurs crédits.

Quant à l'inflation, elle semble maîtrisée. Au cours des sept derniers mois la hausse des prix de détail a été de 2,7 % en rythme annuel, contre 6,1 % en 1990 et 4,6 % en 1989. En août, la hausse des prix domestiques américains a été de 0,3 %, et de 0,2 % hors alimentation et énergie, tandis que les ventes au détail reculaient de 0,7 %. Ces chiffres ont incité la Réserve fédérale des États-Unis à baisser aussitôt son taux d'escompte de manière à permettre au foyer de l'argent sur le marché interbancaire, les *Federal Funds*, de glisser au-dessous de l'ancien plancher de 5,50 %, ce qui s'est produit immédiatement à 5,25 %.

Sur le marché du long terme, le rendement de l'emprunt phare du Trésor américain, le trente ans, est revenu dans la semaine de 8 % à 7,89 %, vendredi après-midi. Ce bon vent d'Amérique n'a pas manqué de souffler sur le MATIF à Paris où, déjà, quelques heures avant l'annonce de la décision de la Réserve fédérale les cours du MATIF bondissaient à 107,06 pour revenir toutefois à 106,80 contre 106,44 à la fin de la semaine précédente. Le rendement de l'OTAT dix ans a encore fléchi, passant, en huit jours, de 8,93 % à 8,94 %, l'écart avec celui du bund allemand à dix ans (8,37 %) tombant à 0,47 %.

Tous ces mouvements contribuent à entretenir l'espoir d'une baisse des taux directeurs de la Banque de France, espoir bien prématuré puisque le cours du mark à Paris a grimpé à 3,4050 francs à la veille du week-end.

A cet égard, M. Helmut Schlesinger, le nouveau gouverneur de la Banque fédérale d'Allemagne, a eu un mot admirable. Dans un entretien accordé à notre confrère *Les Echos* il a déclaré, sans sourcilier, que «le franc n'était, techniquement, pas suffisamment fort pour permettre une baisse des taux d'intérêt français et que nos collègues de Paris attendaient pour le faire». Bon prince, il ajoutait tout de même que cela ne voulait pas dire «qu'il n'y ait pas une marge de manœuvre tant que l'économie française évolue différemment de l'économie allemande». Etonnant M. Schlesinger ! En relevant les taux allemands, il a tout fait pour pousser à la hausse les taux français, qui ont réussi à ne pas suivre, et il prodigue de charitables recommandations, en partie fondées, mais en partie seulement. Car il a raison sur un point : à Paris on attendra, mais pas trop longtemps quand même, la situation de l'économie française devant rendre nécessaire une décision dans les mois qui vont suivre.

Sur le front des émissions, la renouveau est assez morose, en raison de la réserve des souscripteurs, un peu rebutés par des taux d'intérêt insuffisants. Cela a été le cas la semaine dernière pour l'emprunt de Financier et, surtout cette semaine, pour celui du Crédit foncier de France. D'un montant assez important (2,2 milliards de francs), peut-être trop en raison de l'état du marché, il offre un rendement nominal de 9,20 % et réel de 9,14 %, jugé trop peu élevé par rapport au rendement de l'emprunt de base, l'OTAT dix ans, qui oscille entre 8,89 % et 8,90 % actuellement.

L'emprunt de 1,1 milliard de francs de la Caisse de refinancement hypothécaire a reçu un meilleur accueil grâce à son rendement supérieur. Quant à celui de l'Aérospatiale (1 milliard de francs à dix ans et 9,40 % nominal), il est très vivement controversé.

Il convient enfin de signaler la réduction, par le Crédit foncier, d'une formule assez originale et assez controversée aussi, celle d'un emprunt à versements trimestriels progressifs comprenant une part croissante du capital. Pour le souscripteur, le danger est la fonte progressive de son épargne s'il ne prend pas soin de réinvestir au fur et à mesure la partie du coupon correspondant au remboursement dudit capital. C'est pourquoi les détracteurs

de la formule l'appellent «fondante». Le Crédit foncier, qui lance, sous l'égide de la BNP, une nouvelle tranche de ce genre d'épargne, d'un montant de 95 millions de francs à 9,30 % nominal et à dix ans, avec augmentation annuelle de 3 % du versement trimestriel, a modifié sa communication pour signaler aux souscripteurs le caractère effectivement fondant de cet emprunt. Cette deuxième tranche devrait rencontrer un bon succès, le montant de la précédente ayant été porté de 600 millions de francs à 1 milliard 200 millions de francs en cours d'émission.

Après un mois de juin défavorable, marqué par un recul des souscriptions de 15,3 milliards de francs, la tendance est redevenue positive en juillet pour les SICAV monétaires. Pendant ce mois, les souscriptions nettes après déduction des rachats ont été de 9,7 milliards de francs. En août, période traditionnellement de forte collecte pour cette forme d'épargne, un véritable bond a été enregistré (24,1 milliards de francs), ce qui a porté l'encours de ces SICAV de 888,4 milliards de francs en juillet à 920,2 milliards de francs en août. Pour l'ensemble des SICAV court terme, l'encours s'élève maintenant à 1 115,2 milliards de francs, soit la plus grande partie des 1 605 milliards de francs de SICAV de tout poil comptabilisés au 31 août.

En revanche, la collecte de SICAV obligataires, qui avait amorcé une remontée pendant les quatre premiers mois de l'année grâce à une baisse des taux d'intérêt et à une hausse des cours, continue de faiblir : 1 milliard de francs contre 2,7 milliards de francs en juillet. Le renversement de tendance au profit des placements à long terme, prophétisé par certains au début du printemps, ne s'est pas produit, du moins pour l'instant. Le phénomène de l'inversion (taux à court terme supérieurs aux taux à long terme) n'a toujours pas disparu, mais il n'est pas interdit de penser que cela pourrait intervenir à la fin de 1991 ou au début de 1992. Dans les réseaux de placement et les banques, les gestionnaires recommencent à conseiller aux souscripteurs de faire une part aux SICAV obligataires. Quant aux SICAV actions, le recul de la collecte se poursuit à hauteur de 0,6 milliard de francs en août contre 1,7 milliard de francs en juillet.

F. R.

Après le choc provoqué en Israël par la mise en garde du président Bush

M. Shamir a décidé d'attendre que l'orage américain se calme

« Une attaque sans précédent contre Israël », « Un choc pour Jérusalem », « Un chantage confinant à l'extorsion ». A en croire les journaux israéliens, la menace du président Bush d'opposer son veto aux garanties bancaires demandées par l'Etat hébreu pour un emprunt de 10 milliards de dollars, aussi bien que le ton particulièrement dur employé par le président pour dénoncer la puissance du lobby juif américain à Washington, équivalaient à une rupture, voire une véritable « déclaration de guerre contre Israël ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des manchettes de la presse écrite aux éditorialistes de radio en passant par les conversations de café, tout le monde ou presque en Israël est d'accord que le coup de sang du locataire de la Maison Blanche marque un tournant.

Toute la journée du vendredi 13 septembre, de hauts fonctionnaires anonymes, des ministres, et non des moindres, se sont succédés sur les antennes et dans les corridors du pouvoir pour dire toute la frustration et la colère éprouvées dans le pays. « Nous devons camper sur nos positions », affirmait ainsi le ministre de la police, M. Ronnie Milo, être très agressif, expliquer encore nos objectifs, et je crois que nous finirons par l'emporter ».

Vers un compromis ?

Peu importe que le président des Etats-Unis n'ait demandé qu'un délai de quatre mois pour l'examen de la demande israélienne et ne l'ait en aucun cas définitivement rejetée. Le choc est trop fort. « C'est la première fois, renchérit M. Ehud Olmert, ministre de la santé, que le chef d'un Etat ami adopte une position que seuls, jusqu'à présent, des Etats arabes osaient prendre à notre encontre ».

On aurait pu penser que les deux ministres, qui sont des membres influents du Likoud, le parti du chef du gouvernement, et sont aussi des fidèles entre les fidèles de M. Shamir, exprimaient le sentiment de leur leader. « Sur le fond, confirmait d'ailleurs un commentateur, tel est sans doute le cas. » Selon un correspondant de la radio nationale à Paris, M. Shamir a d'ailleurs prononcé jeudi, dans une salle à huis clos de la capitale israélienne, des propos très durs à l'endroit des Américains. Reste que le premier ministre connaît bien la situation dans laquelle se trouve actuellement son

pays. Israël n'a plus, depuis la guerre du Golfe, l'intérêt stratégique régional qui était le sien auparavant. Le pays traverse de grosses difficultés économiques qui ne peuvent que s'accroître, surtout si un conflit ouvert avec Washington devait le priver pour longtemps des ressources financières dont il a besoin pour intégrer les quelque trois cent mille juifs soviétiques arrivés dans le pays depuis moins de deux ans.

Alors, M. Shamir, qui connaît son métier, a décidé de faire le dos rond, d'attendre que l'orage américain se calme, tout en travaillant à un compromis qui pourrait être présenté dès lundi prochain à M. James Baker à l'occasion de sa septième visite à Jérusalem en six mois. En fait, Israël pourrait se contenter de l'assurance que sa demande de garantie bancaire sera examinée favorablement dans quatre mois et qu'il n'y aura pas de nouvel ajournement.

Dès jeudi soir, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, s'était employé à calmer le jeu en assurant qu'en aucun cas l'Etat hébreu ne cherchait « d'affronter avec l'Amérique notre allié » et que la demande de garantie, même présentée au Congrès contre l'avis de la Maison Blanche, ne constituait « ni une provocation ni une façon de faire obstacle au processus de paix », si ce n'est « au cœur » du président Bush...

« Cette œuvre humanitaire »

Le chef de la diplomatie avait également fait allusion « à l'esprit de compréhension et d'amitié qui caractérise les relations américano-israéliennes ». Vendredi, à la descente de l'avion qui le ramenait de Paris, le chef du gouvernement, tout en répétant qu'il « n'accepte aucun lien entre le problème des garanties bancaires et les questions politiques, processus de paix compris », a fait part de sa conviction que, « conformément à sa tra-

dition, le peuple américain, ses élus ainsi que son administration, continueront de soutenir (...) cette œuvre humanitaire » qu'est, selon lui, l'intégration des juifs soviétiques.

Cette absorption massive, qui, toutes proportions gardées, représenterait l'équivalent de vingt millions d'immigrants pour l'Amérique, nécessite, c'est vrai, « des sommes importantes. (...) Nous avons besoin de cet emprunt le plus vite possible », a poursuivi M. Shamir, feignant de « ne pas comprendre les motifs d'un ajournement que personne ne nous a expliqué ».

Pour autant, conséquent avec lui-même, le chef de gouvernement a affirmé que son pays, même s'il n'obtenait pas satisfaction, continuerait de participer au processus de paix et de négociations en cours. « Nous y sommes engagés, non pour obtenir quelque contrepartie que ce soit, mais parce que (la recherche de la paix) est l'essence même de la politique israélienne depuis sa création », a conclu le premier ministre.

PATRICE CLAUDE

LES OTAGES DU LIBAN : M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est dit, vendredi 13 septembre, « optimiste quant à une libération d'otages dans les prochains jours ou les semaines à venir ». Dans une déclaration à la presse à son départ en fin de matinée pour l'Arabie saoudite, au terme d'une visite de trois jours à Téhéran, M. Perez de Cuellar a affirmé : « Pour moi, il n'y a absolument pas de différence entre les otages occidentaux et les autres... ». Il a précisé que, lors de ses entretiens avec les responsables iraniens, ils avaient parlé des « otages indépendamment de leur nationalité » et qu'il s'était assuré du soutien et de l'aide de l'Iran pour dénouer ce problème humanitaire. - (AFP).

En poste depuis quatre ans à Pékin

Le correspondant en Chine du quotidien britannique «The Independent» est expulsé

Un journaliste britannique, Andrew Higgins, correspondant de *The Independent*, s'est vu ordonner de quitter la Chine dans les soixante-douze heures, au plus tard dimanche 15 septembre.

PÉKIN

de notre correspondant

La mesure frappant le journaliste de *The Independent* constitue la première expulsion d'un correspondant étranger accrédité en Chine depuis celles qui avaient frappé, aussitôt après la répression du printemps de Pékin en 1989, les journalistes américains de l'agence Associated Press et de la radio « La Voix de l'Amérique ». « Ce n'est pas une expulsion », a déclaré, non sans aplomb, l'officier de police chargé de notifier cette mesure à M. Higgins, signifiant à l'intéressé, contrairement à l'usage, sans l'intervention de l'autorité de tutelle normale des correspondants étrangers en Chine, le département de l'information du ministère des affaires étrangères.

Malgré l'atmosphère tendue des relations sino-occidentales depuis 1989, cette instance était parvenue à limiter les conséquences du durcissement idéologique en se bornant à des critiques générales, non personnelles, sur le contenu des articles des correspondants de presse étrangers.

Le journaliste britannique, en poste depuis quatre ans à Pékin où il avait déjà séjourné auparavant en tant qu'étudiant, s'est refusé à toute déclaration autre que l'expression de sa « déception ». Il avait été l'objet de tracasseries depuis plusieurs mois à la suite d'un article sur le démantèle-

ment d'une organisation contestataire en Mongolie intérieure, rédigé sur la foi d'un document confidentiel chinois.

Toute information ne figurant pas dans les pages du *Quotidien du peuple* ou d'autres organes de la presse officielle est de facto classée « secret d'Etat » en Chine. Les autorités ont émis, ces derniers temps, des consignes destinées à renforcer la vigilance de la police en ce domaine.

Une initiative policière ?

M. Higgins devait en tout état de cause quitter Pékin définitivement d'ici quelques semaines. Comme en plusieurs circonstances similaires, l'affaire paraît avoir été utilisée par un milieu policier chinois décidé à ne pas tenir compte de la mauvaise publicité provoquée par pareille mesure. Le correspondant de *The Independent* est expulsé de facto après une visite du premier ministre britannique, M. John Major, qui avait permis à Pékin de restaurer un semblant de relations normales avec un pays occidental important, au prix de critiques envers la politique chinoise en matière de droits de l'homme.

M. Higgins paraît faire les frais des propos polis mais énigmatiques que les interlocuteurs chinois de M. Major ont dû entendre à cette occasion. Au moment même où cette mesure était notifiée au journaliste britannique, M^{me} Margaret Thatcher achevait une visite dans la capitale chinoise au cours de laquelle les plus hauts dirigeants communistes s'étaient félicités de la reprise des relations politiques de haut niveau avec Londres.

FRANCIS DERON

Un contrat de 1,4 milliard de francs

Bouygues est chargé du gros œuvre de la Bibliothèque de France

Le groupe Bouygues est « attribuaire du gros œuvre de la Bibliothèque de France (BDF), sous réserve de l'accord de la commission supérieure des marchés », a annoncé le 13 septembre le président de l'établissement public de la Bibliothèque de France, M. Dominique Jamet.

Le groupe Bouygues qui s'est refusé à confirmer cette information est à la tête d'un groupement d'entreprises qui doit assurer le « gros œuvre », c'est à dire le gros œuvre du futur bâtiment. Dans le cadre de ce contrat qui portera sur 1,4 milliard de francs, la réalisation des façades (100 000 mètres carrés et 40 % environ du montant des travaux) sera assurée par Rinaldi-CFEM. Le coût global de la construction de la bibliothèque - le plus onéreux des grands travaux présidentiels

- est évalué à 5,2 milliards de francs, hors équipements qui se montent à 2 milliards de francs. Trois grands groupes étaient en lice pour l'attribution de ce marché : Bouygues, Dumez et CBC. Ce dernier a longtemps semblé le mieux placé.

Les travaux préalables à la construction de la Très Grande Bibliothèque ont repris la semaine dernière après sept semaines d'arrêt, interruption dont le coût est estimé à 10 millions de francs. Le permis de construire devait être délivré de façon imminente par la mairie de Paris. La suite des questions dont la présence avait entravé l'arrêt des travaux devait également se régler rapidement.

E. de R.

Le palmarès de la 48^e Mostra du cinéma

Présidé par le critique Gian Luigi Rondi, le jury de la quarante-huitième Mostra du cinéma de Venise était composé de l'acteur américain James Belushi, du metteur en scène anglais John Boorman, du critique français Michel Ciment, de Motta de Haden, le directeur du Festival de Berlin, du grand spécialiste d'Eisenstein, le Soviétique Nannu Kijman, de l'actrice réaliste et sculptrice Oja Kodar, compagne et collaboratrice d'Orson Welles, et de l'actrice espagnole Pilar Miró. Ils ont rendu leur verdict samedi :

- Lion d'or : Nikita Mikhalkov pour *Urga*.

- Prix spécial du jury : Manoel de Oliveira pour *Une divine comédie*.

- Lion d'or pour l'ensemble de sa carrière : Gianmario Volante.

- Coupes Volpi des meilleures interprétations masculine et féminine : River Phoenix pour *My own Private Idaho*, de Gus Van Sant, et Tilda Swinton pour *Edward II*, de Derek Jarman.

- Lions d'argent : Zhang Yimou pour *Epouses et concubines*, Philippe Garrel pour *J'en tends plus la guitare*, Terry Gilliam pour *The Fisher King*.

- Une « Oeella » pour la technique de prises de vues au *Cri de pierre*, de Werner Herzog, une « Oeella » pour le scénario à *Mississippi Massala*, de Mira Nair, une « Oeella » pour la bande son à *Allemagne neuf zéro*, de Jean-Luc Godard.

D. H.

La visite de M. Mitterrand au mont Beuvray est annulée

Les organisateurs des festivités « Les chemins de Bibracte » ont décidé d'annuler le rassemblement de jeunes européens devant lequel M. François Mitterrand devait prendre la parole, samedi 14 septembre, en fin d'après-midi. Cette décision, prise par l'association la fête mondiale du mont Beuvray, est motivée par des raisons de sécurité après l'annonce de manifestations d'agriculteurs au moment de la venue du chef de l'Etat. Le service de presse de l'Elysée a indiqué que, « par voie de conséquence, le président de la République ne se rendrait pas, samedi, sur ce site archéologique, situé dans le parc naturel régional du Morvan ».

Le gouvernement va injecter 12 milliards de francs dans le secteur industriel, annonce M^{me} Edith Cresson. - Le gouvernement va « prélever 12 milliards de francs des revenus du capital pour les injecter dans le secteur industriel », dans le cadre du plan d'aide aux PME-PMI, a annoncé samedi 14 septembre à Châteaufort (Vienne) le premier ministre, M^{me} Edith Cresson. Lors d'une réunion avec des chefs d'entreprise de la Vienne, M^{me} Cresson a déclaré que « le gouvernement allait aligner » la fiscalité des entreprises sur celle des établissements financiers.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a 190 ans, Alexandre I^{er} annexe la Géorgie. 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave
Le premier ministre, M. Ante Markovic, met en garde contre l'instauration d'une dictature. 3

Les élections en Suède
Le gouvernement social-démocrate menacé. 4

POLITIQUE

La fête de « l'Humanité »
Un rendez-vous surveillé. 6

Livres politiques
« Remise en train », par André Laurens. 7

Le suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire
Vives réactions du PS. 8

CULTURE

Le Festival de Venise
Promotion d'outils autour du film de Marco Risi, le Mur du silence. 10

Photographes finlandais à Nice
La deuxième édition du 8 Septembre de la photo a révéla des auteurs pour la plupart confidentiels. 10

Les manouches de Montmartre
Maurice Farret et Joseph Pouvill, guitaristes de toujours. 10

HEURES LOCALES

La SNCF entre rentabilité et service public : L'Hérault s'ouvre une porte sur l'Europe
Sainte-Sigolène, capitale du film plastique. 13 à 15

ÉCONOMIE

Les difficultés des compagnies aériennes américaines
Déficits et licenciements aux Etats-Unis. 17

Les salaires de la fonction publique
M. Solon veut relancer la politique contractuelle. 17

Revue des valeurs
Changes, Crédits, Grands marchés. 19

Services

Abonnements. 2
Cartes. 16
Météorologie. 16
Mots croisés. 16
Télévision. 16
Spectacles. 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1991 a été tiré à 508 490 exemplaires.

La décision d'interrompre toute livraison d'armes

Le président Najibullah se dit « très heureux » de l'accord soviéto-américain sur l'Afghanistan

Quarante et un mois après les accords de Genève du 14 avril 1988, qui avaient abouti au départ de l'armée rouge, les Etats-Unis et l'URSS ont décidé d'interrompre leurs livraisons d'armes à toutes les parties afghanes à compter du 1^{er} janvier 1992 afin de faciliter un cessez-le-feu et l'organisation des élections sous la supervision de l'ONU (le Monde du 14 septembre). Jusqu'à présent, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, affirmait qu'il était difficile de mettre en application les propositions de « règlement négocié » du conflit tant que l'URSS et les Etats-Unis poursuivraient leurs fournitures d'armes.

ISLAMABAD

correspondance

L'accord de « symétrie négative » annoncé le vendredi 13 septembre à Moscou par MM. Baker et Pan-

En Pologne

La Diète refuse les pleins pouvoirs au gouvernement

La Diète (chambre des députés) polonaise a refusé d'accorder samedi matin 14 septembre au gouvernement les « pouvoirs spéciaux », réclamés par le premier ministre Jan Krzysztof Bielecki afin de pouvoir légiférer provisoirement par décrets dans le domaine de l'économie. Pour être adopté, le projet aurait dû recueillir une majorité des deux tiers. 196 députés ont voté en sa faveur, 194 contre et 32 se sont abstenus. - (AFP).

kin constitue un nouveau tournant important dans le conflit d'Afghanistan. Moscou et Washington se sont aussi engagés à ne pas intensifier leurs approvisionnements d'ici à la fin de l'année.

La controverse à propos de la « symétrie négative » - c'est l'expression utilisée dans le jargon diplomatique - avait empoisonné les relations américano-soviétiques au cours des trois dernières années. Après le retrait militaire soviétique, les Etats-Unis avaient ouvertement reproché au Kremlin ses livraisons « massives » d'armement au régime d'inspiration communiste de Kaboul, en particulier la fourniture de centaines de missiles Scud. S'étant lourdement trompé en prédisant la chute du président Najibullah, l'administration américaine avait décidé de poursuivre son aide clandestine à la Résistance tout en s'interrogeant sur la finalité de cette assistance au « vandalisme ». L'URSS, elle, voulait gagner du temps. L'Afghanistan, en dépit des conséquences désastreuses de l'invasion de décembre 1979, devait - à ses yeux - rester le « tampon » indispensable pour éviter une contagion islamiste dans ses Républiques d'Asie centrale.

Mais les événements du mois dernier à Moscou ont forcé ce qui apparaît aujourd'hui comme un nouveau recul du Kremlin sur l'échiquier international. Jusqu'à présent, Moscou exigeait de Washington que le Pakistan et l'Arabie saoudite soient explicitement inclus dans un éventuel arrangement sur l'arrêt des livraisons d'armes. Or le texte de la « déclaration commune » publiée à Moscou se contente, dans un document annexé intitulé « Commerce », de soumettre, sans les nommer, que « d'autres pays impliqués dans le conflit » suivent l'exemple américano-soviétique.

Le gouvernement d'Islamabad, qui a multiplié les gestes de bonne volonté ces dernières semaines, a pris acte de l'accord Baker-Pankine sans faire de commentaires.

A Kaboul, M. Najibullah s'est

déclaré « très heureux », affirmant, devant ses ministres réunis en session extraordinaire, que l'arrêt des livraisons d'armes est « le seul moyen » pour parvenir à la paix. Le chef de l'Etat afghan a toutes les raisons de se réjouir. Les Américains ayant fait une concession en cessant d'exiger spécifiquement son départ avant l'organisation d'élections. D'où le lapsus de M. Pankine, qui a déclaré : « Le résultat des élections verra qui restera au pouvoir ».

M. Najibullah s'est habitué à vivre au jour le jour depuis le départ de l'armée rouge, et il sait qu'un consensus s'est dégagé dans le camp occidental en vue d'éviter un effondrement du pouvoir à Kaboul. Mais, « patriote, il est conscient que le moment venu il devra s'effacer », déclarait un responsable de l'ONU.

Chez les moudjahidines, une certaine prudence a dominé les premières réactions. Les islamistes de M. Heikmatyar, qui disposent de stocks d'armes non négligeables, ont salué « la fin des ingérences ». Les pro-occidentaux de M. Cullani ont souhaité que l'accord américano-soviétique soit suivi « rapidement » de mesures concrètes pour empêcher un déséquilibre qui favoriserait ceux qui sont déjà fortement armés.

GAD SUTHERLAND

IRAK : Le premier ministre, M. Saadoun Hammadi est remplacé par un de ses adjoints. - Le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi a été démis vendredi 13 septembre de ses fonctions et remplacé par un de ses adjoints, M. Mohamed Hamza al Zoubeydi. M. Hammadi a aussi été exclu du Conseil de commandement de la Révolution, instance suprême du pouvoir en Irak. Selon la radio de Bagdad, cette décision a été prise « à la lumière des résultats des élections analysées par le 10^e congrès régional du parti Baas arabe socialiste (...) et conformément à la Constitution ».

RADIO

Hervé

est celui q

pour le meilleur

la reportage de

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir

pour l'avenir